

Supplément « Sans visa »

Le Monde

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14857 - 6 F

SAMEDI 16 NOVEMBRE 1991

BOURSE ★★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

L'enquête sur l'attentat de 1988 contre le Boeing de la PanAm (270 morts)

Les Etats-Unis envisagent des sanctions contre la Libye après l'inculpation de deux agents de Tripoli

Au ban des nations

LES images des morceaux de la fusée du Boeing-747 de la Pan Am tombés sur la petite ville écossaise de Lockerbie et dans la campagne environnante sont restées dans toutes les mémoires. Deux cent soixante-dix personnes avaient trouvé la mort dans cet attentat, quelques jours avant Noël, il y a un peu moins de trois ans. Les polices américaine et britannique ont mené une enquête minutieuse, reconstituant l'appareil dans un hangar, et interrogeant des milliers de personnes. Les premières inculpations ont été annoncées jeudi simultanément aux Etats-Unis et en Ecosse. Deux agents de renseignement libyens sont désignés comme les responsables immédiats de la destruction de l'avion.

Il n'est pas évident qu'agisse. C'est l'Etat libyen lui-même qui est en accusation dans cette affaire, puisque l'ordre ne pouvait venir que d'en haut et que l'organisation d'un tel attentat implique de multiples complicités. Une fois de plus, la Libye est désignée comme un des centres nerveux du terrorisme international, et le département d'Etat américain a profité de l'occasion pour publier une brochure rappelant tous les points du monde où s'est exercée ces dernières années l'activité des agents de Tripoli.

POURANT, le climat est très différent de celui qui prévalait en avril 1988 lorsque le président Reagan avait voulu « punir » le colonel Kadhafi de l'attentat commis contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains. M. Bush est engagé dans une entreprise de longue haleine au Proche-Orient, et il a à cœur, surtout depuis la guerre du Golfe, d'associer à l'action des Etats-Unis le plus grand nombre possible de pays arabes. Cela ne lui a pas si mal réussi jusqu'à présent. Une opération que les Etats-Unis exécutent seuls à mener donnerait une fâcheuse impression de retour en arrière.

On peut également expliquer par la raison d'Etat l'insistance avec laquelle les autorités américaines ont tenu à disculper la Syrie et l'Iran de toute responsabilité dans l'affaire de Lockerbie.

A la mise en accusation aussi explicite de Tripoli à certains moments, la France a opéré un virage remarquable à propos du colonel Kadhafi. M. Roland Dumas, qui souhaitait, il y a peu, « tourner la page » dans les rapports avec le dirigeant libyen et plaider pour une levée des sanctions de la Communauté européenne, a brusquement durci le ton. Il est vrai que les enquêtes américaine et britannique recoupent celle accomplie par le juge Bruguière à propos d'un autre attentat, celui commis en septembre 1988 au-dessus du Sahara contre un appareil de la compagnie française UTA et qui avait provoqué la mort de cent soixante-dix personnes. Washington lie les deux affaires. Les experts ont en effet retrouvé la piste de vingt mécanismes de déclenchement à retardement, commandés en 1985 par la Libye à une entreprise suisse, et qui ont servi dans les deux cas. Il était difficile dans ces conditions, pour Paris, de continuer, comme si de rien n'était, à souhaiter la normalisation avec Tripoli.

Lire nos informations pages 3 et 30

M0147 - 1116 0 - 6.00 F



Les autorités judiciaires américaine et britannique ont annoncé simultanément jeudi 14 novembre l'inculpation de deux agents de renseignement libyens pour leur participation à l'attentat contre le Boeing de la compagnie PanAm, qui avait fait deux cent soixante-dix morts le 21 décembre 1988 à Lockerbie (Ecosse). Selon Washington, il est

« impossible de penser » que le gouvernement libyen n'était pas impliqué dans cet attentat. Les Etats-Unis, qui, en représailles, n'excluent aucune option - notamment militaire - poursuivent leurs consultations avec d'autres pays - dont la Grande-Bretagne - pour la mise au point de sanctions internationales contre Tripoli.



La fuite en avant du colonel Kadhafi

TRIPOLI

de notre envoyé spécial
Le voyageur de retour à Tripoli, après une absence de cinq ans, est agréablement surpris par le nouveau visage de la capitale libyenne. Celle-ci a perdu l'aspect d'austérité socialiste rébarbative qui la caractérisait en 1987. On se croirait presque dans une de ces villes du Golfe où le commerce privé est roi. Le

vieux et pittoresque marché du centre de Tripoli, autrefois laissé à l'abandon avec ses échoppes vides, ses ruelles désertées où régnait la grogne et les réminiscences, est presque aussi animé et exubérant que les souks de n'importe quelle autre cité arabe. Les boutiques des bijoutiers ont rouvert leurs portes et les vitrines brillent de mille feux qui attirent une nombreuse clientèle féminine. Ailleurs dans la

capitale et dans ses quartiers périphériques, les centres commerciaux privés regorgent de marchandises en tout genre venues de Tunisie et d'Egypte. Leur opulence, même relative, contraste avec l'aspect désolé de quelques rares supermarchés étatiques, aux étalages désespérément vides.

JEAN GUEYRAS
Lire la suite page 4

Duel malsain en Louisiane

David Duke, candidat au poste de gouverneur, exploite avec succès sur des thèmes « raciaux » le mécontentement de la classe moyenne blanche

LAFAYETTE (Louisiane)

de notre envoyé spécial
Le public est arrivé en camionnette 4x4, avec les cartons de bière à l'arrière. Les hommes sont en bottes de cow-boy, casquette de base-ball ou Stetson sur la tête. Sur l'estrade, un orchestre de country-music et, partout, des affichettes « Duke, Duke, Duke ». L'assistance est un défilé de l'Amérique moyenne - comme disent les sociologues - blanche, patriotique, craignant Dieu, le fisc et tout ce qui vient de Washington. Le héros de la soirée, sur le champ de course de

Lafayette, est David Ernest Duke, candidat républicain « indépendant » à l'élection pour le poste de gouverneur de Louisiane, dont le deuxième et dernier tour doit se tenir samedi 16 novembre. La réunion commence après la prière et le salut au drapeau. Duke - quarante et un ans, profil de jeune premier refait à coups de chirurgie esthétique, cheveux blonds teints - entame une partition déjà bien réglée à forte tonalité démagogique. Cela commence par une dénonciation de la « corruption venue de Washington ».

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 6

Manifestation nationale à Paris le 17 novembre

Les professions de santé défient le gouvernement

Préparée de longue date, la manifestation nationale des professions de santé, dimanche 17 novembre à Paris entre Port-Royal et le Champ de Mars, veut être une démonstration de force. Les organisateurs attendent deux cent mille personnes. Quelle que soit son ampleur, cette mobilisation aux objectifs incertains risque fort d'apparaître comme celle d'un front du refus face à la réforme du système de santé français qui vient d'être engagée par l'Etat et les partenaires sociaux.

Deux logiques

par Jean-Michel Normand

Curieuse cohabitation : dans les rues se retrouvent côte à côte des syndicats de médecins modérés engagés dans une logique de concertation avec le gouvernement, une coordination ultra-libérale dénonçant le « rationnement des soins » et des médecins hospitaliers réclamant des crédits supplémentaires. Si l'on comprend bien, les manifestants entendent obtenir davantage de moyens pour l'assurance-maladie. Mais

l'extrême diversité des participants et leurs divergences d'intérêt latentes permettent de s'interroger sur le meilleur moyen d'y parvenir. S'agit-il de réduire les remboursements, de serrer encore davantage les budgets des hôpitaux ou d'augmenter une fois de plus les cotisations des assurés ? Toutes ces solutions ont été utilisées dans le passé, mais elles ont conduit à une impasse. Aujourd'hui, le corps médical doit réaliser d'urgence une double prise de conscience.

Lire la suite page 23

Le projet de réforme constitutionnelle

L'opposition dans l'embarras

L'opposition est embarrassée par le projet de réforme constitutionnelle annoncé pour 1992 par M. Mitterrand. L'UDF se dit prête à étudier les propositions du président de la République, mais elle assortit son « oui » d'un « non » très ferme à toute révision de la loi électorale pour les législatives de 1993. La RPR, hésitant et partagé, estime que M. Mitterrand tend « un piège » à l'opposition. Avant d'arrêter sa position, il va constituer un groupe de travail sur l'opportunité de réduire la durée du mandat présidentiel.

Lire nos informations et l'article d'ALAIN ROLLAT page 7

Archives de cendre

Les historiens sont unanimes : il ne faut pas détruire le fichier des juifs établi sous l'Occupation

par Laurent Greilsamer

Faut-il « mettre le fichier des juifs au feu » comme l'a proposé, jeudi 14 novembre, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, lors de l'émission le « Grand O » O'FM-La Croix ? Faut-il brûler certaines archives susceptibles de nuire encore à l'avenir ? A cette question brutale, la communauté des historiens se récrie. « Pas d'autodafé ! », résume René Rémond, spécialiste de l'histoire des droites en France.

Même si les risques sont parfois considérables, même s'il est éveré que des

archives portées en elles la possibilité d'être dévoyées, leur conservation doit toujours l'emporter. « Détruire, c'est vouloir effacer notre mémoire collective et entreprendre de nous déculpabiliser », note l'historien Marc Ferro, auteur d'une récente biographie de Philippe Pétain.

Les dangers des fichiers sont pourtant évidents. Il suffit de citer l'affaire des fiches qui valut au général André de devoir démissionner de son poste de ministre de la guerre au début du siècle pour avoir couvert le fichage des opinions politiques et religieuses des officiers.

Lire la suite page 9

M. Baker en Chine

Eviter la prolifération des armes « sensibles » page 8

La refonte de l'URSS

Elaboration d'une « Union des Etats souverains » page 5

Le défi de Haïti

L'ambassadeur de France sommé de quitter le pays page 6

Un article du ministre de l'intérieur

M. Philippe Marchand tire les enseignements de la conférence de Berlin sur le contrôle de l'immigration page 2

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 30



A L'ETRANGER : Algérie, 450 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 95 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,300 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRB; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سنة ١٤١٢ هـ

DÉBATS

Immigration

Le modèle de Berlin

par Philippe Marchand

L n'y a de liberté effective qu'organisée. L'Europe, qui ne peut se construire qu'ouverte sur le monde, a fait, de la liberté de circulation, un principe. Pour organiser cette liberté, il faut maîtriser les flux migratoires. Jusqu'à présent, seuls les pays d'accueil s'étaient donnés les moyens de ce contrôle: désormais, des pays d'émigration ont, eux aussi, compris la nécessité d'une démarche commune et coordonnée.

On l'a vu, les 30 et 31 octobre dernier, lors de la conférence réunie à Berlin à l'initiative de l'Allemagne, avec l'appui de la France (*le Monde* du 2 novembre). Éclipsée par les négociations de Madrid, cette conférence a pourtant réuni vingt-sept ministres de l'intérieur et de la justice européens, représentant des pays d'origine, de transit et de destination des flux migratoires, et elle a permis aux délégués des trois pays hôtes et de deux Républiques d'URSS d'exprimer, pour la première fois, leur point de vue sur l'immigration irrégulière.

Les participants à la conférence de Berlin ont adopté des mesures très concrètes telles que la lutte contre les filières d'immigration irrégulière par l'échange de données sur les itinéraires de passage et les méthodes de falsification de documents d'identité; des procédures uniformes sur les contrôles à des points de passage obligés (ports, routes, aéro-

ports, gares, etc.); la mise en place de patrouilles mobiles mixtes ou harmonisées en dehors de ces points; des mesures propres à décourager le séjour irrégulier sous couvert de visites à caractère commercial ou touristique; l'incitation pour les transporteurs à vérifier la régularité des documents de transit ou de séjour; la signature d'accords de réadmission bilatéraux ou multilatéraux; la formation du personnel et l'assistance technique à l'aménagement des dispositifs de contrôle aux frontières; le rapprochement des politiques de visas.

Certaines de ces mesures, notamment les accords de réadmission, sont directement inspirées des accords de Schengen. D'autres sont déjà présentes en France dans le plan de maîtrise des flux migratoires et de lutte contre le travail clandestin mis en place par le premier ministre au mois de juillet.

La plupart sont le fruit de la réflexion et de la pratique des services du ministère de l'intérieur confrontés, de longue date, au problème qui consiste à trouver l'équilibre entre le respect des libertés individuelles et la sécurité des citoyens.

Il est apparu clairement que les États ne pouvaient traiter seuls les problèmes posés par l'immigration irrégulière. Ils doivent coopérer car

les frontières ne pourront jamais être totalement hermétiques. Est-il au demeurant souhaitable qu'elles le soient? La notion de frontière n'est-elle pas dépassée dans certains cas? Notre frontière à l'Est, dans le cadre de l'accord de Schengen, n'est-elle pas davantage sur l'Oder et la Neisse que sur le Rhin?

L'essentiel est, je crois, d'admettre que le libre déplacement des personnes en Europe doit s'accompagner de certaines garanties. C'est le résultat important que nous avons obtenu à Berlin, même si les flux migratoires en provenance des pays d'Europe centrale et orientale atteignent encore peu la France. Ce succès s'explique à la fois par la référence qui a été faite, tout au long des débats, aux travaux menés à douze et à ceux menés à huit dans le cadre de l'accord de Schengen, et par la convergence des intérêts qui lient les pays d'accueil aux pays de départ.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le «modèle de Berlin» est transposable et si l'Europe peut s'en inspirer dans ses rapports avec d'autres pays, et notamment ceux du Sud. La voie mérite d'être explorée. On peut concevoir des approches régionales entre les Douze ou, à défaut, les huit États membres de l'espace Schengen d'une part, et d'autre part des pays d'émigration regroupés par zones géopolitiques comme le Maghreb ou certaines régions d'Afrique noire. De telles approches n'auraient toutefois de chances de succès que si elles sont placées sous le signe de la responsabilité et de la solidarité.

La responsabilité, c'est avant tout celle des pays de départ qui doivent lutter contre leurs propres filières d'émigration clandestine, reprendre leurs nationaux en situation irrégulière en signant des accords de réadmission, informer leurs ressortissants sur les conditions d'accueil et de séjour en Europe; c'est aussi celle des pays de destination qui doivent assurer l'accueil des réfugiés et des migrants réguliers dans les meilleures conditions.

La solidarité, c'est celle que nous devons avoir avec les pays de départ: solidarité économique, afin de contribuer à leur développement et d'éviter ainsi la tentation de l'émigration; solidarité financière et technique, afin de donner à ces pays les moyens d'assurer les contrôles requis.

C'est seulement dans ces conditions que le «modèle de Berlin» nous aidera à trouver des solutions équilibrées aux problèmes posés par les flux migratoires en provenance du Sud.

Philippe Marchand est ministre de l'intérieur.

Santé

Infirmière: une vocation et un travail

par Sophie Burin

Il est 9 heures. Le service de maladies infectieuses est déjà tout animé d'une activité grouillante en ce matin d'octobre. Tandis que ses collègues distribuent les médicaments à leurs malades respectifs, une infirmière reste dans le poste de soins pour y ranger les différents solutés nécessaires à la préparation des perfusions.

Soudain, une femme surgit. Le visage défilé, en larmes, la voix étranglée, elle l'agrippe par le bras, penchée, pour la conduire vers la chambre toute proche où son fils est en train de mourir, atteint du sida.

Parler de la charge de travail de l'infirmière, ce n'est pas seulement raisonner en termes de quantité de soins accomplis par des sous-effectifs. C'est aussi considérer ce contact permanent avec des corps meurtris, opérés, blessés, qui exhibent leur odéur, leurs humeurs, livrent leur nudité et leurs plaintes; avec la maladie, la souffrance; avec les peurs, les angoisses devant la menace, l'approche ou la réalité de la mort, mais aussi avec les joies, les espoirs de guérison, les soulagements d'une douleur qui se calme.

Ce n'est certes pas un travail comme les autres que d'avoir choisi cette proximité avec ce qui rebute le commun des mortels.

Mais existe-t-il une loi tacite et ancestrale qui interdirait que ce choix, accompli par une majorité de femmes (90 %) souvent jeunes, soit reconnu et récompensé par une juste rémunération?

Après tout, de quoi se plaignent les infirmières? Sans aucun doute, leur travail est éprouvant tant moralement que physiquement. Mais elles l'ont voulu. Le contrat était clair dès le départ. Elles savaient qu'elles ne seraient pas bien payées. Elles n'ont qu'à assumer. N'avez-vous donc jamais été tenté, apostrophé ou choqué par ce raisonnement?

Il sous-entend que la société qui confie ses malades, ses vieux, ses mourants à l'hôpital, entre les mains des infirmières, les soupçonne de pouvoir en retirer une certaine satisfaction. En effet, comment expliquer autrement que par un «gain narcissique» l'attrait que cette profession est capable d'exercer?

Cette prise de conscience étant acquise, la société se comporte comme si elle ne voulait pas monnayer ces soins qu'elle délègue

voire délaïse à d'autres professionnels. Traduire leur exécution en argent serait-il à ce point chargé de culpabilité?

Les infirmières, elles-mêmes, ont bien du mal à cadrer leurs aspirations autour de revendications salariales ou de carrière. Des relents de mauvaise conscience leur rappellent que l'«amour» du métier, la célèbre «vocation» n'ont «pas de prix». Elles sont capables de «payer» de leur personne dans les tâches, jusqu'aux plus ingrates, où elles «s'investissent». Bien des mots à connotation péjorative sont ainsi susceptibles de qualifier le travail infirmier. Les politiques européennes continuent à rétribuer ce corps professionnel en propos flateurs et digne ondes l'encourager à poursuivre sa mission.

Certes, le contexte économique ne se prête pas bien à nos justes revendications. Cependant, le problème infirmier s'est toujours posé dans les mêmes termes en dehors de toute conjoncture de crise. Jamais, il n'a été considéré avec raison.

Longtemps notre profession est restée prisonnière de son passé religieux qui autorisait le bénévolat, le silence et la totale abnégation. Aujourd'hui l'inconscient collectif des gouvernements successe ne semble pas vouloir renoncer à cette époque révolue. Les infirmières réclament un réel engagement financier de la société civile qui fait de plus en plus appel à leurs soins. Leur «vocation» ne peut plus être le prétexte pour ne pas dignement les rémunérer.

Tant que le problème de fond des salaires ne sera pas couramment et radicalement pris en main, toutes les mesures dites d'amélioration des conditions de travail ne seront que feux de paille. Elles s'éteindront pas que se reposent prochainement, en termes encore plus éhontés, les problèmes des manques d'effectifs, de l'amertume et la frustration de soins exécutés dans la précipitation du fait d'une charge de travail de plus en plus pesante.

Notre profession est en péril. Si nous la défendons, c'est que nous y sommes attachés. L'avoir choisi nous engage de fait à lutter pour la reconnaissance de sa valeur et la défense de sa qualité.

► Sophie Burin est infirmière.

Justice

Pour un observatoire international des prisons

Le prisonnier est un homme abîmé. Les prisons se portent bien. Aux États-Unis? Plus d'un million de détenus dont 100 000 purgent une peine égale ou supérieure à vingt ans et 20 000 (dont 31 mineurs) condamnés à mort dans l'attente de leur exécution. En Chine? Une dizaine de millions de personnes détenues dans diverses institutions pénitentiaires. En Turquie? L'augmentation alarmante des cas de torture et d'exactions diverses. En Algérie? La création d'un Comité national contre la torture. Au Nigeria? 450 prisonniers décédés au cours du premier semestre 1990 des suites du surpeuplement et de la mauvaise nourriture (*le Monde* du 7 août 1990). En Jordanie? 400 détenus palestiniens de la prison de Naplouse en grève de la faim en septembre dernier pour protester contre leurs conditions de détention. Au Djibouti? 10 détenus morts d'épuisement, le 19 septembre, dans une cellule de la gendarmerie nationale. Au Pérou? Tortures et exécutions sommaires de prisonniers. Au Tchad? Les «témoignages accablants» des survi-

vants de la «piscine», un centre de détention et de torture à Ndjamena pour les prisonniers politiques et les droits communs. Au Mali? Des enfants détenus âgés de moins de douze ans, soumis à des sévices. En Equateur? Des prisonniers enveloppés d'une housse plastique dans laquelle est introduit du gaz lacrymogène ou encore attachés par les mains et par les pieds jusqu'à ce que leur colonne vertébrale se disloque. En Angleterre? L'entassement dans des cellules sans toilettes ni sanitaires et le record européen de la surpopulation pénale.

En France, la prison n'est pas un lieu de droit et le détenu n'est pas un citoyen. Le prisonnier ne vote pas. Le prisonnier n'a pas le droit à la santé ni à la Sécurité sociale. Quand il a du travail, il ne bénéficie pas d'un salaire décent. Le prisonnier n'a pas droit au RMI, le minimum d'insertion, quand la prison prétend justement le réinsérer. Le prisonnier n'a pas droit d'association. Le prisonnier n'a pas droit à l'instruction ni à la formation. Ou de façon discrétionnaire. Le prisonnier n'a pas droit à l'intimité quand l'État s'affirme garant des liens fami-

liaux, et il est arrivé qu'une femme détenue accouche menottée aux poignets avec présence policière dans la salle de travail.

Le prisonnier peut être longuement et redoutablement soumis à l'isolement. A la simple peine privative de liberté, la prison croit souvent devoir ajouter l'arbitraire, le mépris, la violence, l'humiliation.

Le prisonnier a droit à la censure de son courrier, à la «double peine» s'il est étranger (l'expulsion après l'exécution de sa peine). A la peine de séjour, à la communication de son casier judiciaire en dehors des services judiciaires et de police. La prison coûte cher à la société pour un résultat effilant: le détenu ne sort pas «libre», le préjudice subi par la victime n'a pas été réparé. La prison enferme les plus pauvres, précipite leur exclusion. Elle ensevelit dans la souffrance là où il faudrait réparation. Pour réintégrer la communauté des hommes, plus que de confort, le prisonnier a besoin d'humanité, et quel regard le journaliste, l'avocat, l'homme politique, l'enseignant, le salarié d'entreprise, l'artisan ou l'artiste accordent-ils à celui-ci?

Considérant que chacun a droit, en tout lieu, à la reconnaissance de sa personnalité juridique et que nul ne doit être soumis à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, un nombre important de personnes travaillent depuis dix-huit mois à la construction d'un observatoire international des prisons. Il aura pour but la surveillance des conditions de détention des personnes incarcérées. Il alertera sur les manquements aux droits de l'homme détenus définis par les conventions, règles et autres instruments contraignants ou non.

L'observatoire se manifeste par la constitution de groupes locaux dont la vocation est le parrainage d'un lieu de détention. Chacun de ces groupes fera porter son attention sur les conditions de détention de l'établissement qu'il observera selon un protocole d'étude commun. Ce protocole consigne l'exercice quotidien des lieux de détention en matière de santé, d'hygiène, d'alimentation, d'exécution des peines, de travail, de culture, de religion, de contacts extérieurs, de formation, d'activités physiques, mais aussi de discriminations, de mauvais traitements, de sanctions.

Les groupes d'un même pays forment une section. Chaque année, le travail d'un groupe aboutira à l'élaboration d'un document détaillé. La somme des documents réunis permettra la rédaction d'un rapport annuel. Il fera état, pays par pays, des conditions dans lesquelles sont maintenus les prisonniers de droit commun. La première année d'observation sera 1992 et le premier rapport annuel, remis aux pouvoirs publics et à la presse, publié en juin 1993. Les prisons du monde exigent que nous exerçons notre droit de regard. L'observatoire international des prisons appelle chacune et chacun à se faire connaître et à participer à ses travaux.

Signataires: Pascale Boucaud (enseignante à l'université, directrice de l'Institut des droits de l'homme, faculté catholique de Lyon), Bernadette Hattier (interprète de conférence, membre de la commission immigration du MRAP), Louis Pérégo (avocat de l'État à la cour de cassation), Bruno Héral (travailleur social), Laure Baste Morand (secrétaire générale de l'Association nationale des visiteurs de prison), Bernard Hachoir (président du Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée), Ahmed Othmani (membre du comité exécutif international d'Amnesty International), Axel Locher (journalier général adjoint des prisons), Antoine Lazzarus (professeur de médecine, animateur du groupe multiprofessionnel des prisons), Jean-Marc Antoine (directeur de la ravue Transitions), Jean Hottier (président de la Fédération des associations réflexion-action-prison et justice), Sylvie Vuillaume-Colas (avocate au barreau de Lyon), Bernard Boke (journaliste).

► 11, rue Puits-Gaillot, BP 1196, 69203 Lyon Cedex 01. Tél: (16) 72-00-27-79.

Le Monde

Édité par la SARI, le Monde
Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social:
620 000 F
Principaux associés de la société:
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 46-62-72-72
Tél: MONDOPUB 634 128 F
Tél: 44-62-78-73, Société filiale
de la SARI, 15, rue du Colonel-Pierre-Aria, Paris 15.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gaudin
93055 PUTEAUX
1990

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 40-65-25-26
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Tél: 206.806F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél: (1) 40-65-25-26
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Tél: 261.311F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
ISSN: 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et non
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____ Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA
Renseignements sur (1) 42-61-88-88

O.J. PERRIN
8, rue Royale
75008 PARIS
Tél: (1) 42-61-88-88

AZY ROMANET
45 à 49, Grande-Rue
71100 CHALON-SUR-SAÔNE
Tél: 85-48-09-87

Les autorités judiciaires américaine et britannique ont inculpé deux agents des services secrets libyens pour l'attentat de Lockerbie

Les justices américaine et britannique ont annoncé simultanément jeudi 14 novembre l'inculpation de deux agents des renseignements libyens pour leur participation à l'attentat contre le Boeing de la compagnie Pan Am qui avait fait 270 morts, le 21 décembre 1988 à Lockerbie (Ecosse). Au cours d'une conférence de presse à Washington, M. William Barr, attorney general (ministre de la justice) par intérim, a déclaré que MM. Abdel Basset Al-Megrahi, trente-neuf ans, et Ali Amin Khalifa Fhimah, trente-cinq ans, ont été inculpés de multiples charges. Les deux hommes sont des responsables de l'Organisation de sécurité de la Jamahiriya (OSJ), « les services de renseignement dont se sert la Libye pour mener ses actions

actions terroristes contre d'autres nations », selon M. Barr.

La Maison Blanche a fait savoir que les Etats-Unis étudient « activement » avec d'autres pays les mesures à prendre après ces deux inculpations et qu'ils n'excluent aucune option. Il est « impossible de penser » que le gouvernement libyen n'était pas impliqué dans cet attentat, a déclaré le porte-parole de la présidence M. Martin Fitzwater, précisant que les Etats-Unis ne disposaient pas de preuves d'une implication de la Syrie ou de l'Iran.

A Edimbourg, Lord Fraser, « Lord Advocate » (procureur) d'Ecosse, a annoncé le lancement de mandats d'arrêt internationaux contre les deux hommes

qui sont considérés comme fugitifs. Les deux identités révélées jeudi par les justices américaine et britannique diffèrent de celles de quatre Libyens contre lesquels des mandats d'arrêt internationaux avaient été lancés, fin octobre en France, pour « complicité » dans l'attentat contre un DC-10 d'UTA au Niger, le 19 septembre 1989.

M. Robert Mueller, assistant de l'attorney general chargé de la division criminelle, a cependant affirmé à Washington que les enquêteurs avaient retrouvé au Sénégal et au Togo la trace de deux engins similaires à celui utilisé dans l'attentat. Il s'agit d'un mécanisme de retardement MST 13 fabriqué en Suisse.

« L'enquête et les contacts avec la France continuent », a-t-il ajouté.

Selon l'acte d'inculpation, l'origine de l'attentat remonte à 1985, lorsque des officiels de l'OSJ ont commandé 20 mécanismes de retardement à la compagnie suisse Meister et Bollier, de Zurich. En 1988, les inculpés ont fabriqué à Malte, où travaillait l'un d'eux, une bombe artisanale à partir du MST-13, dissimulée dans une radiocassette. Après une réunion en Libye, ils sont revenus le 20 décembre 1988 à Malte où ils ont acheté une valise et des vêtements. Placée, ensuite, dans des étiquettes volées, comme bagage non accompagné dans un avion d'Air Malta, la valise est arrivée à

Francfort où elle a été chargée à bord d'un avion de la Pan Am, puis à nouveau transférée à Londres dans la soute du vol Pan Am 103 à destination de New-York.

L'attentat de Lockerbie avait coûté la vie à 259 passagers et hommes d'équipage, de 21 pays, dont 189 Américains rentrant pour la plupart fêter Noël aux Etats-Unis. 11 habitants de la petite ville écossaise avaient été tués par les débris de l'appareil.

M. Bettino Craxi, secrétaire général du Parti socialiste italien, a reporté jeudi un voyage qu'il devait effectuer à Tripoli. L'ambassadeur libyen à l'ONU, M. Ali Ahmed Triki, a démenti catégoriquement jeudi que son pays ait été responsable de l'attentat. — (AFP, Reuters).

Les Etats-Unis n'excluent pas des représailles militaires

WASHINGTON

correspondance

« L'enquête n'est pas du tout terminée et nous la poursuivons jusqu'à ce que les autres responsables du crime soient traduits en justice », a déclaré l'attorney general Barr, le nouveau ministre de la justice. S'adressant aux journalistes, M. Barr et M. Sessions, directeur du FBI, ont très fermement précisé qu'aucune preuve n'avait été établie de la participation de l'Iran et de la Syrie à l'attentat du 21 décembre 1988.

Ces déclarations ont provoqué quelques remous dans les milieux politiques et soulevé de plusieurs rapports antérieurs qui, justement, impliquaient ces deux

pays. Il était indiqué alors que l'Iran avait organisé l'attentat en représailles de l'incident de juillet 1988 dans le golfe Persique où un missile de l'US Navy avait, par erreur, abattu un avion iranien. On précisait en outre, que l'action de représailles avait été confiée au Front populaire pour la libération de la Palestine, un groupe terroriste patronné par la Syrie et commandé par Ahmed Jibril. Aussi bien plusieurs parents des victimes partant jeudi soir à la télévision se sont étonnés et ont exprimé leur indignation que la Syrie ait été, en quelque sorte, officiellement disculpée. En concentrant leurs attaques sur le gouvernement libyen, les responsables américains innocentent Damas. Le département d'Etat a été plus catégorique que la Maison

Blanche. M. Boucher, son porte-parole, a carrément accusé le gouvernement de Tripoli et a fait circuler un document sur les vingt années de terrorisme d'Etat de la Libye (voir ci-contre). Plus modéré, M. Fitzwater déclarait à la Maison Blanche qu'il ne pouvait pas croire que le gouvernement libyen n'était pas impliqué. Le souci des autorités est de ne pas s'aliéner la Syrie à un moment où, dans la foulée de la conférence de Madrid, Washington fait un maximum d'efforts pour permettre le dialogue direct entre les Etats arabes et Israël.

Bien entendu, on ne s'attend pas que le gouvernement de Tripoli remette les deux accusés aux autorités américaines et britanniques. Quelles seront alors les options?

Pour le moment les milieux officiels évoquent surtout les consultations en cours avec un certain nombre de pays pour la mise au point dans le cadre des Nations unies d'un embargo commercial international de même nature que celui imposé à l'Irak. Mais ils n'ont pas exclu l'éventualité d'une action militaire assurée par les missiles de haute précision dirigés sur des cibles déjà repérées par le Pentagone. Après tout, disent les partisans de la riposte militaire, le président Bush peut difficilement faire moins que son prédécesseur Reagan qui, en 1986, avait bombardé Tripoli en représailles d'un attentat terroriste relativement mineur.

On s'interroge cependant à Washington sur les conséquences négatives qu'entraînerait une intervention militaire même limitée sur le processus de négociation au Proche-Orient. Une autre option serait de kidnapper à l'étranger les deux agents libyens, comme la loi américaine le permet dans les cas de terrorisme.

L'attorney general Barr s'est déclaré satisfait du résultat de la « brillante » enquête menée par le FBI et la police écossaise. En quant l'enquête menée par le juge d'instruction français Brugère sur l'explosion en septembre 1989 d'un avion d'UTA au-dessus du Sahara, un représentant des services américains reconnaissait que son action avait accru le rythme de l'enquête sur l'explosion de l'avion de la Pan Am. Les détails les plus complets sur l'enquête ont été donnés avec l'attention évidente de répondre aux nombreuses critiques venant notamment des familles des victimes reprochant au gouvernement de n'avoir pas été assez actif. « Le peuple américain se méfierait très vite du travail accompli par les autorités fédérales concernées », a déclaré M. Barr.

HENRI PIERRE

Les accusations de Washington contre la Libye

Le département d'Etat a publié jeudi 14 novembre de nouvelles accusations détaillées sur le soutien continu du terrorisme par la Libye, le jour même de l'annonce de l'inculpation de deux agents du gouvernement libyen pour l'attentat de Lockerbie. « Malgré les efforts de la communauté internationale, Tripoli est un des plus importants financiers du terrorisme dans le monde et continue à permettre à des groupes terroristes de s'entraîner dans des camps dans toute la Libye », affirme le département d'Etat dans une plaquette imprimée sur papier glacé.

Selon ce document : — la Libye verse plusieurs millions de dollars par an au groupe terroriste du palestinien Abou Nidal, condamné à mort par l'OLP en 1974, et lui ouvre ses camps d'entraînement.

— le colonel Kadhafi a fourni plus de 1 million de dollars en 1990 au Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général d'Achmed Jibril, un ancien officier de l'armée syrienne, responsable d'attentats contre des militaires américains au Liban en 1987 et 1988.

— le gouvernement libyen aide et finance le Front de libération de la Palestine, qui a tenté un débarquement sur la côte israélienne le 30 mai 1990, provoquant la rupture du dialogue entre Washington et l'OLP.

— la Libye finance la Saika, organisation palestinienne créée par la Syrie, et « des éléments du Jihad islamique en Palestine ».

Le département d'Etat accuse également la Libye de maintenir des contacts avec :

— l'IRA (Armée républicaine irlandaise), bien qu'elle ait affirmé y avoir mis fin cette année.

— le Parti communiste des Philippines et sa branche armée, la Nouvelle armée du peuple, qui ont reçu « au moins 7 millions de dollars » de la Libye depuis 1987.

— des « groupes terroristes » sud-américains comme l'Organisation patriotique Juan-Santa-Maria au Costa-Rica, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru au Pérou et le Front patriotique Manuel-Rodriguez au Chili.

D'après cette plaquette, la Libye a payé en 1990 plus de 20 000 dollars à l'Organisation de libération d'Haiti pour attaquer l'ambassade américaine à Port-au-Prince, ce qu'elle n'a pas fait, et tenté en vain de recruter le Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) au Salvador pour mener des opérations anti-occidentales.

Le département d'Etat affirme que le « Centre anti-impérialiste » ou « Mathaba », créé à Tripoli en 1982 et dirigé par M. Moussa Koussa, vice-ministre libyen des affaires étrangères et « confident de Kadhafi », sert à recruter des candidats au terrorisme et finance des opérations à l'étranger par ses représentants dans les ambassades libyennes. — (AFP).

Le raid américain de 1986 contre Tripoli

Dans la nuit du 14 au 15 avril 1986, dix-huit bombardiers F-111, venant des bases américaines en Grande-Bretagne, attaquent la « quartier général » du colonel Kadhafi et des « installations terroristes » à Tripoli, le capitale libyenne. D'autres appareils, qui ont décollé des porte-avions américains en Méditerranée, lancent un raid sur Benghazi. Washington annonce la perte d'un F-111 avec ses deux pilotes, tandis que les autorités libyennes reconnaissent la mort, à Tripoli, de trente-sept personnes, presque toutes civiles dont la fille adoptive du colonel Kadhafi, âgée de quinze mois.

Le président Reagan, qui considère le colonel Kadhafi comme le principal chef d'orchestre du « ter-

rorisme international » justifia le raid en invoquant la responsabilité de la Libye dans l'attentat le 5 avril contre une discothèque de Berlin-Ouest, fréquentée par des soldats américains et qui eut dix morts et deux cent quatre blessés.

Après les attentats dans les aéroports de Vienne et de Rome, en janvier 1986, le président Reagan s'était efforcé d'accroître l'isolement du colonel Kadhafi, devant désormais le « chien enragé » qu'il fut à tout prix abattu. En novembre 1986, le Washington Post avait même affirmé que le CIA avait été autorisé à mener une opération de déstabilisation contre le Guide de la révolution.

Dans les pays de la CEE,

exception faite de la Grande-Bretagne, les réactions gouvernementales au raid américain vont de la réserve à l'hostilité. Le refus de la France d'autoriser les bombardiers américains à survoler son territoire suscite une vague antifranchise aux Etats-Unis. Le 21 avril, cependant, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE, réunis à Luxembourg, décident de réduire les effectifs des ambassades libyennes et de renforcer la coopération des activités libyennes en Europe. En novembre 1988, le colonel Kadhafi sa félicita de l'élection du président Bush et affirme que cela permettra l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations entre Washington et Tripoli.

Une minutieuse enquête policière

LONDRES

de notre correspondant

Ce jour-là, le 21 décembre 1988, comme la montrant aujourd'hui les résultats d'une enquête commencée il y a près de trois ans, deux agents libyens prennent place à bord d'un vol d'Air Malta à destination de Francfort. Ils anregistrent une valise contenant un magnétophone à cassettes, lequel est transformé en machine infernale. Grâce à une étiquette volée portant la mention « Rush JFK » (l'aéroport Kennedy de New-York), ce bagage est automatiquement placé sur le vol de Londres, puis sur celui de New-York, le n° 103 de la Pan Am. Quarante minutes après le décollage de Londres, le Boeing-747 explose en plein vol au-dessus de la petite ville de Lockerbie, au nord de la frontière avec l'Angleterre. Les 259 personnes à bord de l'appareil sont tuées, ainsi que 11 personnes au sol, à la suite de la chute des débris de l'avion. Le jour même, une organisation jusqu'alors inconnue, les Gardiens de la révolution islamique, revendique l'attentat.

On apprendra peu après que l'explosif utilisé est du Semtex, une substance souvent utilisée par les organisations terroristes liées à la Libye, notamment l'IRA (Armée républicaine irlandaise). Depuis lors, une vaste enquête internationale, mêlant notamment

les services britanniques, américains (le FBI) et allemands, a été conduite, dont les conclusions ont été annoncées simultanément, jeudi, à Edimbourg, en Ecosse, et à Washington. Les deux Libyens, selon les déclarations du lord advocate d'Ecosse (procureur général), lord Fraser, ont été identifiés sous les noms de Abdel Basset Al Megrahi et Ali Amin Khalifa Fhimah. Tous deux disposaient d'une « couverture » aux autorités libyennes, à New-York, par le représentant de la Grande-Bretagne aux Nations unies.

Une démarche similaire a été effectuée auprès du gouvernement du colonel Kadhafi, via l'ambassade d'Italie à Tripoli, qui représente les intérêts britanniques en Libye depuis que les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques. Cette décision avait été prise à la suite de la mort, en 1984, d'une auxiliaire de la police britannique, tuée au cours d'une fusillade devant l'ambassade de Libye à Londres. Le succès de ces démarches officielles est cependant très improbable : la Grande-Bretagne n'a pas de traité d'extradition avec la Libye et Tripoli n'a pas coutume d'extrader ses res-

sources sous la pression internationale. Lord Fraser a estimé qu'il y avait peu de chances que les deux hommes soient arrêtés « d'une manière normale ».

« Un acte diabolique »

A la Chambre des communes, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a répété « au nom de tout le gouvernement » la demande faite par lord Fraser, espérant que la Libye « répondra pleinement à notre requête et livrera les deux accusés. Ceci est un meurtre à grande échelle, qui est réputé impliquer les organes de gouvernement d'un Etat », a-t-il ajouté, estimant qu'un tel « acte diabolique de perversion » ne pouvait rester impuni. Si la Grande-Bretagne n'a pas tenté de rétablir des liens officiels avec la Libye, le cousin du colonel Kadhafi, M. Gaddafi Ed Dam, qui est chargé de tenter d'améliorer l'image du régime de Tripoli à l'étranger, a essayé, de son côté, de reprendre contact avec le gouvernement britannique. Dans un entretien à l'hebdomadaire Al Majalla, publié la mois dernier à Londres, M. Gaddafi Ed Dam, souligne que le départ de M. Thatcher a créé un climat bien plus favorable.

Rappelant que 4 000 ressortissants britanniques résident dans son pays, il se félicite de la position « réaliste » de Londres et

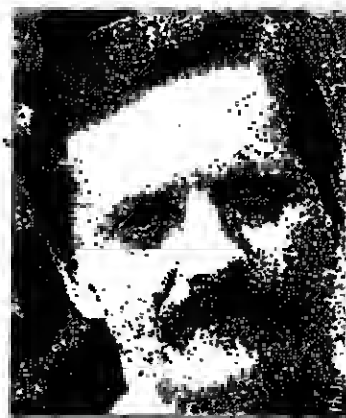
estime qu'il n'y a « pas d'obstacles » à une reprise des relations diplomatiques. Un parlementaire britannique, M. Taddy Taylor, avait effectué un voyage à Tripoli en juin dernier, et les autorités libyennes lui avaient remis un chèque de 250 000 livres (2,5 millions de francs), à titre de compensation pour la mort d'Yvonna Flatehar, l'auxiliaire féminine de police. Cette « couverture » n'avait cependant fait l'objet d'aucune suite significative.

A Washington, le président Bush, qui, en 1988, s'était engagé à « punir sévèrement les coupables », a indiqué qu'il étudierait une « réponse internationale » possible pour répondre à ce dernier exemple de l'implication de la Libye dans des activités terroristes. Le président américain doit se concentrer à ce sujet dans les prochains jours avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, notamment le premier ministre britannique, M. John Major. Des sanctions (comme, par exemple, un embargo pétrolier et l'interdiction des vols aériens), sont envisagées, sans parler d'une éventuelle option militaire, comme le raid aérien lancé par l'aviation américaine, en 1986, contre la ville du colonel Kadhafi à Tripoli.

LAURENT ZECCHINI

Jean-Marie Laclavetine En douceur

roman



« L'un des romans les plus maîtrisés, les plus mélancoliques, les plus aériens, les plus élégants, les plus étranges, parus depuis longtemps. »

Frédéric Vitoulet Le Nouvel Observateur

« Entre compassion et sarcasme, soixante chapitres brefs, soixante poignées de pages elliptiques, incisives, jubilatoires... Applaudissements. »

Monique Petitfils Le Monde

« S'il y avait un prix Goncourt de la première phrase, c'est à Jean-Marie Laclavetine qu'il faudrait l'attribuer. »

« D'un tempérament doux, Vincent Arcus n'avait jamais tué que sa femme ». Tout le livre est de cette veine : des phrases courtes et vives comme un jour d'hiver »

Jérôme Garcin L'Evénement du Jeudi

nyf

GALLIMARD

كلنا من الضالين

هذا من الازد

PROCHE-ORIENT

A propos de la conférence sur la paix israélo-arabe

LIBYE

La fuite en avant du colonel Kadhafi

Suite de la première page

Ils sont les vestiges d'une époque où l'Etat devait en théorie subvenir aux besoins de la population, avec les résultats catastrophiques que l'on connaît. L'ouverture des frontières avec la Tunisie, puis avec l'Égypte, fut le remède miracle qui mit fin à la pénurie des biens de consommation et au mécontentement populaire. L'infatigable (ouverture économique) à la libyenne a servi de saupape de sécurité, calmant les doléances des Libyens, qui désormais ne manquent de rien ou presque.

Certes, les consommateurs se plaignent de la cherté des marchandises disponibles dans le commerce privé, les salaires n'ayant pratiquement pas augmenté depuis cinq ans, alors que l'inflation importée est évaluée à plus de 300 % en raison de la surévaluation du dinar libyen. Mais la débrouillardise étant devenue la règle, rares sont les Libyens dont les revenus se limitent à leur seul salaire. Nombre d'entre eux prennent part à un fructueux trafic de marchandises avec l'Égypte, rendu possible grâce à la suppression des formalités frontalières.

D'interminables convois de camions porteurs d'eau minérale en provenance d'Égypte remédient à la pénurie d'eau potable, provoquée par une inquiétante augmentation du taux de salinité. D'autres camions ramènent du Caire du matériel sanitaire, des équipements électriques et les autres objets utilitaires qui font cruellement défaut en Libye. Il faut y ajouter les marchandises qu'apportent dans leurs bagages les Égyptiens installés dans le pays.

Plus de 200 000 sont arrivés en Libye depuis la normalisation des relations entre Le Caire et Tripoli. On prête au colonel Kadhafi l'intention de permettre l'installation dans la campagne libyenne de plus d'un million d'Égyptiens qui aideraient à fertiliser le désert grâce au Grand Fieuve artificiel (GFA), un projet grandiose dont il a inauguré la première tranche à la fin d'août.

Tripoli-Washington : l'impossible dialogue

Mais rien n'est immuable en Libye, et les relations avec Le Caire commencent déjà à se tendre. La population se plaint de la mauvaise qualité des produits égyptiens et de leur cherté. Des mesures vexatoires – voire des sévices – ont été signalées contre les expatriés du Caire et plusieurs incidents ont failli dégénérer en bagarres.

Sur le plan politique, la conférence de paix de Madrid a singulièrement refroidi l'enthousiasme retrouvé entre les deux pays, malgré les précautions de langage des dirigeants de Tripoli qui, jusqu'à présent, ont évité de critiquer personnellement le président Mubarak. Certains dirigeants trouvent « pesante » les interventions du Caire qui visent à rendre la Libye plus acceptable aux yeux des Occidentaux.

M. Mubarak, devenu une sorte d'intermédiaire entre le colonel Kadhafi et les États-Unis, veille à ce que le bouillant colonel ne commette rien d'irréparable. Dans les milieux officiels, certains commentent à critiquer les « trop fréquentes missions » dans la capitale libyenne de M. Safouate El Chérif, le ministre de l'information égyptien, qu'un journaliste libyen qualifie de « haussier commisaire égyptien auprès de la Libye ». Il n'empêche que le « guide de la révolution » vit dans la hantise d'une nouvelle intervention militaire américaine et profite de toutes les occasions pour proclamer bien haut son souhait de normaliser ses relations avec les États-Unis, qu'il continue pourtant de qualifier de « première puissance impérialiste du monde ».

Les États-Unis ont jusqu'à présent opposé un fin de non-recevoir à toutes les démarches effectuées par l'entremise de M. Mubarak en vue d'ouvrir un dialogue entre Tripoli et Washington. Les Américains demeurent inflexibles et souhaitent avant toute espèce de réconciliation obtenir des garanties concrètes sur des réformes intérieures (démocratisation véritable, multipartisme et respect des droits de l'homme) et extérieures (fin de la politique d'exportation de la révolution et renonciation formelle à tout recours au terrorisme). Autant de conditions que le colonel Kadhafi ne peut accepter sans changer la nature même de son régime, fondé sur ce qu'il appelle la « troisième théorie universelle », exposée naguère dans son célèbre *Livre vert*.

Pour M. Kadhafi, le multipartisme n'est qu'une « farce » qui « a fourvoyé la démocratie » et « est incapable de résoudre les problèmes complexes de la société ». Ceux-ci ne peuvent trouver une solution que par le « pouvoir du peuple ». Depuis

ses réformes de 1987-1988, le colonel Kadhafi a desserré quelque peu l'emprise des comités révolutionnaires et condamné leurs excès, nuver les portes des prisons et lancé à grand renfort de publicité une *Grande Charte, vert pour les droits de l'homme dans la Jamahiriya*, recueil de bonnes résolutions dans la plupart sont demeurées des vœux pieux.

Des prisons pleines

En ce qui concerne le terrorisme, la doctrine officielle n'a pas changé : « Le soutien que nous accordons aux mouvements de libération nationale, dit-on à Tripoli, ne peut être qualifié de terrorisme. Le vrai terrorisme est le terrorisme d'Etat dont la Libye a été la victime lors du bombardement de Tripoli en 1986 par les Américains ». Par ailleurs, les difficultés de trésorerie que connaît le pays depuis cinq ans, assure-t-on de source diplomatique, ont sensiblement réduit l'aide aux groupements révolutionnaires.

Malgré ses mesures de libéralisation, la Jamahiriya reste une dictature. Toutes les décisions édictées sont prises par le guide de la révolution et un petit cercle d'intimes. La presse est entièrement contrôlée, les grèves sont interdites. Tous les problèmes, il est vrai, sont discutés au sein des congrès, qui, selon le *Livre vert*, représentent le « pouvoir populaire ». Mais le guide se prévalait de ses « prérogatives révolutionnaires », à toujours le dernier mot.

Les réformes politiques qu'il consent sont annulées ou contournées dès qu'elles constituent un danger pour le pouvoir. Ainsi, les islamistes sont privés des garanties judiciaires prévues récemment à la suite d'un réaménagement du code de la justice. Au cours d'un discours le 15 octobre devant un parterre d'hommes, de loi, le colonel Kadhafi attaqua vivement les islamistes, les traitant d'« hérétiques » et de « suppôts de l'impérialisme » qui ne peuvent en aucun cas bénéficier des garanties judiciaires prévues par la loi. Il faut, ajouta-t-il, en finir avec eux une fois pour toutes.

Ce n'est pas la première fois que le colonel menace de « liquider physiquement » ses opposants islamistes. S'adressant le 19 juillet 1990 à un groupe de jeunes, il avait donné le signal d'une véritable chasse aux sorcières en affirmant : « Si vous trouvez parmi vous quelqu'un qui fait l'éloge du Danoua (un mouvement extrémiste religieux), du Jihad ou des Frères musulmans, coupez-lui la tête et lancez-la dans la rue, comme si vous aviez à faire à un long un retard au travail ».

Combien d'islamistes ont subi un sort aussi tragique ? Une chose est sûre : les prisons partiellement détruites en mars 1983 à coups de bulldozers ont été reconstruites et sont à nouveau pleines. Selon Amnesty International, elles renfermeraient actuellement quelque 400 détenus politiques appartenant aux différentes tendances de la mouvance islamiste arrêtés uniquement parce qu'ils étaient soupçonnés de soutenir les groupements religieux clandestins. D'autres sources dignes de foi évaluent le nombre de détenus islamistes à plus de 3 000.

Les mesures d'ouverture économique restent également inachevées. Elles n'ont pas été suivies des réformes structurelles qui auraient pu institutionnaliser l'économie de marché. Elles n'ont servi en définitive, elles aussi, qu'à désamorcer le mécontentement populaire. L'économie demeure gérée par les principes définis dans la deuxième partie du *Livre vert*, lequel affirme, en dépit de l'évidence, qu'il n'existe pas en Libye de « salariés », mais uniquement des « associés » à qui appartient tout le pouvoir, politique et économique.

L'écroulement du socialisme en Europe n'a pas découragé le colonel Kadhafi. Ainsi promettait-il le mois dernier qu'à partir de 1992 tout ce qui se trouve sur la surface de la Libye comme moyens de production industriels, agricoles, touristiques et autres sera la propriété de tous les Libyens. Telle est la signification du socialisme de la Jamahiriya, qui diffère fondamentalement du socialisme capitaliste des pays de l'Est et du capitalisme de l'Occident.

Ce n'est, affirment les sceptiques, qu'une nouvelle fuite en avant destinée à dissimuler l'échec du secteur public en Libye. C'est une manière comme une autre de présenter comme une victoire du socialisme la politique de « privatisation déguisée » que le colonel poursuit depuis 1987 en vue de sauver ce qui peut l'être d'une économie délabrée.

JEAN GUEYRAS

Le nouveau langage des Palestiniens rejoint celui des Égyptiens

Depuis le fin de l'affrontement Est-Ouest et de la guerre du Golfe, l'attitude de la plupart des gouvernements arabes a beaucoup évolué et celle des Palestiniens bien davantage puisque ces derniers acceptent maintenant le principe d'une autonomie qu'ils avaient repoussée treize ans plus tôt.

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Avec un bel ensemble et une étonnante assurance, le ministre égyptien des affaires étrangères et un influent conseiller du chef de l'OLP ont en substance tenu un même discours, mercredi 13 novembre au Caire, en recevant tour à tour un groupe de journalistes européens.

En 1978, lors de Camp-David, Palestiniens et Égyptiens avaient été en politique de gauche et une fois faisant maître au ban du monde arabe. Aujourd'hui, M. Amr Moussa et M. Nabil Chaath sont sur le même longueur d'onde, persuadés que d'importants progrès sont possibles, alors que les revendications des Israéliens et des Arabes restent diamétralement opposées.

Entre deux bouffées de cigare,

M. Moussa sait faire comprendre l'ambition de son pays : jouer un rôle de médiateur, les Égyptiens se prévalant d'une solide expérience de relations avec Israël, les États-Unis et le monde arabe. Le ministre égyptien observe que la tâche des Palestiniens sera « relativement plus facile » que celle des Syriens ou des Libanais dans la mesure où les premiers « peuvent bientôt obtenir des résultats » puisqu'ils ont admis de négocier d'abord un arrangement transitoire : l'autonomie pour cinq ans, qui, dans l'immédiat, n'implique pas que l'on discute du retrait israélien des territoires occupés.

M. Moussa n'en est pas moins ferme quand il déclare qu'« il ne peut y avoir de compromis sur les principes, seulement sur les moyens d'obtenir au bout du compte le respect de ceux-ci ». Cet optimiste reconnaît toutefois que l'on butera assez vite sur de gros obstacles : d'abord, la question de Jérusalem, puis le problème de la poursuite des implantations israéliennes, enfin le refus d'Israël d'envisager un retrait des territoires.

Prendre des risques

M. Moussa déclare « vraiment comprendre » la position de la Syrie qui, tant qu'Israël n'aura pas formellement accepté l'idée d'un retrait, refuse de participer aux négociations multilatérales sur la coopération régionale à laquelle tiennent tant les dirigeants de l'État hébreu, et qui

doivent débiter au moins symboliquement le mois prochain (M. Chaath croit savoir qu'ils ne commenceront réellement qu'en février).

« C'est logique dit-il à l'adresse des Syriens. Mais avec les Américains, le gouvernement égyptien s'emploie à convaincre les Syriens qu'ils doivent modifier leur attitude : en acceptant d'entamer la discussion, vous donnez aux Israéliens l'impression d'un processus global, mais, après, vous pouvez dire, et nous le ferons tous, que les progrès dans les négociations multilatérales sont liés à ceux des bilatérales, où la question de l'évacuation du Golan se posera rapidement et inévitablement entre la Syrie et Israël ».

Le ministre égyptien estime qu'il faut savoir prendre des risques. Il est persuadé qu'il faut « attirer » les Israéliens, leur faire sentir le « besoin » qu'ils ont de l'ensemble du processus et le profit qu'ils peuvent en tirer. A l'intention des Palestiniens, M. Moussa donne ces « conseils » : « Ayez d'abord confiance en vous et en nous (les gouvernements arabes), en l'actualité administrative américaine, ainsi qu'en l'assistance que peut apporter l'Europe. Vous n'êtes pas seuls. Patience, persévérance. Surtout, ne jamais quitter la table des négociations... »

M. Chaath est entièrement d'accord. Ce membre du Parlement de l'OLP, où il préside la commission « politique », assure qu'il faut éviter de « brusquer » les Israéliens, sous peine de les voir se raidir davantage.

Un gel – au moins – de la coopération est indispensable selon M. Chaath, mais il pousse la modération jusqu'à dire : « Le processus de paix n'est pas encore assez fort pour qu'on puisse se montrer menaçant à propos des implantations ».

MM. Moussa et Chaath ont visiblement grande confiance dans la « très sérieuse » démarche américaine. La campagne électorale aux États-Unis ne va-t-elle pas amener ces derniers à se désintéresser quelque peu du Proche-Orient ?

« Cette initiative de paix, souligne M. Moussa, est tellement l'affaire des Américains qu'ils veulent des résultats. Et avant que l'on atteigne la pleine période de cette campagne électorale, nous en serons à un stade où les négociations pourront commencer sur leur lancée ». M. Chaath ajoute : « Au cas où l'administration Bush serait en difficulté sur le plan intérieur, elle pourra encore moins se permettre un échec retentissant en politique étrangère ».

Et ce Palestinien de s'attarder sur la faiblesse nouvelle des Israéliens : « Ils connaissent, dit-il, le même syndrome que nous les Arabes avons connu en 1948 (la création de l'État hébreu). Nous ne voulons même pas prononcer le nom d'Israël, comme pour imaginer qu'on pouvait nier de la sorte son existence. Aujourd'hui c'est au tour des Israéliens de se bercer d'illusions. Ils pensent avoir réduit l'adversaire, n'avoir en face d'eux qu'une délégation « jordanopalestinienne », en croyant ne pas discuter avec l'OLP ».

FRANCIS CORNU

DIPLOMATIE

La préparation du sommet européen de Maastricht

Paris et Bonn veulent arrêter une position commune pour faire face aux réticences britanniques

Le 58^e sommet franco-allemand s'est réuni, à Bonn, jeudi 14 et vendredi 15 novembre, avec pour principal objectif d'arrêter une attitude commune sur la future conférence européenne de Maastricht (Pays-Bas). M. Mitterrand et M. Cresson ont eu chacun jeudi un entretien en tête à tête avec le chancelier Kohl. Ils étaient accompagnés de douze membres du gouvernement.

BONN

de nos envoyés spéciaux
A trois semaines du sommet européen de Maastricht, MM. Kohl et

Mitterrand doivent arrêter une tactique commune pour faire face aux réticences attendues de la Grande-Bretagne sur les deux projets de traités relatifs à l'union monétaire et à l'union politique européenne.

Ils n'ont pas révélé ce qu'elle serait dans l'hypothèse d'un blocage de Londres, préférant aujourd'hui se placer dans la perspective d'un assouplissement des positions britanniques. « Sur aucun des points-clés de Maastricht un compromis n'est hors d'atteinte », indiquait jeudi soir le porte-parole de l'Élysée, M. Jean Musitelli, en estimant « de bon augure » les récentes évolutions du gouvernement britannique.

On est toutefois encore loin du compte. Mais, après les rencontres de ces dernières semaines entre le chancelier et le premier ministre britannique, M. John Major, et après la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à Noordwijk, Paris et Bonn espèrent que le débat en cours à Londres donnera le moment venu plus de liberté au locataire du 10 Downing Street pour se rapprocher des autres Européens. Il n'est pas question néanmoins de relâcher la pression. Le chancelier a réaffirmé devant M. Mitterrand qu'il était hostile à une « clause d'exemption » permettant aux Britanniques d'échapper à certaines obligations du futur traité sur l'union monétaire. Du côté français, on souhaite éviter un isolement de la Grande-Bretagne, mais pas au prix de trop grandes concessions qui déboucheraient sur un « traité d'union politique au rabais ». M. Helmut Kohl a rappelé que les deux traités, politique et économique, étaient indissociables.

Un volet industriel

Français et Allemands ont tenu d'emblée à souligner qu'ils feraient front commun à Maastricht. Les porte-parole, M. Vogel et M. Musitelli, ont affirmé qu'il n'y avait pas de différence entre les positions des deux gouvernements sur les deux projets de traité. Le communiqué rendu public à l'issue du sommet sur la coopération militaire franco-allemande, conçue comme embryon d'une défense européenne, devait servir d'illustration à cette volonté d'alliance.

Veodredi matto, le conseil de sécurité et de défense franco-allemand, comprenant les ministres des affaires étrangères, de la défense et les chefs d'état-major, s'était réuni pour prendre les premières décisions concrètes relatives au projet de corps d'armée franco-allemand. Bonn et Paris se sont sentis encouragés à

aller de l'avant après le sommet de l'alliance atlantique qui s'est tenu à Rome la semaine dernière.

Cette relance franco-allemande n'exclut pas des divergences sur certains points. On sait les réticences françaises sur l'idée allemande d'une police européenne. M. Cresson a défendu de son côté, auprès du chancelier Kohl, l'idée de faire figurer dans le traité sur l'union politique un chapitre relatif à la politique industrielle de la Communauté. Elle est estimée que l'absence de ce chapitre industriel créait « une situation hypothétique et dangereuse ». L'idée d'une « crise et dangereuse ». L'idée d'une « crise et dangereuse ».

D'autre part, s'agissant de la politique spatiale commune, M. Paul Quilès a défendu à Bonn, en prévision de la réunion la semaine prochaine à Munich de l'Agence spatiale européenne, la poursuite du programme Hermes, que les Allemands rengeaient à financer pour des raisons d'économies budgétaires. La question avait été évoquée le matin même au cours d'une réunion de la coalition gouvernementale allemande et on indiquait du côté français que les discussions n'avaient pas laissé entrevoir une remise en cause totale du programme.

Autre contentieux, celui des horaires de diffusion de la future chaîne culturelle franco-allemande. Le ministre français de la culture, M. Jack Lang, veut attribuer une partie de la fréquence prévue pour la diffusion en France à un projet de chaîne musicale contesté. Au dernier moment, M. Lang a renoncé à participer au sommet de Bonn.

HENRI DE BRESSON
et CLAIRE TRÉAN

LA INYECCIÓN
La presse cubaine révèle comment
DE CAPITAL
les Occidentaux viennent faire
EXTRANJERO
des affaires en douce à La Havane.
ES UNA VÍA
En français, cette semaine, dans
Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

EUROPE

YUGOSLAVIE : la mission de lord Carrington

Les protagonistes approuvent le principe d'un cessez-le-feu et de l'envoi de forces de l'ONU

Les négociations sur un nouveau cessez-le-feu en Croatie entre les représentants des forces croates et de ceux de l'armée fédérale devaient commencer, vendredi matin 15 novembre, à Zagreb. Le président croate, M. Franjo Tudjman, avait annoncé la veille qu'il avait accepté les conditions posées par l'armée fédérale - après des discussions avec lord Carrington. Ces conditions concernent notamment le cessez-le-feu momentané du blocus

de toutes les casernes et installations de l'armée yougoslave encadrées en Croatie. M. Tudjman a pour sa part réitéré la levée immédiate du blocus de Dubrovnik et de Vukovar en ruines, où se trouvent 470 blessés « qu'il faut transférer immédiatement dans des hôpitaux ». Selon le porte-parole adjoint de la mission d'observation de la CEE à Zagreb, M. Ed Kostal, « les choses semblent aller enfin dans la bonne direction ».

BELGRADE

de notre correspondant

« Les forces d'interposition des Nations unies n'interviendront pas tant que les combats se poursuivront en Croatie », Lord Carrington, le président de la conférence de La Haye, a été clair, jeudi 14 novembre, à l'issue de sa nouvelle mission de paix en Yougoslavie. Ses deux jours d'entretiens avec les protagonistes de la crise ont abouti à une nouvelle promesse de cessez-le-feu immédiat de la part de la Serbie, de la Croatie et de l'armée. Le ministre fédéral de la Défense, le général Veljko Kadijevic, s'est engagé à respecter le cessez-le-feu à condition que les forces croates évitent immédiatement le blocus des casernes fédérales de Croatie.

Alors que de violents combats se poursuivaient jeudi dans l'ensemble de la Slavonie, et en particulier à Vukovar où l'armée fédérale était parvenue à pénétrer dans la journée jusqu'au centre de la ville, il est pour le moment diffi-

cile de croire au respect immédiat de ce treizième cessez-le-feu. Néanmoins, si la Serbie et la Croatie souhaitent vraiment la venue de forces des Nations unies pour maintenir la paix, elles devront s'efforcer rapidement de respecter la trêve.

Querelles internes en Macédoine

Avant de quitter la Yougoslavie, lord Carrington a rencontré jeudi à Sarajevo les présidents de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine, MM. Gligorov et Izetbegovic, qui ont demandé que les sections économiques de la CEE contre la Yougoslavie ne soient pas appliquées à leurs Républiques. M. Izetbegovic a par ailleurs souligné que l'intervention des casques bleus en Croatie devrait contribuer à apaiser les esprits en Bosnie-Herzégovine.

A Skopje, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant le Parlement de Macédoine, pour protester contre le nouveau projet de Constitution.

Depuis samedi dernier, le Parlement tente en vain de proclamer une nouvelle constitution qui devrait faire de la Macédoine une République souveraine et indépendante. Le point de désaccord des parlementaires porte sur la définition même de l'Etat macédonien. Aux termes du projet présenté devant le Parlement, la Macédoine devient l'Etat « des citoyens qui y vivent ». Le parti nationaliste VMRO refuse de voter un tel texte et exige que la nouvelle Constitution définisse la Macédoine comme l'Etat du peuple macédonien. Pour sa part, la minorité albanaise de souche, qui représente 20 % de la population, veut obtenir le statut de « peuples » et être considérée comme l'un des éléments constitutifs de l'Etat macédonien. Incapable de parvenir à un compromis, le Parlement est paralysé depuis samedi dernier. Les manifestants nationalistes du VMRO réclament la démission du gouvernement, l'accusant de « trahison » envers le peuple macédonien.

FLORENCE HARTMANN

Aux Nations unies

Le Conseil de sécurité va tenter de faire appliquer l'embargo sur les armes

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Serbes et Croates se disent favorables à l'idée d'une force d'interposition des Nations unies en Yougoslavie, la CEE a officiellement saisi, jeudi 13 novembre, le Conseil de sécurité des Nations unies d'une demande en ce sens. Les trois pays membres représentés au Conseil (Belgique, France, Grande-Bretagne) ont commencé la rédaction d'un projet de résolution, mais qui ne semble pas à New-York de faire adopter un texte dont les modalités d'application ne sont pas garanties compte tenu de la situation sur place. Pas plus que la sécurité des « casques bleus » qui seraient dépêchés en Yougoslavie.

Optimisme très mesuré

Dans un premier temps, le Conseil de sécurité va s'efforcer de renforcer l'efficacité de l'embargo sur les armes décrété le 25 septembre dernier et qui n'est pas respecté, et mettre en œuvre un autre embargo, sur les livraisons de pétrole. Parallèlement, le secrétaire général de l'ONU devrait prochainement formuler des recommandations susceptibles de faire respecter un cessez-le-feu sur le terrain après treize tentatives infructueuses. Parmi ces mesures pourrait figurer la présence d'une force d'interposition de l'ONU mais cette idée ne heurte pas encore à l'opposition de certaines délégations qui font valoir que plus du quart des troupes de l'un et l'autre camp sont incontrôlables, ce qui constitue un danger latent pour les forces onusiennes, et ces délégations pourraient refuser de financer l'opération. Les pays non alignés sont hostiles à un embargo pétrolier qui, selon eux, frapperait essentiellement la population à l'approche de l'hiver.

Ce n'est pas avant le début de la semaine prochaine que le Conseil pourrait examiner ce projet de résolution. De retour de Yougoslavie, M. Cyrus Vance, envoyé spécial de M. Javier Perez de Cuellar, fait preuve d'un optimisme très mesuré. A ses yeux, l'engagement de l'ONU dans le conflit yougoslave ne peut aboutir que si les hostilités ont effectivement cessé et de façon durable sur le terrain.

SERGE MARTI

Images d'apocalypse dans le port de Dubrovnik

DUBROVNIK

de l'envoyé spécial de l'AFP

Des constructions en béton armé brisées, des ruines encore en feu, des bateaux brûlés, des maisons éventrées, des débris de verre, partout et dans des obus qui n'ont pas explosé : le port de Dubrovnik donnait, jeudi 14 novembre, une image d'apocalypse, deux jours après le dernier et le plus violent des bombardements de la cité par l'artillerie de l'armée yougoslave.

La nuit jeudi matin de deux à trois mille personnes - femmes, enfants, vieillards et blessés - vers la ferry Slavia, le premier navire à avoir été autorisé à mouiller dans le port depuis une semaine, rappela à certains des scènes de la chute de Saigon. La vue des ruines du port et attaché des larmes aux candidats à l'évacuation, qui sortaient pour la première fois de leurs abris depuis vendredi midi, heures de la dernière alerte, toujours en vigueur jeudi.

Nul sur la ferry, prévu pour accueillir 800 passagers, n'a pu dire combien de personnes ont pu s'y entasser, des ports jusqu'à dans la partie réservée aux voitures. Personne ne pouvait circuler, des paralysés restaient sans couchettes, et le bateau tanguait sur une mer de plus en plus agitée, sous une pluie battante couvrant les dernières images de la désolation.

Pratiquement toutes les maisons du quartier de Gruž, qui comptait 10 000 habitants, à 2 kilomètres à l'ouest de la cité médiévale de Dubrovnik, ont l'air atteintes : volets soufflés, portes enfoncées, toits démolis. La façade du grand magasin

Mincata sort béante, évanouie par des trous d'obus. Devant le port, à présent en ruines, des carcasses métalliques de ce qui était il y a quatre jours encore de somptueux yachts émergent de l'eau. Dans ce qui reste des débris du port, des obus non explosés sont signalés par des papiers, une ficelle ou des bouts de bois. Le port de Gruž était l'un des plus anciens et des plus grands de l'Adriatique du Sud, spécialisé dans le commerce du bois et des agrumes, où arrivaient aussi plus de 600 000 touristes par an. Son directeur, Mario Ban, s'inquiétait en septembre dernier pour l'avenir du port. Il était loin d'imaginer qu'il puisse être rasé : la région de Dubrovnik, souffrait-il, était démolie depuis plus de vingt ans.

VICTORIA STEGIC

Peu de destructions dans le centre historique. - Les attaques lancées par l'armée fédérale contre la ville historique de Dubrovnik n'y ont fait que peu de destructions, a affirmé le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, dans un communiqué publié jeudi 14 novembre à Paris. D'après les informations qu'il a reçues, la vieille cité fortifiée « n'a pas été sérieusement endommagée lors des combats », a-t-il ajouté. M. Mayor a annoncé que deux observateurs de l'UNESCO s'apprêtaient à se rendre à Dubrovnik dans les prochains jours pour y établir la liste de tous les biens culturels touchés par les combats et élaborer des plans pour leur restauration.

Le bateau de l'UNICEF essuie des tirs

L'hydroglisseur aux couleurs de l'UNICEF, le Krilo Dubrovnik, qui a quitté, vendredi matin 15 novembre, le port de Rijeka (nord de la Croatie) pour évacuer des enfants de Dubrovnik assiégé, a essuyé des tirs vendredi 15 novembre en fin de matinée.

Deux responsables européens, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, et le ministre italien de l'immigration, M. Margherita Boniver, ont pris place à bord du bateau de 115 places, au côté de M. Stefan de Mizerski, directeur adjoint de l'UNICEF. « Il s'agit d'ouvrir un corridor humanitaire

permanent, et non limité à une opération ponctuelle d'envoi d'un bateau », avait déclaré M. Kouchner. Le représentant français était depuis mercredi avec M. Boniver, au nom de la CEE, à Belgrade pour obtenir le feu vert des autorités yougoslaves pour cette opération internationale de sauvetage par « des couloirs de paix » des enfants et de leurs mères des zones de combats en Croatie. Le lancement de cette opération, dont l'UNICEF est maître d'œuvre, avait été décidé par les Douze de la CEE, sur une initiative du président français François Mitterrand. - (AFP)

Le nouveau projet de traité

Une partie de l'URSS se transformerait en « Union des Etats souverains »

Le Conseil d'Etat, la plus haute instance exécutive de l'ex-URSS représentée jeudi 14 novembre par sept dirigeants de Républiques sur douze, a élaboré les grandes lignes d'un nouveau traité d'union, qui doit encore être soumis aux parlements républicains. Les participants sont en outre parvenus à un compromis sur les effectifs du ministère des affaires étrangères, qui seront réduits de moitié.

MOSCOU

de notre correspondant

Il restera donc quelque chose de l'ex-URSS, une fille posthume qui, si tout va bien, devrait voir le jour sous le nom d'Union des Etats souverains. M. Boris Eltsine et les représentants de six autres Républiques se sont mis d'accord jeudi 14 novembre sur le principe de la formation d'une nouvelle « Union », mais sur des bases totalement différentes de celles qui étaient envisagées avant le putsch d'août. Un peu plus qu'un simple Commonwealth, mais sensiblement moins qu'un véritable Etat, la nouvelle entité, « héritière de l'URSS », apparaît comme une étrange créature dont la viabilité n'est pas assurée.

Le vœu de M. Gorbatchev, qui ne cesse depuis des semaines de lancer des appels dramatiques à la préservation de l'Union, est en un sens exaucé, mais la mine sombre affichée jeudi soir par le président soviétique était celle d'un homme qui a le sentiment d'avoir remporté une victoire à la Pyrrhus. M. Eltsine avait l'air moins abattu, mais il a déclaré à l'agence Interfax qu'il n'était pas vraiment satisfait, ayant dû « faire plus de concessions que prévu » - ce qui pourrait être une manière de le laisser entendre qu'il reviendra plus tard à la charge pour faire prévaloir son point de vue.

Premier signe de mauvais augure : sept fois seulement ont procédé à la conception sinon à la

IRLANDE DU NORD : deux catholiques tués. - Deux catholiques et un protestant ont été tués par balle, jeudi 14 novembre, dans le comté d'Armagh. Cela porte à sept le nombre de victimes de la violence politique (les quatre premiers étaient protestants) et moins de trente-six heures en Ulster où des renforts de trois cents soldats et quatre cent quarante policiers britanniques vont être envoyés prochainement. - (Reuters)

AFRIQUE

DJIBOUTI

L'armée essaie de repousser les maquisards afars

La tension était perceptible, jeudi 14 novembre, à Djibouti, au lendemain de l'appel à la mobilisation lancé par les autorités locales. Selon des sources concordantes, les accrochages entre soldats gouvernementaux et maquisards afars continuaient dans le nord du pays, dans le district de Tadjoura. Aucun bilan des pertes subies de part et d'autre n'est disponible.

D'après la radio nationale, six mille jeunes gens ont afflué vers les casernes pour être incorporés, à la suite de l'appel à la mobilisation. L'armée a acheminé des renforts à Tadjoura par mer, la route qui relie ce chef-lieu de district à la capitale ayant été coupée par les maquisards. Plusieurs postes avancés ont été abandonnés par les soldats gouvernementaux qui essaient de les reconquérir.

Le ministre de la défense a affirmé, jeudi, que « les forces de sécurité et l'armée vont s'acquitter avec vaillance et détermination de leur devoir pour mettre fin dans les meilleurs délais à l'intrusion des mercenaires au service d'éléments ouverts de pouvoir ». - (AFP)

naissance de cette future Union : la Russie et la Biélorussie, quatre Républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan ayant fait faux bond à la dernière minute) et l'Azerbaïdjan - à vrai dire à demi-présent seulement, tant son président, M. Moutalibov, qui n'a pas participé à la conférence de presse finale, semblait peu désireux de se montrer en public. Ni la Géorgie, ni l'Arménie, ni la Moldavie, ni, surtout, l'Ukraine, n'étaient représentées. Même si, à Moscou, on veut croire que « passé le référendum sur l'indépendance et les élections présidentielles du 1^{er} décembre », les dirigeants ukrainiens reviendront à de meilleurs sentiments, un doute considérable subsiste. Il était admis jusqu'à présent qu'une Union ne comprenant pas l'Ukraine n'en serait pas une.

Autre hypothèque : comme l'a précisé le président biélorusse, le nouveau traité de l'Union ne pourra être signé qu'après approbation préalable de son texte par les Parlements des Etats qui la constitueront, ce qui risque de provoquer de longs délais et une foule d'amendements affaiblissant d'autant l'entité qui est supposée les unir.

Clopin-clopat...

Ce sont là apparemment les attributs d'un véritable Etat. Pourtant, la nature même de la future Union laisse la porte ouverte à bien des interrogations, car elle ne devrait rassembler à rien de ce que le monde a connu jusqu'à présent. Selon la définition donnée jeudi soir par M. Eltsine, il s'agit d'un « Etat confédératif exerçant les fonctions qui lui sont dévolues par les Etats-membres ». Le président russe avait auparavant expliqué que les participants à la réunion avaient longuement et à peine discuté pour savoir si la future Union

devait ou non être un Etat, et il semble qu'on se soit mis d'accord sur une sorte de compromis.

En effet, si la nouvelle union se veut « Un Etat souverain dans les relations avec l'étranger, un sujet en droit international et l'héritier de l'URSS », selon le texte du projet de traité, ses membres n'en sont pas moins eux aussi « des sujets plénipotentiaires en droit international », habilités à établir des relations diplomatiques directes et à signer des traités avec les Etats étrangers. De plus, l'union a certes « des forces armées unies » et se trouve « chargée de la gestion des forces stratégiques, y compris de l'arme nucléaire », mais le droit des Etats membres à créer « leur propre armée » est également reconnu.

Si l'on ajoute à cela que l'accord réalisé ne porte que sur certains principes et que la rédaction du texte doit être précisée, le tableau général est passablement obscur et les partenaires de l'ex-URSS devront sans doute attendre encore assez longtemps avant de savoir si l'union ainsi esquissée pourra fonctionner dans les faits. Reste qu'un acte symbolique a été accompli, une déclaration d'intention dictée par un souci de mettre un minimum d'ordre et un semblant de clarté dans la confusion générale.

Depuis plusieurs semaines, il était devenu évident que la constitution d'une communauté économique ne pouvait progresser tant que les relations institutionnelles, politiques, entre ses membres, restaient totalement indéterminées. A présent que cette condition est plus ou moins remplie, il devrait être possible d'aller à nouveau de l'avant, l'union politique et l'union économique se soutenant mutuellement, tels deux infirmes qui avancent clopin-clopat vers des lendemains toujours aussi brumeux.

JAN KRAUZE

HITLER

de l'enfance au bunker

Une biographie événement et monument... Pour la première fois voir un travail de référence sur le Führer directement écrit en français. Moritz Steinert, est pourtant d'origine allemande.

Lire

710 p.
180 F

Fayard

L'histoire d'un dictateur mégalomane qui, écrasé par les forces gigantesques d'une coalition universelle, crut jusqu'au dernier moment, contre toute réalité, qu'il allait gagner la guerre.

L'événement du Jeudi

Au-delà du chef de guerre, de l'ordonnateur de terribles tragédies, Moritz Steinert, l'une des très grandes spécialistes des fascismes, de l'Allemagne nazie... pose les raisons de son antisémitisme furieux. Et surtout de ce sentiment d'élection qui l'habite.

Françoise Ducourt, éditrice

L'Histoire

chez

FAYARD

سنة ١٤١٢ هـ

AMÉRIQUES

HAÏTI : la dégradation des relations avec Paris

Le gouvernement de Port-au-Prince somme l'ambassadeur de France de quitter le pays

Franchissant un nouveau pas dans l'escalade contre la mission diplomatique française, le gouvernement de fait haïtien a déclaré indésirable l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufour.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Dans un communiqué diffusé à plusieurs reprises sur les ondes de la radio nationale, les autorités issues du coup d'Etat enjoignent à l'ambassadeur de quitter Haïti dans un délai de quarante-huit heures expirant dimanche à 17 heures heure locale. « Passé ce délai, le gouvernement ne reconnaîtra aucun statut diplomatique au sieur Jean-Raphaël Dufour », ajoute le communiqué signé par M. Jean-Jacques Honorat, le premier ministre qui assume le portefeuille des affaires étrangères.

Samdi dernier, le « gouvernement provisoire » haïtien avait demandé le rappel immédiat de l'ambassadeur de France qui héberge dans sa résidence le premier ministre René Prévail et plusieurs autres collaborateurs du président Jean-Bertrand Aristide. Le gouvernement français avait ignoré cette demande et annoncé le renforcement de la mission en Haïti par l'envoi d'un diplomate supplémentaire, qui n'a toujours pas rejoint Port-au-Prince. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, avait déclaré que « Paris n'entretenait aucune relation avec les

autorités de fait de Port-au-Prince ».

Les relations entre l'ambassadeur de France et les autorités installées par les militaires n'ont cessé de se dégrader depuis le coup d'Etat au cours duquel M. Dufour a joué un rôle déterminant en sauvant la vie du président Aristide. L'ambassadeur était allé chercher le président attaqué par les putschistes, dans sa résidence privée. Le cortège ramenant le chef de l'Etat au Palais national avait essuyé le feu des militaires rebelles par trois fois. Cette action courageuse avait valu à M. Dufour d'être décoré de la Légion d'honneur.

L'hostilité féroce de la France au coup d'Etat et au « putsch constitutionnel » qui avait permis l'installation d'un président et d'un gouvernement provisoires, a été défendue avec ferveur par l'ambassadeur Dufour qui est devenu l'une des principales cibles des sectes hostiles au retour du président Aristide. Ses relations avec son homologue américain, M. Alvin Adams, qui, au lendemain du coup, s'était montré très critique à l'égard du président Aristide, se sont également détériorées.

Depuis le coup d'Etat, M. Dufour est régulièrement pris à partie par les organes de presse contrôlés par les militaires et des graffitis injurieux maculent les murs de l'ambassade et de sa résidence. Il y a une quinzaine de jours, l'ambassadeur de France avait refusé de communiquer aux autorités une liste de collaborateurs du président Aristide qu'il a accueilli

lis, soulignant qu'ils étaient « ses invités ». Dans un récent entretien à l'agence Reuters, M. Dufour avait qualifié les putschistes de « lâches prêts à faire leurs valises et à s'enfuir ». Ces propos avaient entraîné une vive protestation de l'armée et du gouvernement provisoire qui avaient accusé l'ambassadeur de vouloir « déstabiliser l'institution militaire et troubler l'ordre public ».

De la guerre des nerfs on est passé aux voies de fait et aux violations caractéristiques de la convention de Vienne sur le statut diplomatique. Une voiture de l'ambassade a été arrêtée et fouillée, une valise diplomatique bloquée et les scellés d'un colis destiné à l'ambassade ont été brisés. Les lignes téléphoniques de l'ambassade et du Manoir des Lauriers qui abrite la résidence ont été coupées. Samedi dernier, une foule de plusieurs centaines de manifestants a bruyamment protesté contre la France et son ambassadeur devant la résidence. « Un certain nombre de ces manifestants étaient payés. L'un d'eux a glissé à travers les grilles de la résidence un papier où il avait écrit « Tien bon Dufour, Titi va revenir », raconte un garde du Manoir des Lauriers.

Détesté par la bourgeoisie anti-Aristide et par la fraction de la communauté française qui vivait fort bien sous la dictature duvaliériste, l'ambassadeur Dufour est devenu un héros pour un grand nombre d'haïtiens favorables au retour du président exilé. « Il m'arrive souvent d'être arrêté dans la rue par des gens que

je connais à peine, qui souhaitent transmettre leurs félicitations et leurs encouragements à l'ambassadeur de France », affirme un Français. Depuis le début de la crise, le dispositif de sécurité de l'ambassade a été renforcé et l'ambassadeur ne se déplace qu'accompagné par des gardes du corps. De nouvelles consignations ont été transmises aux Français qui n'ont pas encore été évacués. Depuis quelques jours, la rumeur circule à Port-au-Prince que la France se prépare à envoyer de Guadeloupe ou de Martinique un contingent de parachutistes. Une simple rumeur exprimant le souhait d'une grande partie de la population de voir maîtriser les militaires qui terrorisent les quartiers pauvres.

Selon des témoignages concordants, les partisans du président Aristide continuent d'être victimes d'une brutale répression. D'après des défenseurs des droits de l'homme, quinze jeunes arrêtés mardi alors qu'ils tentaient de participer à une manifestation en faveur du président renversé ont été sommairement exécutés par des militaires. Près d'une centaine d'étudiants arrêtés et tabassés le même jour n'ont toujours pas été relâchés. Dans le quartier de Bergamotte, au sud de la capitale, des hommes équipés d'armes de guerre ont assassiné jeudi à l'aube un employé haïtien de l'ambassade américaine, M. Isaac Rémédien. La victime s'occupait d'un magasin communautaire qui vend des aliments à bas prix dans ce quartier populaire.

JEAN-MICHEL CAROIT

Duel malsain en Louisiane

Suite de la première page

Ce coup pour les politiciens se poursuit avec l'inévitable couplet de la loi et l'ordre (« des rues de la Louisiane doivent redevenir silencieuses », passe par une promesse, acclamée, de réduire, sinon supprimer totalement, les impôts et se termine avec un discret coup de patte à la communauté noire, bénéficiaire, selon David Duke, de traitements sociaux et professionnels préférentiels bérés des législations démocrates des années 60 et 70.

A lui seul, ce discours ne suffirait pas à distinguer David Duke de la droite républicaine, ni ne justifierait l'ampleur de la couverture dont sa candidature est l'objet dans les grands médias américains. David Duke, élu au Congrès de Louisiane depuis trois ans et brillant orateur, au premier tour de ce scrutin, du gouverneur sortant, Buddy Roemer, le candidat républicain officiel, intrigue et, souvent, fait peur.

Le jeune homme sage de la campagne, costume gris et cravate club, n'arrive pas à faire oublier ce qu'il était encore il y a pas très longtemps : dans les années 70, un militant néo-nazi qui parodiait en chemise brune à croix gammée et dénouait la « domination des juifs sur les médias et la FBI » ; début 1980, « grand sorcier des chevaliers du Ku Klux Klan » de Louisiane, il plaçait en robe blanche et cagoule, et promettait de « défendre la suprématie de la race blanche menacée par les juifs et les noirs ».

Les Noirs entre peur et colère

La perspective de voir pareil homme devenir gouverneur de Louisiane a mobilisé la presse et les milieux politiques. La première a multiplié les portraits au vitriol de David Duke. Les seconds, démocrates ou républicains, ont unanimement dénoncé, et le président Bush a stigmatisé, ce « charlatan ». Mais à en croire les résultats du premier tour comme les sondages, rien n'y a fait : Duke est populaire, son discours n'est, et son passé vite pardonné au titre des « excès de jeunesse ». La communauté noire, elle, est en état de choc.

Elle accueille la montée de David Duke « avec peur et colère », indique un de ses représentants, Jon Johnson, élu au Sénat local. « Difficile d'imaginer que son voisin ou collègue de bureau ait pu voter Duke », dit une secrétaire ; certains parlent de quitter l'Etat si l'ex-général sort du Klan est élu.

Son adversaire, Edwin Edwards (soixante-quatre ans), est un Acadien (c'est-à-dire, comme on dit ici), descendant de ces Français qui, au dix-huitième siècle, préférèrent quitter la province canadienne d'Acadie (aujourd'hui Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick) cédée à Lon-

dras par le traité d'Utrecht, plutôt que de prêter serment à la couronne d'Angleterre. Ils s'installèrent dans une Louisiane colonisée par la France depuis 1702, baptisée en l'honneur de Louis XIV, mais qui, un siècle plus tard, sera cédée à son

Mais, France garde, avertit Jim Amoss, directeur de la rédaction du Times Picayune, le phénomène Duke dépasse le cas de la Louisiane et a une signification nationale. « L'émergence d'un tel candidat témoigne d'une profonde insatisfac-

tion de la classe moyenne américaine : difficultés économiques et sociales, sentiment que tout le système de prestations sociales (le welfare) ne profite qu'aux Noirs, conviction que quinze années d'administration républicaine ont surtout bénéficié aux contribuables les plus riches, pouvoir d'achat stagnant dans un environnement de montée des minorités hispanique et asiatique.

Voilà le terrain sur lequel s'opposent un David Duke, explique Susan Howell, professeur de sciences politiques à l'université de la Nouvelle-Orléans. Ce climat de grogne à l'encontre du pouvoir politique en général — républicains et démocrates — est parfaitement exploité par David Duke et, en Louisiane comme ailleurs, favorise un thème de campagne connu : « Sortez les sortants ». Il y a plus. En langage codé, mais néanmoins très clair, David Duke joue sur « le facteur racial », une des clés inavouées de la politique américaine [1]. En ces temps de conjoncture économique difficile, « les Noirs sont des bons émissaires faciles », assure Jim Amoss.

Quand David Duke dénonce le welfare, les allocations sociales, les programmes d'« affirmative action » — traitements préférentiels réservés aux minorités — chacun, dans l'as-

stance, comprend qu'il s'en prend à la communauté noire, implicitement accusée d'être l'unique bénéficiaire de ces facilités et de « plumer » ainsi le malheureux contribuable blanc. Ce qu'un des admirateurs de David Duke, venu à l'hypodrome de Lafayette, traduisait, en ces termes : « Le jour, le Noir collecte ses déchets d'immigration pour acheter de la viande et faire son barbecue ; le soir, il vend de la drogue ».

La réalité est bien différente mais le discours de David Duke « passe » bien. « David Duke est l'incarnation parfaite du coup de colère de la classe moyenne blanche, pas seulement des « petits blancs », explique le professeur Howell. Coup de colère éprouvé bien au-delà des rives du Mississippi : ce n'est pas tout à fait par hasard si le Wall Street Journal publiait cette semaine un long article intitulé « Récits d'une classe opprimée » et qui citait des exemples d'hommes blancs victimes des programmes préférentiels réservés aux minorités.

Une bonne partie de la presse locale accuse les républicains de ne récolter — avec Duke — que les fruits amers d'une politique que ce parti aurait menée avec constance dans le sud des États-Unis. Eo dénonçant l'Etat-providence sans cesse plus envahissant, le welfare et les régimes destinés aux minorités, Duke ne fait que reprendre la rhétorique des républicains. Dans le sud des États-Unis, la connotation raciale d'un tel discours est implicite et, en conséquence, de cause, les républicains s'en sont abondamment servis. Pour eux, c'est une manière de laisser entendre que les démocrates, à l'origine de ces programmes d'« affirmative action » dans les années 60, sont la cause de tous les maux de ce parti à la Maison Blanche. Mais l'ambiguïté du discours républicain préparait sans doute le terrain à David Duke.

« Climat de grogne »

Voilà le terrain sur lequel s'opposent un David Duke, explique Susan Howell, professeur de sciences politiques à l'université de la Nouvelle-Orléans. Ce climat de grogne à l'encontre du pouvoir politique en général — républicains et démocrates — est parfaitement exploité par David Duke et, en Louisiane comme ailleurs, favorise un thème de campagne connu : « Sortez les sortants ». Il y a plus. En langage codé, mais néanmoins très clair, David Duke joue sur « le facteur racial », une des clés inavouées de la politique américaine [1]. En ces temps de conjoncture économique difficile, « les Noirs sont des bons émissaires faciles », assure Jim Amoss.

Quand David Duke dénonce le welfare, les allocations sociales, les programmes d'« affirmative action » — traitements préférentiels réservés aux minorités — chacun, dans l'as-

stance, comprend qu'il s'en prend à la communauté noire, implicitement accusée d'être l'unique bénéficiaire de ces facilités et de « plumer » ainsi le malheureux contribuable blanc. Ce qu'un des admirateurs de David Duke, venu à l'hypodrome de Lafayette, traduisait, en ces termes : « Le jour, le Noir collecte ses déchets d'immigration pour acheter de la viande et faire son barbecue ; le soir, il vend de la drogue ».

La réalité est bien différente mais le discours de David Duke « passe » bien. « David Duke est l'incarnation parfaite du coup de colère de la classe moyenne blanche, pas seulement des « petits blancs », explique le professeur Howell. Coup de colère éprouvé bien au-delà des rives du Mississippi : ce n'est pas tout à fait par hasard si le Wall Street Journal publiait cette semaine un long article intitulé « Récits d'une classe opprimée » et qui citait des exemples d'hommes blancs victimes des programmes préférentiels réservés aux minorités.

Une bonne partie de la presse locale accuse les républicains de ne récolter — avec Duke — que les fruits amers d'une politique que ce parti aurait menée avec constance dans le sud des États-Unis. Eo dénonçant l'Etat-providence sans cesse plus envahissant, le welfare et les régimes destinés aux minorités, Duke ne fait que reprendre la rhétorique des républicains. Dans le sud des États-Unis, la connotation raciale d'un tel discours est implicite et, en conséquence, de cause, les républicains s'en sont abondamment servis. Pour eux, c'est une manière de laisser entendre que les démocrates, à l'origine de ces programmes d'« affirmative action » dans les années 60, sont la cause de tous les maux de ce parti à la Maison Blanche. Mais l'ambiguïté du discours républicain préparait sans doute le terrain à David Duke.

ALAIN FRACHON

(1) L'expression est de Jean-Pierre Lasserre, dans le Dictionnaire américain, tome 1, d'un marché politique. Armand Colin : panorama très complet de la vie politique contemporaine aux États-Unis.

ÉTATS-UNIS : un pasteur licencié trois fois de ses collègues. Un pasteur, licencié mercredi par son administration, Tom McIlvane, a ouvert le feu jeudi 14 novembre avec une arme semi-automatique dans un bureau de poste de Royal-Oak dans la banlieue de Detroit (Michigan), tuant trois personnes et en blessant sept autres, a annoncé la police locale. Selon un porte-parole de la police, le tirateur a ensuite retourné son arme contre lui-même mais n'a réussi qu'à se blesser à la tête. En fin de matinée, il était soigné dans un état critique dans un hôpital de la ville. Les victimes travaillaient dans la salle de tri de la poste de Royal-Oak. (AFP)

ASIE

CHINE : la visite du secrétaire d'Etat américain

M. Baker veut obtenir des assurances sur la non-prolifération d'armes « sensibles »

Le secrétaire d'Etat américain devait commencer, vendredi 15 novembre une visite de trois jours à Pékin. M. James Baker arrivait de Séoul, où il avait participé, avec les hauts représentants de quatorze autres pays (dont son homologue chinois, M. Qian Qichen), à la réunion de l'APEC (instance de coopération économique Asie-Pacifique).

Le déplacement en Chine du chef de la diplomatie des États-Unis vise à renouer les contacts politiques de haut niveau, après la crise de Tiananmen, au printemps de 1989. Les suspensions sont très fortes de part et d'autre. Des dossiers très importants seront discutés : ventes d'armes et de technologies chinoises « sensibles » (missiles, équipements nucléaires) ; déficit commercial des États-Unis et situation des droits de l'homme en Chine.

PÉKIN

de notre correspondant

Il faut probablement remonter à la période précédant la mort de Mao, en 1976, pour retrouver trace d'une bataille aussi intense, à propos des États-Unis, que celle qui fait rage actuellement au sein de la haute direction chinoise. Des dénominations rituelles de « l'impérialisme américain » à l'appui, la « bande des quatre » de M. Jiang Qing — « la veuve Mao » aujourd'hui décadente — brandissait le spectre d'un complot visant à « changer la couleur (rouge) de la Chine » et appelait à la « lutte des classes » contre Zhou Enlai et M. Deng Xiaoping, partisans d'un arrangement avec l'Occident.

A en juger par les documents qui filtrent de l'intérieur du régime, on est à peu près au même point. Le 25 octobre, alors que des diplomates américains et chinois se mettaient d'accord sur le principe de la visite de M. Baker, la direction idéologique chinoise émettait un document secret intitulé « La lutte entre l'évolution pacifique et l'anti-évolution pacifique est une lutte de classe se déroulant dans l'arène mondiale ». Derrière ce charabia, on voit se profiler la manœuvre des orthodoxes, convaincus qu'une vaste conspiration internationale vise à provoquer en Chine une déstabilisation équivalente à ce qui s'est produit dans l'ex-bloc soviétique.

La nouveauté de ce document réside dans une analyse de la politique du président George Bush, accusé de vouloir peser sur l'évolution du régime communiste chinois en faveur d'un régime plus souple. Jusqu'à présent, la diplomatie de Pékin avait pris soin de réserver ses attaques au Congrès américain, ménageant George Bush pour obtenir la reconduction d'accords commerciaux favorisant la balance commerciale.

Droits de l'homme et déficit commercial

Ces idéologues n'ont pas entièrement tort : M. Bush lui-même ne cache nullement que sa politique, critiquée au Congrès, tend précisément à favoriser cette « évolution pacifique » que redoutent les vieillards entourant M. Deng Xiaoping. Mais le parallèle avec la situation régnant avant la mort de Mao a ses limites : la Chine est aujourd'hui très dépendante des États-Unis sur le plan économique ; et, au sein du régime, les partisans d'un accommodement avec ce pays sont sans doute majoritaires.

C'est sur ce terrain miné que M. Baker s'apprête à poser le pied pour tenter, au moins, de faire avancer quelques dossiers urgents : outre la question des droits de l'homme (sensible mais sous contrôle), il y a, en particulier, celle de la prolifération des armements et le dossier complexe des rapports commerciaux.

M. Baker ne s'attend vraisemblablement à aucune concession de fond sur la question des droits de l'homme. Le Livre blanc que les

autorités ont publié à la veille de l'annonce de sa venue à Pékin marque le terrain sans ambiguïté en refusant toute approche supranationale de la question. Outre les contestataires politiques, les milieux religieux non assujettis au pouvoir sont aujourd'hui la cible privilégiée de la répression. Selon des informations parvenues à Hongkong, une intense campagne d'arrestations est en cours depuis plusieurs mois parmi les Églises « illégales » ; elle vise à la fois les régions musulmanes et bouddhistes, et, en Chine même, les prêtres chrétiens clandestins ou jugés tels.

Il n'est cependant pas exclu que les modérés de la direction chinoise parviennent à offrir en « cadeau » symbolique à M. Baker la libération d'une poignée de dissidents, élargis sous prétexte de conduite exemplaire. On parle beaucoup, en particulier, de l'étudiant Wang Dan, leader du mouvement de Tiananmen en 1989. Sa libération serait un remerciement pour la venue du chef de la diplomatie américaine, que la propagande officielle chinoise va naturellement exploiter pour la consommation intérieure. C'est, en tout cas, ce qu'elle vient de faire à l'occasion de visites de deux anciens secrétaires d'Etat américains, M. George Shultz et Alexander Haig. Tous deux ont été reçus par les plus hauts dirigeants du régime, et leurs propos en faveur d'une reprise des échanges politiques sino-américains ont été dûment répercutés par les médias. L'opération tend à démontrer que, deux ans après Tiananmen, le régime communiste, déjà « réhabilité » par l'Europe et le Japon, est rentré en grâce auprès de l'opinion américaine.

Le dossier des ventes d'armes chinoises est jugé très préoccupant par Washington. Les ventes, récemment révisées, d'équipements susceptibles d'être utilisés dans la fabrication d'engins nucléaires à l'Iraq sont venues ajouter aux soupçons pesant sur la coopération de Pékin avec la Corée du Nord en ce domaine, ainsi que sur la prolifération des missiles chinois dans des régions instables. Des lanceurs M9, d'une portée de 600 kilomètres et qui pourraient menacer Israël, ont été récemment repérés en Syrie.

Circumstance aggravante : les autorités civiles paraissent n'avoir qu'un contrôle très limité sur ces ventes effectuées par plusieurs firmes du complexe militaro-industriel chinois, au sein desquelles figurent en bonne place des enfants de plusieurs grands vétérans historiques, y compris de M. Deng Xiaoping, et qui n'en répondent pas devant les instances gouvernementales. Quoiqu'il en soit, de hauts dirigeants semblent décidés à démontrer à l'Occident que la Chine dispose là d'une capacité de nuisance importante.

Dernier dossier « chaud », enfin : le déficit du commerce américain en Chine, estimé à plus de 12 milliards de dollars cette année. Cette situation est d'autant plus difficile à « vendre » au Congrès, pour M. Bush, que ce déficit semble avoir été accentué par l'exportation — là aussi mal contrôlée par le gouvernement central — de produits fabriqués par des prisonniers. La Chine a effectué une première concession en réduisant, par 30 %, les taxes à l'importation sur 225 types de produits, dont certains venant des États-Unis. Mais il est à prévoir que M. Baker demandera un effort plus sérieux encore à ses interlocuteurs ; par exemple, en les pressant de faire cesser le détournement systématique des lois américaines à l'aide de savantes vases d'étiquettes destinées à dissimuler l'origine des produits chinois vendus sur le marché d'outre-Pacifique.

FRANCIS DERON

INDE : prochaine visite de France du premier ministre, M. Rao. — Le chef du gouvernement indien, M. Narashima Rao, rencontrera M. François Mitterrand au cours d'une visite qu'il effectuera en France le 26 novembre. Les entretiens porteront sur les perspectives de coopération économique bilatérale, alors que l'Inde a récemment décidé des mesures en vue de s'ouvrir aux investissements étrangers, ainsi que sur la situation en Asie du Sud. (AFP)

POLITIQUE

Le débat sur la réforme des institutions

M. Mitterrand veut éviter deux écueils : l'indifférence et le rejet

L'initiative prise par M. Mitterrand d'engager en 1992 une réforme des institutions embarrasse l'opposition. L'UDF se déclare « prête à étudier » d'éventuelles modifications de la Constitution « dans la sérénité et le respect des procédures constitutionnelles », en soulignant, toutefois, qu'elle ne se prononcera que lorsque le président de la République aura précisé ses intentions. Le RPR redoute de tomber dans un « piège » et laisse entendre que M. Mitterrand prend le risque d'un « revers cuisant ».

M. François Mitterrand a atteint le premier des objectifs qu'il s'était fixés en prenant l'initiative d'annoncer, le 10 novembre, son intention de « corriger » les institutions de la V^e République avant la fin de son mandat et de « saisir le Parlement et les Français », au cours du second semestre de 1992, sur les modifications de la Constitution qu'il estime « nécessaires ». Le débat est publiquement engagé, ainsi qu'en témoignent les échanges intervenus le 13 novembre, à l'Assemblée nationale, entre M^{me} Edith

Cresson et M. Jacques Chirac, la réponse de M. Edouard Balladur au président de la République parue dans le Monde du 14 novembre et des prises de position des instances de l'UDF et du RPR. Comme il le soulignait, M. Mitterrand, qui entend rester maître du jeu, oblige l'opposition à se déterminer par rapport à sa démarche. S'il est resté délibérément imprécis sur les projets qu'il a « pratiquement retenus », c'est uniquement, comme il l'a souvent fait par le passé en pareilles circonstances, pour se ménager des marges de manœuvre.

La suite du scénario n'est pas encore clairement arrêtée. M. Mitterrand s'adresse directement aux Français « dans un délai qui sera relativement bref », et ce sera sans doute par le canal d'une intervention officielle à la télévision et à la radio, mais il entretient aussi l'incertitude sur le moment où il le fera. Il attendra peut-être son intervention rituelle des vœux de fin d'année, ce qui lui permettrait d'associer l'échec européen du 1^{er} janvier 1993 à la nécessité de réviser la Constitution de 1958 pour améliorer le fonctionnement de la démocratie française dans la perspective d'une Europe des douze plus unie et plus forte.

L'issue du sommet néerlandais de Maastricht, début décembre, ne sera pas sans influence sur son choix dans la mesure où, parallèlement, le président de la République espère convaincre les Français que le processus de la construction européenne leur apportera non pas d'autres difficultés économiques et sociales, mais, au contraire, des garanties de protection supplémentaires au moment où les bouleversements en cours en Europe de l'Est excluent par l'apparition de nouvelles menaces.

que dans n'importe quel autre pays latin, l'attribution à un homme de pouvoirs considérables et la garantie sérieuse des institutions et des libertés publiques. Je crois que nous ne faisons qu'un glissement vers l'autoritarisme, en raison des passions trop vives qui n'empêchent ni l'exécuteur - nure autres la passion du pouvoir - ni la masse des citoyens, trop souvent versatile, égoïste, revendicatrice. (...) Il est sans exemple, en France, qu'un homme ait été porté au pouvoir par la confiance directe du peuple et se soit vu attribuer de grands pouvoirs sans que les droits et les libertés des citoyens se soient trouvés en fin de compte gravement réduits et l'esprit public abaissé (...). Dès qu'un homme devient maître du pouvoir de cette manière il ne s'en tient pas au régime présidentiel codifié dans les textes. Il s'accroche au pouvoir. S'il le faut, il modifie pour cela la Constitution. Laissez-moi reprendre ce bon proverbe : « L'arbre tombe du côté où il pousse ». Or, le régime présidentiel penche du côté du pouvoir personnel (...). Avec le système présidentiel, on est à la merci, à tout moment, de l'accident, de la déviation, de l'abus ».

Les ressources de la dialectique

Pour M. Mitterrand, il s'agit donc là, surtout, d'une question de culture nationale. La France, très vite, s'accommoderait mal d'un véritable régime présidentiel.

D'autre part, s'il est peu probable de voir le président de la République modifier son calendrier, il n'est pas exclu, laissés-entendre, qu'il se rende à l'Élysée, de la voir accepter, selon la tournure que prendront les débats, la proposition de M. Balladur.

dur tendant à l'institution d'un comité constitutionnel consultatif associant tous les partis à l'élaboration des propositions de réforme.

Maintenant, pour M. Mitterrand, l'essentiel est de ne pas laisser dériver le processus politique qu'il a entamé, et, surtout, de ne pas se piéger lui-même dans l'usage du référendum. Mais il dispose d'un considérable avantage sur ses censeurs : il a lui-même utilisé toutes les armes possibles, depuis 1958, dans ses multiples joutes contre les initiatives référendaires de Charles de Gaulle et Georges Pompidou. Il n'ignore pas que la dialectique politique permet tout. Il sait donc ce qu'il attend.

Il sait que l'obsession des dirigeants de l'opposition sera de l'empêcher de retirer de la suite des événements le moindre avantage politique pour lui-même ou pour le PS et, autant que possible, de le pousser à se démettre de son mandat. Il sait qu'il leur suffira de proclamer ce qu'il disait lui-même, en 1969, quand il appelait à voter « non » au référendum sur la réforme des régions et la transformation du Sénat parce que son objectif prioritaire était d'obtenir le départ de l'Élysée de Charles de Gaulle : « Un référendum n'est démocratique que s'il est clair, honnête et conforme à la Constitution. Il est évident que celui que nous propose le général de Gaulle ne répond à aucune de ces trois conditions ».

Ou qu'il leur suffira de le plagier en reprenant ce qu'il disait, en 1972, pour justifier son appel à voter blanc ou nul, quand il cherchait simplement à mettre Georges Pompidou en mauvaise posture à l'occasion du référendum sur l'en-

trée de la Grande-Bretagne dans le marché commun : « Ce que le chef de l'Etat demande aux Français, c'est d'abord de lui accorder un blanc-seing et, tout à fait secondairement, d'approuver l'entrée dans la Communauté européenne de la Grande-Bretagne (...). Le référendum a un autre objet. Ce qu'il attend le pouvoir n'a que peu de rapport avec la question posée... ». Le RPR lui a, d'ailleurs, déjà rendu la pareille en boycottant le référendum de novembre 1988, qui a entériné les accords consensuels de Maastricht sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Concevoir des parades inédites

Voilà donc M. Mitterrand dans la nécessité d'imaginer des parades inédites à un arsenal qui lui est familier afin de soumettre les Français, le moment venu, à un choix qui soit aussi « clair », « honnête » et constitutionnellement irréprochable que possible, sous la forme d'une interrogation qui ne prête pas à ambiguïté, et d'éviter aussi bien l'indifférence que le rejet.

A l'Élysée, chacun pense déjà à la formulation de cette interrogation. Jusqu'à présent, sous la V^e République, toutes les questions soumises à référendum se sont inspirées du modèle de la consultation de 1958 : « Approuvez-vous la Constitution qui vous est proposée par le gouvernement de la République ? » Et seule la question posée en 1969 par Charles de Gaulle comportait une originalité, puisque les électeurs étaient invités à donner une seule réponse à une interrogation double sur la création de régions et la rénovation du Sénat (1).

L'éventualité d'une innovation en ce domaine n'est pas exclue dans l'entourage du président de la République, où l'on met en avant l'évolution de la société, aujourd'hui « moins manichéenne, moins binaire », et où l'on évoque l'opportunité d'introduire dans les institutions « plus de souplesse ». Ces indications autorisent toutes les hypothèses. A condition de ne pas oublier non plus que, sous tous les pouvoirs, la pratique protectrice du rideau de fumée a toujours été, en pareille circonstance, une spécialité élyséenne.

ALAIN ROLLAT

(1) En 1969, la question posée aux Français par le général de Gaulle était : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et relatif à la création de régions et à la rénovation du Sénat ? » La dernière fois que les Français ont été consultés par la voie référendaire, en 1988, la question qui leur était posée était la suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et portant dispositions relatives aux propositions de loi à l'initiative de la Nouvelle-Calédonie en 1988 ? »



Les hésitations du RPR

Avant que le bureau politique de l'Union pour la France ne se réunisse jeudi 21 novembre, les principaux leaders des formations de l'opposition auront fait connaître leur réaction au projet institutionnel de M. Mitterrand. Ainsi, après M. Edouard Balladur, dans nos colonnes (le Monde du 14 novembre), les deux principaux dirigeants du RPR, MM. Jacques Chirac et Alain Juppé, se sont exprimés jeudi 14 novembre. Le président du mouvement, sur TF1, et le secrétaire général, au cours d'un point de presse, ont tous deux insisté pour dire qu'une éventuelle réduction de la durée du mandat présidentiel abrégerait l'actualité septennat. « Il serait moralement difficilement acceptable », a déclaré M. Chirac, que M. Mitterrand n'applique pas cette règle à lui-même. « Si M. Mitterrand n'applique pas pour lui-même cette réforme, ou s'il ne conduit pas celle-ci à son terme, il s'exposera à de graves revers », a dit M. Juppé.

Le RPR n'est cependant pas unanime sur l'instauration d'un quinquennat. Il va donc constituer dès la semaine prochaine un groupe de travail sur ce sujet, puis convoquer une journée d'études parlementaires, et enfin un conseil national début 1992, qui fixera la position définitive. M. Chirac est personnellement favorable au quinquennat, mais certains de ses amis redoutent qu'une telle

réforme ne conduise à un régime présidentiel. Pour éviter cette dérive, le maire de Paris estime nécessaire de renforcer les pouvoirs du Parlement et l'indépendance de la justice, et de réintroduire au « déficit démocratique » par un usage plus large du référendum, ainsi qu'il l'avait proposé dans son article du Monde, « Changer la République » (le Monde du 24 octobre), avant que le chef de l'Etat ne s'exprime lui-même. « Notre réforme constitutionnelle est prête », affirme M. Alain Juppé.

M. Chirac considère que M. Mitterrand a annoncé ces projets « pour occulter les autres problèmes qui, eux, intéressent les Français », mais il ajoute : « Il se trompe ». De même, assure-t-il, « il a tort de croire que M. Mitterrand n'applique pas cette règle à lui-même ». C'est M. Mitterrand qui sera piégé, comme l'arraseur arrosé ».

Enfin, concernant la réforme du mode de scrutin pour l'élection des députés, les deux dirigeants estiment que si elle intervient avant les législatives de 1993, elle constituera une « tricherie ». Ils acceptent cependant qu'après cette échéance le problème soit étudié par une « large table ronde » et demandent que la réforme soit votée sous la forme d'une loi organique, ce qui suppose une majorité qualifiée au Parlement.

A. P.

Larges divergences

Dans l'immédiat, fidèle à ses habitudes, M. Mitterrand entretient soigneusement les réactions des uns et des autres avant de préciser ses propres options et d'en informer la représentation nationale, sous la forme, sans doute, d'un message au Parlement, comme il l'a toujours fait dans les situations exceptionnelles. Il relèvera, par exemple, que les projets tenus au Monde par M. Balladur confirment l'existence de larges convergences sur la nécessité de réduire la durée du mandat présidentiel, d'élargir le champ du recours au référendum et de renforcer les droits du Parlement. Il constatera également que les arguments avancés par l'ancien ministre des finances pour rejeter à la fois l'idée de « changer de République » et celle d'instaurer un régime présidentiel rejoignent ses propres analyses.

Sur ce dernier point, les convictions de M. Mitterrand ne datent pas d'aujourd'hui. En 1961, à l'époque où il redoutait les conséquences de l'élection du président de la République au suffrage universel caviardé par Charles de Gaulle, il écrivait au professeur Maurice Duverger, alors partisan d'un régime présidentiel, des lignes que ces analyses ne devraient aujourd'hui retourner contre lui, mais qui éclairent les « prévisions » à prendre, selon son expression du 10 novembre.

« Je ne crois pas, estimait-il, qu'on puisse concilier, en France pas plus

Le « oui mais » de l'UDF

Au terme d'une réunion, jeudi 14 novembre, entre M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, et les sept vice-présidents du mouvement, celui-ci a apporté une première réponse officielle aux propositions constitutionnelles de M. Mitterrand présentées dimanche 10 novembre. Son long communiqué commence par un double avertissement.

L'UDF déclare d'abord que « le chômage, la formation, le malaise social, l'immigration, la moralisation de la vie publique, constituent les vraies préoccupations des Français », qu'« elle ne laissera pas le pouvoir détourner l'attention de ces sujets en ouvrant des débats de diversion » et que « la réforme de la Constitution est un sujet grave » qui « ne peut être abordé que dans le calme et la réflexion ». Elle affirme ensuite sa volonté de défendre la V^e République, « dont les acquis ont été décisifs pour le progrès de la France ».

Ces deux préalables posés, l'UDF se déclare prête, « dans la sérénité et le respect des procédures constitutionnelles », à « étudier les modifications qui paraissent souhaitables à la lumière de l'expérience ». Sur la réduction du mandat présidentiel, l'UDF reprend la position de M. Giscard d'Estaing, favorable à l'instauration du quinquennat, et cela dans les meilleurs délais : « L'UDF est prête à soutenir cette réforme, qui peut être réalisée à tout moment, soit par référendum, soit par la voie moins coûteuse de la réunion du Congrès ». De même, elle est disposée, « lorsqu'elle sera saisie de propositions précises », à « étudier des réformes justes et raisonnables » touchant les pouvoirs du Parlement et l'indépendance de la justice.

En revanche, l'UDF oppose un non formel à la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives de 1993, déclarant : « L'UDF n'acceptera pas que l'on cherche dans ces débats un prétexte à un changement de mode de scrutin destiné à rendre la France ingouvernable pour sauver le Parti

socialiste de la sanction des électeurs ».

« La V^e République et sa Constitution restent une chance pour la France », conclut le communiqué. Nous sommes tous redevables au général de Gaulle d'avoir attaché notre vie publique à l'instabilité gouvernementale et au régime des partis. L'UDF, si elle est prête à des améliorations ponctuelles, s'opposera par tous les moyens à une remise en question de la Constitution qui ferait retomber la France dans ses ténèbres ».

Conformément aux vœux de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, ces positions devront être reprises et avalisées définitivement par le bureau politique de l'UDF, qui se réunira, jeudi 21 novembre, au siège de l'UDF.

Droit du sang, droit du sol ? Certains parlent, d'autres réfléchissent.



Bibliothèque Albin Michel des idées.

10 Jours pour marquer 30 ans.

Pour fêter son 30^e anniversaire, Roche-Bois vous offre 10 Jours à des prix vraiment très exceptionnels. Vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêviez chez Roche-Bois : salons cuir ou tissu, chaises, lampes, meubles contemporains ou de style, tables rebais, tables basses, lits, tapis, meubles de complément... C'est du 15 au 25 novembre, pour un anniversaire vraiment très exceptionnel.

ROCHE-BOIS

10 Jours vraiment très exceptionnels

du samedi 17 au dimanche 25 novembre

هذا من لاص

فيل في الحول

POLITIQUE

L'examen du budget à l'Assemblée nationale

Justice : M. Nallet souhaite une application rigoureuse de la peine de perpétuité

Les députés ont examiné, jeudi 14 novembre, les crédits du ministère de la justice, présentés par MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et Michel Sapin, ministre délégué à la justice. L'intersyndicale-justice, qui regroupe l'ensemble des professions de justice, avait estimé, mercredi 13 novembre, à Paris, que ce projet de budget « sans perspectives, ni ambitions » était le témoignage d'une « politique de tout-incarcération menée au détriment de la prévention et des alternatives à la

détention ». A l'Assemblée nationale, l'opposition et le groupe communiste ont émis un jugement tout aussi négatif, forçant M. Nallet à demander la réserve du vote de ses crédits. Au cours de la discussion, le garde des sceaux a indiqué qu'il allait présenter prochainement des mesures permettant d'assurer, dans le cas de crimes particulièrement graves, une application rigoureuse de la peine de perpétuité, une fois accomplie la période de sûreté.

Le budget de la justice a fait les frais d'un nouvel affrontement entre l'opposition, associée au groupe communiste, et les socialistes, dans la nuit du 14 au 15 novembre. Sur un terrain rendu glissant tant par l'évacuation des grèves de magistrats et de fonctionnaires que par celle de l'affaire Urbat, l'issue de la discussion n'a pas laissé longtemps de place à l'incertitude. Les critiques du PC, de l'UDC, de l'UDF et du RPR ont rapidement convaincu le ministre de la nécessité de demander la réserve du vote de ses crédits.

L'opposition et le groupe communiste ont estimé que « l'abandon des textes sur l'endettement des ménages ou sur l'assistance judiciaire, avait singulièrement augmenté la charge de travail des magistrats et que le gouvernement n'avait pas affecté au ministère de la justice des moyens adéquats, notamment en effectifs. « Vous êtes le ministre des illusions perdues », a tonné M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), qui a cru voir, dans « ce budget médiocre », « une entreprise de déstabilisation lourde d'arrière-pensées ». La priorité donnée au budget de la justice est très relative », a estimé M. Philippe Aubertier (RPR, Yonne), rapporteur spécial de la commission des finances. « C'est une priorité verbale », a regretté M. Pascal Clément (UDF, Loire). « C'est une priorité secondaire », a affirmé M. Jean-Jacques Hysted (UDC, Seine-et-Marne), tout comme M. Gilbert Millet (PC, Gard).

Faux, a répondu en substance le ministre, soutenu par les porte-parole socialistes, MM. Michel Pèzet

(Bouches-du-Rhône) et François Massot (Alpes-de-Haute-Provence), qui ont loué l'œuvre législative accomplie, et en particulier la loi sur l'aide juridique, dotée dans le projet de budget de 900 millions de francs au lieu de 435 millions pour 1991. M. Nallet a estimé que l'augmentation de 4,8 % de ses crédits, qui se montent au total à 19,04 milliards de francs, soit 1,42 % des dépenses de l'Etat, et la création de 477 emplois ne justifiaient pas un « caractère prioritaire » de son budget. Il a cependant jugé qu'il serait « naïf » de penser que « le simple accroissement des dotations suffirait à venir à bout de la crise ». « L'institution judiciaire doit se révéler capable de se doter des structures, des méthodes et de l'état d'esprit qui permettent une gestion rigoureuse et moderne de ses moyens humains et matériels », a ajouté le garde des sceaux.

Les deux parties en présence ont pourtant donné le même assentiment au constat sur l'état de la justice établi au printemps par une commission sénatoriale de contrôle des services relevant de l'autorité judiciaire (le Monde du 13 juin). « Il y a là une sorte d'unité de sentiment commun sur le diagnostic », a promue affirmé M. Nallet. Mais les avis ont divergé à nouveau sur les traitements susceptibles d'être appliqués à l'institution judiciaire. L'opposition a ainsi exprimé les plus fortes réserves à l'égard de la décentralisation souhaitée par le ministre, qui vint le moyen de doter les juridictions d'une struc-

ture nouvelle et plus solide. D'autre part, au cours de la discussion, en réponse à une question de M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) sur l'application de la peine de réclusion à perpétuité pour les crimes les plus graves, M. Nallet a indiqué, comme il l'avait fait quelques heures auparavant, au Sénat, à l'occasion de la séance mensuelle des questions au gouvernement, qu'il allait proposer bientôt au président de la République des mesures permettant une application rigoureuse de la perpétuité lorsque la période de sûreté (fixée à vingt-deux ans dans le projet de code pénal en discussion) qui peut l'accompagner a été accomplie.

M. Nallet a enfin tiré le bilan de certaines réalisations audiovisuelles récentes consacrées à la justice, en indiquant qu'il ne donnera « plus jamais la moindre autorisation de filmer dans l'institution judiciaire », car « le spectacle chasse la justice ».

GILLES PARIS

■ Légion d'honneur et ordre de la Libération. — Les budgets de l'ordre de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération ont fait exception, jeudi 14 novembre, à l'Assemblée nationale, en étant votés à l'unanimité par les députés. Examinés en présence du grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, le général André Bérard, et du chancelier de l'ordre de la Libération, le général Jean Simon, ces crédits s'élevaient en 1992 pour la Légion d'honneur à 110,3 millions de francs et pour l'ordre de la Libération à 3,9 millions de francs.

Commerce et artisanat : M. Doubin exprime sa circonspection sur l'ouverture des magasins le dimanche

M. François Doubin, ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, a dû réserver les crédits de son ministère, jeudi 14 novembre, à l'Assemblée nationale. D'un montant de 635 millions de francs, ce budget est en baisse de 2,45 % par rapport à 1991 et représente 0,04 % des dépenses totales de l'Etat. Au cours du débat, le ministre a aussi montré circonspect sur l'ouverture des magasins le dimanche.

On ne saurait résumer toute l'activité et la politique d'un ministère au montant de son budget, ont rappelé, jeudi 14 novembre, certains orateurs courtois, lors de la présentation des crédits du commerce et de l'artisanat. Certes, mais il est vrai qu'avec des crédits s'élevant au total à 635 millions de francs, M. Doubin ne pouvait guère espérer recevoir les félicitations des députés. « Budget d'inaction » pour M. Marc Dolige

(RPR, Loiret), « gâchis », « hyprocrisie » et « saut » pour M. Jean-Paul Charié (RPR, Loiret), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, budget « dérisoire » pour M. Alain Grotte-ray (UDF, Val-de-Marne), rapporteur de la commission des finances.

C'est donc plutôt la politique générale du commerce et de l'artisanat que M. Doubin a évoquée dans son intervention, tout en évitant à ses détracteurs que le plan en faveur des PME et des PMI, présenté par le ministre du travail, M. Martine Aubry, concernait directement les commerçants et les artisans. Deux questions principales ont été évoquées : la loi Royer et l'ouverture des magasins le dimanche.

La loi Royer, régulièrement critiquée pour le manque de transparence des commissions départementales ou nationales d'urbanisme commercial, qui sont chargées des autorisations d'implantation de grandes surfaces, a été défendue par M. Doubin. Si l'ouverture des magasins le dimanche, il veut « repousser

les tentations extrêmes », telles que sa « suppression ». Cette mesure est pourtant demandée avec insistance par les grandes surfaces, avaient rappelé leurs dirigeants devant la commission d'enquête chargée du financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Quant à l'ouverture des magasins le dimanche, qui doit faire l'objet d'un projet de loi, M. Doubin a observé qu'il « ne fallait pas céder à un libéralisme un peu facile, oublieux de la dimension sociale ». « Faisons nos comptes », a ajouté le ministre, si l'ouverture diminue apporte à quelques-uns un confort supplémentaire, elle ne crée pas de pouvoir d'achat, elle détruit des emplois, elle détruit un tissu déjà fragile. Le projet de loi doit donc trouver une voie médiane entre le respect d'un principe, le repos dominical, « qui est le seul espace de liberté absolue donné à nos concitoyens », et la prise en compte des besoins spécifiques de certaines villes touristiques, qui « vivent et travaillent surtout le dimanche ».

P. R.-D.

La mort de Jacques Houssin, député du Nord

Situation électorale difficile pour M. Bruno Durieux

La mort de Jacques Houssin, député non inscrit du Nord, décédé d'une crise cardiaque, à Montréal, dans la nuit du 13 au 14 novembre (nos dernières éditions du 15 novembre) risque de placer M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, dans une situation difficile. Jacques Houssin était en effet le suppléant de M. Durieux, qui avait fait face à une élection législative partielle dont il n'est pas sûr de sortir vainqueur maintenant qu'il siège au gouvernement.

LILLE

de notre correspondant

M. Durieux avait réussi à imposer sa candidature au sein de l'opposition au lendemain de l'élection présidentielle de 1988 dans la quatrième circonscription du Nord, briguant la succession de Georges

Delfosse, maire de Lambertsart, décédé en janvier de la même année. Secondé par Jacques Houssin, conseiller général du canton voisin, à dominante rurale, de Quenoy-sur-Deûle, il l'avait emporté haut la main au second tour avec 57,15 % des voix, jouant déjà sur le thème de l'ouverture. Toutefois l'opposition n'avait pas voulu lui opposer de candidat, s'étant à peine remise des déchirements qu'elle avait vécus pour le remplacement de Georges Delfosse au conseil général.

Cette fois-ci, le paysage politique a changé dans la circonscription, du fait même des choix de M. Durieux. Ses anciens alliés n'ont guère apprécié de le voir entrer dans le gouvernement de M. Rocard, en novembre 1990. Son suppléant lui-même, Jacques Houssin, qui avait soutenu sa démarche au nom du pragmatisme et du refus de l'esprit partisan, n'a jamais émis, depuis qu'il siège à

l'Assemblée nationale, un vote favorable au gouvernement. Il votait avec les députés d'opposition ou s'abstenait. Si M. Durieux se représente (peut-il ne pas le faire dans la circonscription dont il était le député en titre ?), il risque de trouver en face de lui un candidat d'union de l'opposition, qui pourrait être M. Marc-Philippe Daubresse, leader départemental du CDS et de l'UDF, maire de Lambertsart et à ce titre successeur aussi de Georges Delfosse. Dès lors sa réélection ne serait pas gagnée d'avance, même si M. François Mitterrand avait franchi dans cette circonscription la barre des 50 % au second tour de l'élection présidentielle. Le thème du rassemblement n'a plus le même impact.

Le ministre de la santé joue la survie politique dans le Nord. Il n'a en effet pour l'heure pas d'autre terre d'attaché que cette circonscription. Il n'a pas réussi à

s'imposer à Lille et ne s'est toujours pas positionné dans le débat des élections régionales. Il avait annoncé trop tôt sa candidature aux régionales sur une liste qui aurait intégré MM. Gérard Vigobelle, député UDC (en-PS), maire de Wasquehal, et Jean-Louis Borloo, député européen, maire de Valenciennes, sans étiquette. Le premier figure désormais en numéro trois sur la liste RPR-UDF, le second devait présenter vendredi à Lille sa propre liste.

JEAN-RENÉ LORE

[Né le 27 juillet 1928 à La Bassée (Nord), Jacques Houssin (RPR), négociant en grains, était maire de Valenciennes depuis 1971 et conseiller général du canton de Quenoy-sur-Deûle depuis 1970. Non élu aux législatives de 1986 sur la liste du RPR, il s'est présenté en 1988 comme suppléant de M. Durieux (UDF-CDS) qu'il avait remplacé à l'Assemblée nationale lorsque celui-ci était devenu, en octobre 1990, ministre délégué à la santé.]

La réforme de la loi sur l'audiovisuel

Le Sénat adopte les nouveaux quotas

Les sénateurs ont adopté, jeudi 14 novembre, le projet de loi sur l'audiovisuel du 30 septembre 1986, qui ramène de 50 % à 40 % le quota obligatoire de diffusion, par les chaînes de télévision, d'œuvres d'expression originale française et qui fixe à 60 % celui des œuvres européennes et non plus « communautaires » (le Monde du 15 novembre). Les sénateurs socialistes et neuf sénateurs du Rassemblement démocratique européen ont voté pour, les membres de la majorité sénatoriale (RPR, RI, Union centriste) se sont abstenus, le PC a voté contre.

Ce n'est pas la question des quotas qui a retenu, pour l'essentiel, l'attention des sénateurs, mais le rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Personne n'a réellement contesté l'utilité des quotas pour protéger la diffusion des œuvres françaises à la télévision, même si, comme le remarque M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), rapporteur du projet au nom de la commission des affaires économiques, ils incitent parfois les chaînes à privilégier la quantité sur la qualité pour remplir leurs obligations. Sans quotas, avait prévenu M. Kiejman, ministre délégué à la communication, « il n'y aurait plus d'œuvres françaises ». M. Kiejman ne s'est pas privé, au passage, de critiquer les diffuseurs, qui réclament moins de réglementation, mais « la violence du débat », a-t-il ajouté, « nous avons affaire à des gens qui sont tout sauf des naïfs, a ajouté M. Kiejman, ils savent que la télévision peut rapporter beaucoup d'argent et de pouvoir ».

M. Pierre-Christiane Taittinger (URR, Paris) ayant renoncé à présenter ses amendements en faveur d'une deuxième coupe de publicité dans les fictions, c'est sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'a porté l'essentiel du débat, instance « frappée de suspicion », comme l'a observé M. Gouteyron, le CSA ne remplit plus son rôle de régulateur sélectif, son rôle d'autorité de régulation forte et indépendante ». Au contraire, a ajouté M. Gouteyron, le CSA « va même jusqu'à déclarer inapplicables les lois qu'il est chargé de faire respecter ». Seul M. Jean Chuzel (UC, Allier) a défendu une institution qui « applique intelligemment, dans un contexte difficile, des textes qui ne sont pas bons ».

■ Le Sénat et les marchés de travaux publics. — Le Sénat a adopté, mercredi 13 novembre, un projet de loi transposant en droit interne une directive européenne du 12 décembre 1989 qui permet aux Etats membres de garantir l'application effective des règles communautaires de publicité et de concurrence lors de la passation de marchés de fournitures et de travaux publics. Des recours seront organisés à l'encontre des actes de procédure faits en violation de ces règles.

■ Prédiction. — Dans le compte-rendu de l'Assemblée générale des Verts, à Saint-Brieuc (le Monde du 12 novembre), une erreur de transmission nous a fait écrire : « La proposition de « grand pardon » proposée par M. Gérard Monnier-Besombes, leader de la région Provence-Côte d'Azur, (...) vise à passer l'éponge sur les accords passés entre la droite et l'extrême droite ». L'expression de « grand pardon » a, en fait, été utilisée par un autre responsable des Verts pour qualifier l'analyse de M. Monnier-Besombes.

Les relations entre M. Noir et M. Chirac

Un rapprochement s'esquisse entre le maire de Lyon et le RPR

Onza mois après le départ du RPR du maire de Lyon, le mouvement gaulliste a voulu revenir en force en organisant une Semaine du Rassemblement. M. Chirac devait conclure, vendredi 15 novembre, cette série de manifestations. A cette occasion, un rapprochement semble s'esquisser entre M. Noir et son ancien parti.

LYON

de notre bureau régional

Nous, le maire de Lyon n'a pas adhéré à l'UDF, comme l'a affirmé mercredi matin le Progrès de Lyon : la malencontreuse coïncidence n'ayant été prise au premier degré par ceux-ci qui, en ces jours politiques, s'entendent à tout. « Je suis donc désormais membre de l'UDF (Union pour la France), adhérent direct en quelque sorte », avait très exactement écrit M. Michel Noir dans une lettre adressée au RPR lyonnais. « Cette notion d'adhérent direct n'existe pas à l'UDF », a répliqué M. Alain Juppé. Mais le secrétaire général du mouvement gaulliste n'a pas pour autant rejeté l'expression « prochain » de ce nouveau type de statut.

A l'occasion de cette Semaine du Rassemblement, le RPR et le maire de Lyon jouent au chat et à la souris. Mardi, lors de l'inauguration des locaux rénovés de la fédération, M. Noir, dans son message « antical » à ses « compagnons d'hier », réaffirme son appartenance à l'opposition et sa confiance en l'union de ses forces. Malheureusement, faute de temps, le texte ne peut être lu aux militants. Un responsable tient quand même à en résumer la substance d'une seule formule : « Ne vous trompez pas d'adversaire ». Elle fait rire l'assistance.

Mercredi, quelques heures avant la venue de M. Juppé, M. Henry Chabert, adjoint au maire de Lyon, chargé de l'urbanisme, et vice-président de la Communauté urbaine de Lyon, ont déclaré qu'il se met « en congé » du RPR pour rejoindre Nouvelle Démocratie, le « club de réflexion » créé par M. Noir. Dans le même temps, il décide de quitter, à Strasbourg, le groupe du Rassemblement des démocrates européens (RDE, proche du RPR) pour les démocrates-chrétiens, « ma famille d'origine », du Parti populaire européen.

En deux jours, M. Noir a donc soulevé le claud et le froid. Par ce Lyonnais à distance, il a voulu marquer son territoire et, a-t-il fait, renouer des relations avec son ancien parti. En décembre 1990, lorsqu'il démissionne à la fois de l'Assemblée nationale et du RPR — ainsi que l'un de ses adjoints, M. Jean-Michel Dubernard, — les militants à la fois confus et déçus se sont levés, ils ont suivi dans sa démarche, pendant leurs vacances. Après l'épisode des deux législatures partielles, qui permettent la réélection des deux démissionnaires et donnent aux can-

didats du RPR un modeste score de 11 %, les responsables s'attellent à la réorganisation de la fédération, s'appuyant aussi sur le rattachement de certains éprouvés désormais à l'égard du « déviateur ».

Estimant venir le temps de réévaluation, le RPR a donc mis sur pied une série de réunions publiques, avec la participation de MM. Alain Juppé et Jacques Chirac. Ce retour en force dans la ville vise un double objectif : remobiliser les militants et apporter la preuve, notamment en direction des milieux économiques, que le RPR est « en ordre de bataille pour les régionales », selon l'expression du secrétaire départemental, M. Jean Besson.

Cette semaine n'a pas suffi pour mettre véritablement au clair l'état exact des troupes. Certes, l'UDF a désigné M. Alain Mérian comme tête de liste dans le Rhône. Ce premier vice-président (RPR) du conseil régional Rhône-Alpes ne dissimule pas ses désaccords avec le parcours du maire de Lyon. Malgré tout, M. Juppé a souhaité « ardemment » que M. Noir soutienne cette liste. Il a affirmé qu'elle serait constituée « sans exclusivité », mais n'a pas précisé quelle place serait accordée aux amis du maire de Lyon. Ancien contact sérieux n'a encore eu lieu entre M. Noir et les partis de droite. Les responsables RPR craignent que le maire de Lyon présente sa propre liste.

La valse-hésitation de M. Carignon

L'intéressé se garde bien, pour le moment, de faire état publiquement de ses intentions. A la différence de son homologue de Grenoble, M. Alain Carignon, qui a fait acte de candidature pour la présidence du conseil régional et dont l'offensive visait l'actuel président, M. Charles Millon (UDF-RPR), a été sévèrement contré par les partis politiques. M. Juppé a fixé des conditions à toute investiture de l'UDF : les candidats doivent s'engager nominativement à soutenir l'exécutif régional sortant.

Sur cette question, la réponse de M. Carignon n'est toujours pas connue. Le débat s'est déplacé sur l'éventuel retour du maire de Grenoble (en congé du RPR) dans le mouvement gaulliste. « Cette question n'est pas à l'ordre du jour », affirmait, il y a encore peu, M. Carignon. « Je n'ai pas été saisi formellement d'une demande d'adhésion », a dit M. Juppé. Pourtant les contacts entre M. Carignon et les plus hauts responsables du RPR sont fréquents. Mercredi dernier, M. Juppé trouvait sur ceux qui avaient « fait les parts aux orties ». La valse-hésitation de M. Carignon et la demande formulée par M. Noir de participer, en tant que député non inscrit, aux réunions de l'intergroupe de l'opposition à l'Assemblée nationale, semblent lui donner raison. Reste que dans la région Rhône-Alpes le RPR ne peut évaluer d'un trait d'union le poids politique des maires de Lyon et de Grenoble.

BRUNO CAUSSÉ et CLAUDE FRANCHILLON

Polémique entre « Minute » et le maire de Cannes

Erreur sur la personne...

« Collaboration avec l'irak : Mouillot se rebelle Chirac ». Tel est le titre d'un article de Minute-La France daté 6-12 novembre. Sous une photo du maire de Paris saluant le président irakien, l'hebdomadaire a publié le fac-similé — tronqué en cinq morceaux — d'une lettre de M. Michel Mouillot, maire (UDF-RPR) de Cannes, adressée au directeur de la publication, M. Serge Martinez, membre du comité central du Front national et responsable de la fédération parisienne du parti d'extrême droite.

Selon Minute, M. Mouillot y explique, à propos du choix de la tête de liste de l'opposition aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes, qu'il ne peut pas soutenir quelqu'un qui s'est déclaré « en faveur de Saddam Hussein » et qui a « bénéficié de ses largesses ». « Je ne serai jamais, ajoute le maire de Cannes, de ceux qui font le voyage de la honte à Bagdad pour aller serrer la main d'un fâcheux irakien ». L'hebdomadaire conclut qu'il s'agit d'une « attaque politique extrêmement sévère contre Chirac qui fit ce fameux voyage de la honte à Bagdad » bien avant la guerre du Golfe.

M. Mouillot a effectivement fait parvenir une missive à

M. Martinez. Les passages cités figurent bien dans cette lettre, mais à aucun moment le maire de Cannes n'y parle des élections régionales, et il n'est nullement question, explicitement ou implicitement, de M. Jacques Chirac. Réaffirmant, en revanche, son « engagement auprès de la communauté juive », M. Mouillot y précise à l'adresse de M. Martinez : « Quitte à vous déplaire, je préfère faire le choix en faveur d'Israël plutôt que celui en faveur de Saddam Hussein et de ceux qui bénéficient de ses largesses ». Et la maire de Cannes ajoute : « Pour l'extrême droite, l'histoire, manifestement, se répète toujours, et les dictateurs se moustaquent à leur tour son attraction servile ».

Pour la clarté du débat, le champion départemental de la droite dans la lutte contre le Front national indique qu'il a voulu stigmatiser, comme sa lettre le montrait clairement, M. Le Pen. L'interprétation donnée par Minute, assez éloignée de la vérité, lui fait dire qu'il s'agit d'un « montage infâme » qui s'inspire des pires méthodes barbouzardes. La fin ne justifie-t-elle pas les moyens ?

O. B.

SCIENCES

A Bugey et Fessenheim

Des fissures sont décelées sur les couvercles de trois réacteurs nucléaires

Après la découverte de fissures sur le couvercle du réacteur numéro 3 de la centrale de Bugey dans l'Ain (le Monde du 18 octobre), des recherches ont révélé des défauts similaires sur deux autres réacteurs, à Bugey et Fessenheim (Bas-Rhin). Les réparations risquent d'être longues et coûteuses.

« Ces défauts ne mettent pas en cause la sûreté des installations, mais ils représentent peut-être, en termes de la fourrière et de coût des réparations, le problème le plus grave qu'EDF ait rencontré sur ses centrales depuis leur mise en service », estime un ingénieur de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Ils prévoient en tout cas EDF de trois réacteurs de 900 mégawatts pour plusieurs mois, à l'été d'un hiver qui s'annonce difficile.

Tout commence le 23 septembre dernier. Un essai sous haute pression, dans le cadre de la révision décennale, révèle « un léger suintement » d'eau sur le couvercle du réacteur de Bugey-3. L'une des « traverses » (des manchons qui permettent le passage des barres de contrôle) est fissurée. La fuite est très faible (0,7 litre à l'heure) et les fissures, longitudinales, ne menacent pas la solidité du tube concerné.

Mais les premières vérifications menées sur Bugey-4 et Fessenheim-1, deux autres réacteurs de la même série de fabrication, ont aussi révélé des fissures. Les experts ont alors décidé d'une révision réglementaire, montrant, selon la direction de la sûreté des installations nucléaires, qu'environ 10 % des manchons des couvercles risquent de présenter des anomalies de même nature.

Ces examens sont difficiles, car les pièces concernées sont « assez radioactives », précise un porte-parole d'EDF. Une trentaine de traverses seulement ont pu être examinées jusqu'à présent, alors que chaque couvercle en compte soixante-cinq. EDF met au point un robot qui permettra d'accélérer ces contrôles et de les étendre aux trois autres réacteurs de la même série (Bugey-2, Bugey-3, et Fessenheim-2), puis aux réacteurs de 1300 mégawatts et à l'ensemble du parc électronucléaire, lors des arrêts normalement programmés. Le couvercle du réacteur de Bugey-3 sera,

par ailleurs, « complètement décortiqué », afin que les experts puissent se faire une idée exacte de l'ampleur du problème et préparer un plan de réparation. Cette expertise devrait être terminée vers le 15 décembre. La direction de la sûreté des installations nucléaires pourra alors trancher le point de savoir si les couvercles défectueux doivent être réparés ou remplacés immédiatement, ou si — en fin de limite au maximum les arrêts en pleine période de pointe pour EDF — les centrales peuvent continuer à fonctionner sans danger sous surveillance permanente, en attendant une

remise en état ultérieure. En tout état de cause, Bugey-3 subira immédiatement des réparations qui devraient durer jusqu'en juillet 1992. Leur coût pourrait atteindre 400 à 500 millions de francs par réacteur, compte tenu, estime la CNDP, du manque à gagner dû à l'indisponibilité des installations.

A EDF, en attendant le résultat des analyses, on se borne à préciser que le remplacement d'un couvercle (probablement nécessaire sur Bugey-3) reviendrait à 50 millions de francs.

J.-P. D.

MÉDECINE

Des collectes de sang ont été pratiquées dans les prisons jusqu'en octobre 1985

La collecte de sang dans les prisons françaises a été mise en œuvre jusqu'en octobre 1985, c'est-à-dire après la mise en place (le 1^{er} août) du dépistage systématique de l'infection par le virus du sida chez les donneurs de sang. Tel est le principal enseignement d'une note en date du 11 octobre 1985 adressée par les directions régionales de l'administration pénitentiaire aux chefs d'établissements. Ce document, cité, jeudi 14 novembre, par l'AFP, prévoyait la « suspension temporaire » des collectes de sang dans les prisons. On soulignait vendredi 15 novembre à la Chancellerie « ne pas trouver trace » d'un tel document.

Plusieurs éléments et documents médicaux permettent toutefois de confirmer le fait que des collectes de sang ont été pratiquées jusqu'à la fin des années 1980. On souligne vendredi 15 novembre à la Chancellerie « ne pas trouver trace » d'un tel document.

en place dès 1983 par la Direction générale de la santé et qui prévoyait l'exclusion des donneurs à risque (notamment les homosexuels et les toxicomanes) vis-à-vis de l'infection par le virus du sida.

La question de l'attitude à adopter quant aux collectes de sang en milieu pénitentiaire a été officiellement abordée à l'époque dans le cadre du comité santé-justice, qui réunissait des représentants des ministères concernés. Pour sa part, le professeur Jacques Roux, alors directeur général de la santé, nous a expliqué avoir, en 1984, fait à nouveau diffuser, par voie téléphonique, des recommandations auprès des centres de transfusion sanguine afin d'éviter que des collectes de sang pratiquées chez des personnes à risque puissent être à l'origine de cas de sida post-transfusionnels. Il semble que nombre d'établissements de transfusion sanguine n'aient pas tenu

compte de ces recommandations. En 1986 (le Monde du 15 février 1986), on apprenait que plus de la moitié des détenus toxicomanes (hommes et femmes) étaient contaminés par le virus du sida, ces toxicomanes représentant selon les établissements entre 10 % et 30 % de la population incarcérée. On savait d'autre part depuis plusieurs années que le milieu carcéral comptait une proportion non négligeable de personnes susceptibles de transmettre par voie sanguine le virus de l'hépatite B, puis, à partir du début des années 80, celui du sida.

Il reste dès lors à comprendre comment les autorités transfusionnelles ont pu prendre le risque d'organiser des collectes en milieu pénitentiaire à une époque où la pathologie virale post-transfusionnelle ne pouvait plus être ignorée des spécialistes.

JEAN-YVES NAU

PARIS

Pour acheminer les voyageurs du métro au TGV

Le projet de liaison par cabines aériennes à Montparnasse est abandonné

La liaison entre les stations de métro Montparnasse de la place du 18-juin-1940 et la gare des TGV Atlantique ne sera pas réalisée en système aérien. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, des transports, du logement et de l'espace, l'a annoncé officiellement par écrit, le 8 novembre, à M. Pierre Castagnou, conseiller socialiste de Paris. C'est une liaison souterraine qui sera construite pour rapprocher les voyageurs allant des voitures TGV aux lignes 4 et 13 du métro.

Les travaux d'aménagement de la gare Montparnasse, destinés à adapter celle-ci au trafic des TGV, ont commencé en 1987. L'augmentation considérable de la fréquentation de la gare, qui passera de 37 millions de voyageurs par an actuellement à 60 millions dans quelques années, et la couverture des voies par une dalle de béton ont entraîné une redistribution quasi totale de l'architecture de la gare « océane », de ses services, de ses accès, de ses abords. Un simple oubli dans ce gigantesque remue-ménage : la distance entre les quais de métro ancien et le marchepied des TGV. Plus d'un kilomètre à parcourir en portant, éventuellement, valises et bagages. Les rames seules de TGV mesurent jusqu'à 480 mètres de long.

Pour réparer « l'oubli », on a envisagé la construction d'une ligne de transports hectométriques appelée SK, comme il en existe au

parc des expositions de Villepinte, près de Paris, et comme il en est prévu une entre les gares de Paris-Lyon et d'Austerlitz. Des cabines aériennes semblables à celles utilisées pour les sports d'hiver auraient acheminé les passagers « par petits paquets » en continu. Les ingénieurs justifiaient le recours à ce système par des différences de niveaux dans le sous-sol rendant difficile une solution souterraine.

Une hostilité vigoureuse et radicale

Les financiers écarteraient eux aussi une telle solution au motif du surest. Mais les riverains, déjà canariés par plusieurs années de travaux bruyants, ont manifesté une hostilité si vigoureuse et radicale que le projet aérien a dû se réfugier dans les cartons.

M. Quilès l'y laissera. Il le qualifie de « définitivement abandonné ». Une inconnue de taille subsiste pourtant : qui supportera la centaine de millions de francs de surcoût du projet souterrain que le ministre met à l'étude ? M. Quilès fait appel à la Ville de Paris et ne cache pas qu'en cas de refus de sa part il ne peut actuellement préciser comment sera assuré le financement. Il n'ignore pas que la Ville de Paris, déjà échaudée par le surcoût du métro METEOR et le retard pris par les travaux, est peu disposée à remettre la main au portefeuille. Les voyageurs devront-ils payer un supplément à leur ticket de métro pour emprunter ce transport ?

CHARLES VIAL

Archives de cendre

Suite de la première page

Mais, l'un des exemples contemporains parmi les plus saillants demeure celui des militants communistes d'Union soviétique, d'ailleurs obligés de fournir à leur parti un curriculum vitae très complet. « Cette biographie pénale sur eux comme une menace, rappelle Marc Ferro. Les éléments concernant leurs ascendants — un père bourgeois, un grand-père agriculteur — pouvaient se retourner contre eux ».

Un cas tout aussi frappant remonte à 1940, lorsque le fichier des francs-maçons du Grand Orient, tombé aux mains de l'occupant, devint l'instrument de leur traque dès le mois d'août. L'historien Bernard Fay, professeur au Collège de France, animé par un antimacaronisme fanatique, repart de Vichy la mission de centraliser toutes les informations complémentaires et devint le maître d'œuvre de la guerre implacable livrée aux maçons.

Dans son ouvrage Vichy et les francs-maçons (Ed. J.-C. Lattès,

1981), l'historienne Dominique Rossignol relate précisément comment le secrétaire de Bernard Fay et le lieutenant Moritz, responsable du service des affaires maçonniques du SD, la police politique allemande, entreprirent une taurante « afin de récupérer les archives des loges de la zone non occupée ». Notamment par Vichy administrateur de la Bibliothèque nationale, Bernard Fay coopéra à cette dernière le soin « de classer et recenser le matériel maçonnique réquisitionné cette fois par les policiers français », écrit l'historienne.

Poser des garde-fous

Mais ce cas, évoqué notamment par Jean-Pierre Azéma, l'un des meilleurs spécialistes de l'Occupation, n'ébranle pas les historiens. « C'est un exemple obéré », commente-t-il. Dès lors qu'un pays ne respecte pas ses lois, il y a dérive. Pour Jean-Pierre Azéma, un patrimoine ne saurait

être sélectif : « On prend tout, en bloc, et alors vous avez un livre d'images. Cela fait aussi partie d'un patrimoine, que d'avoir des archives douloureuses ».

Reste à poser des garde-fous pour éviter que n'importe quel s'empare de documents « sensibles ». « Il ne faut jamais détruire, indique l'historien François Bédarida, mais bien faire une distinction entre conservation et communication. Toute source peut être détournée de son objet,

et un appauvrissement », note l'historien Jacques Delarue.

« C'est un désastre », résume Pierre Vidal-Naquet, qui évoque la destruction massive, sur ordre du gouvernement, des archives des forces de l'ordre grecques lors de l'arrivée au pouvoir de la droite en 1974. Une grande partie de l'histoire des militaires de la gauche, de la clandestinité, se volatilisa ainsi, biffée d'un coup sur simple consigne politique. Les traces de « la mise en fiches de fo



encore peut-on raisonner dans une perspective moins exceptionnelle. » Ce qui confirme avec force Pierre Vidal-Naquet, qui vient de publier Les Juifs, la mémoire et le présent, en s'exclamant : « Tout peut toujours servir ! Ce qui compte, c'est de ne pas communiquer les archives à des gens dont on sait a priori qu'ils sont des agents de basse police. » Et chacun cite en exemple les archives nationales qui font office de garde du temple.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives, véritable fondement des règles de conservation et de communication des documents, prévoit en effet que tout fonctionnaire ayant à en connaître est « tenu au secret professionnel ». Et des dispositions particulièrement strictes sont prévues pour défendre les « droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées ».

« Parmi leurs milliers de car-

population supposée de gauche par le régime des colonels ont été effacées, et je considère cela comme catastrophique », conclut l'historien.

Quête difficile de documents

Henri Amoureux, journaliste et historien de l'Occupation, a décidé lui aussi farouchement opposé à tout ce qui abolit la mémoire. « Au nom de quoi détruire la mémoire de cent quarante mille personnes ? », s'interroge-t-il en songeant au fichier des juifs de la préfecture de police « retrouvée » au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. « On a détruit bien assez de documents à l'époque, dit-il. Toutes les archives du PPF (parti collaborationniste) ont été brûlées avant la Libération, place des Pyramides. A Limoges, toutes les archives des procès devant les tribunaux d'exception ont disparu dans les années 50 », rappelle-t-il.

Jacques Delarue cite les difficultés rencontrées par l'historien René Pélissier dans sa quête de documents pour son étude de la population juive de Bagdad. « Aujourd'hui encore, on détruit sans arrêt, explique-t-il. On n'apprend pas aux fonction-

naires qu'il existe une loi sur les archives. Il y a quelques années, seulement deux registres de main courante sur quatre-vingt ont été sauvegardés dans les commissariats. Or il s'agit de la vie de Paris heure ! »

Le cas du fichier juif retrouvé par Me Serge Klarsfeld diffère largement, il est vrai, de ces derniers exemples. Bien conservé et utilisé comme base de données pour vérifier la validité des dossiers de pensions présentés par les anciens juifs déportés, il est la preuve par l'absurde que ces documents sont « hyper-protégés », selon l'expression de Jean-Pierre Azéma.

Silence et utilisation condamnées par les historiens. « En agissant ainsi, le ministère assumait une classification des citoyens réalisée par un régime non démocratique, déclare Marc Ferro. On a retourné ce fichier contre ses victimes parce qu'on ne leur faisait pas confiance, préférant se référer au travail de leurs bourreaux. En l'apprenant, j'ai eu de la cendre dans la bouche. »

LAURENT GRELSAMER

Un communiqué de l'INSEE

L'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) précise, après la parution d'un article intitulé « L'INSEE utilisait jusqu'en 1987 un répertoire national d'identification intégrant la mention de juif indigène » dans le Monde du 15 novembre :

« Il Le fichier dont il s'agit était celui des personnes nées à l'étranger. Ce fichier a été présenté par l'Insee à une mission de la CNIL [Commission nationale de l'informatique et des libertés], dès 1980.

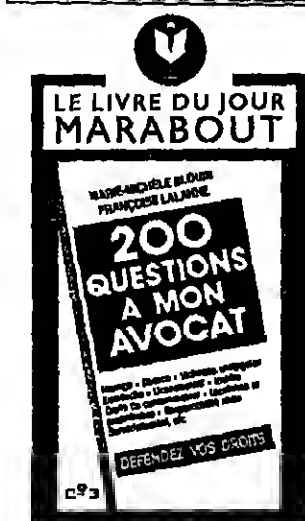
2/ A la suite de cette mission, l'INSEE a retiré du fichier — qui comportait seize millions de fiches — les codes 5 et 6 indiquant une origine raciale. Seuls ont subsisté les codes 7 et 8 qui indiquaient que les personnes étaient étrangères et nées à l'étranger, sans plus de précision. M. Fauget, lors de sa visite en 1987, a pu le constater (cf. délibération de la CNIL 8753 du 26 mai 1987).

3/ Conformément à la délibération précitée de la CNIL, le fichier a été remis aux Archives de France ».

Dans son huitième rapport d'activité, la CNIL indique bien comme faisant partie des « problèmes » rencontrés par sa mission de 1987 l'existence « des mentions 5, 6 (sujets français qui sont juifs, indigènes soit d'Algérie, soit d'autres colonies) 7, 8 (étrangers) quelle que soit la race, originaires de pays étrangers, de pays sous protectorat ou mandat, y compris les juifs figurant dans le répertoire annuel des personnes admis l'étranger et dans les territoires d'outre-mer ». — L. G.]

EN BREF

Le Prix Balzan 1991 pour l'humanité, la paix et la fraternité entre les peuples, d'un montant de 700 000 francs suisses (2,6 millions de francs), a été décerné à l'abbé Pierre et devait lui être remis, vendredi 15 novembre à Berne, par le président de la confédération helvétique, M. Flavio Cotti. Ce prix récompense le fondateur de la communauté Emmaüs qui, dans 236 associations à travers le monde, accueille marginaux et sans-abri.



IMMIGRATION L'EPREUVE DES FAITS

Les immigrés sont-ils vraiment plus nombreux, plus différents, plus clandestins qu'auparavant ? Le Haut Conseil à l'intégration vient de publier son rapport : des chiffres et des faits pour mesurer une réalité mouvante qui met la société française à l'épreuve. « TC » présente les pièces du dossier.

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Chez les marchands de journaux ou à « TC », 49, Fbg Poissonnière 75009 Paris. Tel. 42.46.37.50. PRIX : 17 F.

كل من اكل من اكل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant les assises de l'Isère

Le bal tragique de Charvieu-Chavagneux

Le meurtre de Roger Gauthier, vingt-sept ans, commis, le 1^{er} novembre 1987 à Charvieu-Chavagneux (Isère) et évoqué, depuis jeudi 14 novembre, devant la cour d'assises de Grenoble, pourrait rester un fait divers banal. Mais la mort de ce garde municipal au cours d'une rixe est intervenue dans un climat de conflit entre communautés qui empoisonne depuis plusieurs années cette petite ville à forte population étrangère.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

D'abord, l'accusé, Hamidji Kebli, un Algérien de soixante-deux ans, immigré de la « première génération » — en 1949, à vingt ans et sans bagage —, père de dix enfants, ouvrier modeste, humble, effacé, seulement fier de « n'avoir jamais rien fait de personnel », affiche, malgré une agaçante persistance dans l'omission ou l'esquive, toutes les apparences du « faux coupable ». La partie civile ira, elle-même, jusqu'à lui assigner le rôle d'« oiseau », au nom du fils, El Houari, trente et un ans, « envolé » vers l'Algérie depuis le matin du drame. Devant la police algérienne, celui-ci a reconnu être l'auteur des coups mortels, en présentant une version des faits proche de la légitime défense. Après avoir condamné, en un bref prologue, le fils fugitif à la réduction perpétuelle par contumace, la cour s'est retournée vers le père, inculpé d'un « homicide » auquel, selon la plupart des témoignages, il aurait simplement assisté « de près ».

La victime, ensuite. Un ancien plombier, père de deux jeunes enfants, reconvenu en garde municipale. Le soir du bal de la Toussaint, organisé par le Moto-club, dont son beau-frère est le président, Roger Gauthier n'était pas en service. Mais, comme le dira un de ses collègues, il se « sentait filer tout le temps ». C'est en tout cas dans l'idée de « vider l'abcès » d'une bagarre engagée plus tôt — « pour en finir avec ce melon », affirmera avoir entendu le meurtrier en fuite —, que Roger Gauthier est revenu faire, autour du gymnase Alain-Mimoun, un dernier tour de bal, fatal.

Vers minuit, Kebli fils, qui avait précédemment siroté pas mal de

□ Le maire de Beaucourt dispensé de peine. La chambre correctionnelle de la cour d'appel de Grenoble a confirmé, mercredi 13 novembre, la dispense de peine accordée par les premiers juges au maire de Beaucourt (Gard) dans le cadre de la prévention dont il avait fait l'objet pour discrimination raciale. En 1989, M. Jean-Marie André (div. d.) avait refusé à plusieurs familles immigrées l'inscription de leurs enfants dans les écoles de la commune ainsi que l'utilisation des cantines et des transports scolaires. La cour a estimé que « le dommage causé est réparé, les mineurs concernés ayant été scolarisés. Le trouble résultant de l'infraction a cessé et, dès lors, une dispense de peine est possible. » — (Corresp.)

« momies » — ces petits « apéritifs antis » des sobres procès-verbaux, — avait gîté une jeune femme qui lui refusait une danse. En retour, le mari, un moustachu plutôt costaud, lui avait porté « deux coups de boule ». Une rude expulsion par quelques gros bras. Une dent cassée. De la rancune. Et puis, une bonne heure plus tard, le retour, des palabres piteux à propos d'une indemnisation par les assurances, le ton qui monte, un président qui prend une crise de nerfs, un policier municipal qui s'écroule. Trois silhouettes dans la nuit. Une bousculade. Deux coups de couteau.

La ville

de toutes les tensions

Le climat, enfin et surtout. Dans la fièvre du bal, certains avaient entendu fuser des injures racistes, d'autres non. L'imprégnation alcoolique était, elle, bien partagée. Mais, quitte à brouiller les schémas manichéens, la nuit du drame, ce sont les Kebli qui étaient escortés de l'indivisible berger allemand. Dans les jours, les mois, les années qui suivirent, les choses reprirent un cours plus « habituel ».

Tandis qu'un « Comité des amis de Roger Gauthier » diffusait un texte vengeur — « La France a perdu un de ses enfants assassiné lâchement le 1^{er} novembre... » — et que le Front national préparait une manifestation contre « tous les assassins de policiers », une pétition réclamant « l'expulsion des délinquants étrangers des lieux de leur délit » (sic) et « l'organisation d'un référendum sur la peine de mort » recueillait 2 000 signatures. M. Gérard Desmarteau, maire (RPR) de Charvieu-Chavagneux depuis 1983, qui en avait favorisé la diffusion, mettait les drapeaux de sa mairie en berne. Ce n'était que le début d'une longue croisade, ponctuée d'incidents divers, dont le plus fameux reste sans doute la destruction « accidentelle », le 16 août 1989, du centre de prière de la communauté musulmane, qui représentait 11 % de la population locale (le Monde daté 18-19 août 1989).

Depuis, dans cette commune de 8 200 âmes, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Lyon, les tensions sont rarement retombées. Elu conseiller général en 1988, avec le soutien objectif du Front national, M. Desmarteau joue sur la forte concentration de population d'origine étrangère — jusqu'à 30 % — pour développer son discours basé notamment sur la « préférence nationale ». Le 1^{er} octobre dernier, au terme d'un ultimatum, le maire a coupé l'alimentation en eau du centre islamique provisoire de Charvieu, mis à disposition par M. Alain Carignon, président (ex cogé du RPR) du conseil général de l'Isère. Dans les jours suivants, des cocktails Molotov étaient lancés contre la mairie, puis contre ce même centre. Ainsi, un contentieux chasse l'autre, les procédures s'enchaînent, les débats tournent au combat.

De la « récupération » d'une rixe mortelle et des conséquences sociopolitiques qui s'ensuivent, il ne fut pas question un instant au cours des débats de l'audience de jeudi — à laquelle M. Desmarteau vint, assez brièvement, assister. La cour ramenait ainsi l'affaire Kebli à un fait divers, lamentable et tragique. Réquisitoire, plaidoirie et verdict étaient attendus vendredi 15 novembre.

ROBERT BELLERET

Deuxième ville de Grande-Bretagne, Birmingham est l'une des plus touchées par la crise. La moitié de sa population vit dans la pauvreté, sur fond de chômage endémique et de forte concentration des minorités ethniques. Comme Barcelone (le Monde du 15 novembre), cette grande cité industrielle tente de lutter contre la délinquance. Elle développe une stratégie de « sécurité collective » pour éviter la prison aux jeunes et encourager les solidarités de quartier.

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

Les enfants de Birmingham volent des voitures comme leurs pères les ont fabriquées. Avec autant d'amour de la mécanique que de professionnalisme. Plus de mille véhicules sont « empruntés » chaque mois dans la capitale d'une industrie automobile qui a licencié à tour de bras. « Tu vois une belle voiture, tu ne peux pas te la payer, tu la volas », dit Martin, vingt ans, sans emploi, sans espoir d'en trouver. Premier clic, adieu, du voleur, chômeur de père en fils.

Le second cliché est sportif : le « joy-riding » consiste à conduire la voiture volée, à l'embouteiller, sur le parcours officiel du Grand Prix de Birmingham. Cette course renommée de formule 3000 se déroule tous les ans au mois d'août sur un circuit empruntant les voies rapides du centre-ville. En 1991, le principal sponsor a fait faux bond, et le Grand Prix n'a pas eu lieu. Mais les petits voleurs, âgés de douze à vingt-cinq ans, font toujours grincer les pneus dans la cité. Ils pilotent des bolides fabriqués en série, de préférence les modèles sport ou à injection. Leur idole est toute trouvée : Nigel Mansell, un gars de Birmingham, un Brumie.

Arrêté par les policiers dans une auto à la serrure défoncée, Martin se passionne à présent pour le stock-car. Il était récidiviste et risquait la prison. Le juge lui a imposé une peine de substitution. De réparation, plutôt, car Martin fait beaucoup de mécanique pendant ses dix semaines au comité de probation.

Vitesse et irresse

En bleu de travail, le visage aussi noir qu'un soldat sautant sur les Malouines, il s'occupe d'une vieille Toyota. Abandonnée au coin d'une rue, récupérée par la police, vendue (cinquante francs au comité), l'épave stationne dans un garage installé sur une ancienne décharge municipale.

Martin bricole son engin en louchant sur le circuit de stock-cars voisins. S'il est sage, s'il a bien suivi les cours d'insertion, s'il a visionné les vidéos sur de sanglants accidents de la route, il participera à une vraie course. Six cents jeunes ont, depuis 1985, joué le jeu du circuit automobile de probation. « 40 % ont recidivé et ont été incarcérés pour de nouveaux vols de voitures. Note le responsable du comité. Leur taux de récidive est deux fois moins fort que celui des types directement envoyés en prison. »

Le « joy-riding » n'est pas le seul loisir en vogue à Birmingham. On tue aussi la déprime en buvant des pintes, l'enlaid et fumant des joints (voir encadré). Pour offrir d'autres grâces que la vitesse et l'ivresse, la municipalité a ouvert un grand parc d'aventures avec plans d'eau et hélicoptères avec des portes de fortune. Sans bourse délier, les adolescents y pratiquent l'escalade de ponts, la voile ou le canoë. De quoi oublier la crise et la grisaille d'un urbanisme dans lequel un étudiant en architecture trouverait une collection de toutes les hérésies de l'après-guerre. Changer la ville est ici une entreprise titanessque. La municipalité travaille à calculer qu'un rythme actuel, il lui faudrait deux cent vingt ans pour réhabiliter le parc immobilier de la ville.

Avec 421 tours HLM, Birmingham possède la plus grande concentration de logements sociaux de Grande-Bretagne. Comme dans une publicité, on distingue sans mal les immeubles avant et après la rénovation. Dans les premiers, beaucoup plus nombreux, les occupants ont blâmé avec des portes de fortune leurs portes d'appartement, stigmatisées par des tentatives d'effraction. « Nous avons deux ou trois cambriolages chaque semaine », observe le gardien de la « Princethorpe Tower », vingt étages. L'homme ne passe que quelques heures par jour sur les lieux et son prédécesseur a été tué d'un coup de couteau, deux mois plus tôt, lors d'une rixe dans un pub du quartier (1). Par peur des agressions, les médecins hésitent à venir. Jetés par les fenêtres, détruits et matelés ont attent sur un gazon où se promènent

Délinquances urbaines

II. — Les concierges de Birmingham

deux énormes chiens pit-bulls et leur propriétaire.

Derrière la grande mosquée de Birmingham, à cinq cents mètres de là, une tour construite sur le même modèle illustre l'après. Façade ravagée, doubles-vitrages posés, murs repeints, la municipalité a mis en œuvre son programme Concierge : vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, des équipes de concierges se relaient pour garantir la sécurité des habitants et assurer les menus travaux.

« Approche villageoise »

Un système de caméras leur permet de surveiller en permanence les abords immédiats, les portes d'entrée, le hall, l'intérieur des ascenseurs. « Nous n'avons plus qu'un cambriolage par mois, dit un concierge. Mais nous pensons qu'il est commis par des gens habitant à l'intérieur de la tour. »

Locataire de l'immeuble depuis un quart de siècle, M^{me} Baker, femme de ménage à la retraite, se sent en sécurité. « Depuis que j'ai été agressée en allant faire mon Bingo, il y a deux ans, je ne sors plus de l'immeu-

ble quand la nuit est tombée », dit-elle en montrant une déchirure soigneusement recousue sur la gubardine qu'elle porte aujourd'hui comme alors. Elle organise désormais des soirées Bingo au rez-de-chaussée de la tour. « Les graffiti ont disparu et les sage-femmes ne refusent plus de venir dans l'immeuble », se réjouit M^{me} Baker, qui paie sans regretter, chaque semaine, les 30 francs supplémentaires du programme Concierge. Les loyers n'ont pas augmenté avec la rénovation des lieux. Mais la municipalité estime qu'il lui faudrait cent mille millions de francs pour réhabiliter l'ensemble des tours.

A Sheldon, quartier pauvre version victorienne, cela n'allait plus de tout. Passé encore que des lèges salissent les briques rouges des maisons. Mais les habitants n'ont pas supporté de voir les caniveaux jonchés de rebordages de briques à gaz, un gaz inhalé par des gosses ; ils ont trop vu de mouffets « saiffeurs » de colle, repérables aux rougeurs et aux petits boutons laissés autour de leur bouche par le sac en plastique. Le programme national du « neighbourhood watch », qui consiste en la surveillance du quartier par ses voisins,

leur paraissait trop passif. Avec l'aide de la mairie, qui vent multiplié cette sorte d'initiatives, les gens de Sheldon ont décidé de promouvoir « une approche villageoise ».

Une « banque communautaire » a vu le jour dans les murs du centre social de Sheldon. Avec l'aide des pouvoirs publics, cette « credit union » prête de l'argent aux déposants à un taux très avantageux (12 %). Des centaines d'habitants y trouvent leur compte : les banques ont un taux d'intérêt de 22 % et elles ne prêtent pas aux familles en difficulté, qui se retournent d'ordinaire vers des « requins de l'usure » pratiquant des taux supérieurs à 60 %. L'« approche villageoise » a, par ailleurs, permis d'organiser des matchs de foot arbitrés par des policiers ou des soirées dansantes sponsorisées par les commerçants du coin.

De quoi mettre un peu de soleil dans l'eau froide d'une ville d'un million d'habitants (trois millions avec sa banlieue) qui concentre tous les problèmes urbains. La moitié de sa population vit dans la misère : 37 % des habitants sont au-dessous du seuil de pauvreté (personnes recevant une aide au revenu ou une allocation-logement), et 13 % dans ses marges. Non seulement le chômage est au-dessus de la moyenne nationale (11 % au lieu de 8 %), mais la moitié de ceux qui travaillent ont des salaires inférieurs aux normes du Conseil de l'Europe. L'exclusion touche en priorité les minorités ethniques, des Afro-Caribéens et des Asiatiques du Sud-Est, qui forment plus de 20 % de la population.

On comprend que la délinquance y soit essentiellement dirigée contre les biens, vols de voitures et cambriolages. Les statistiques progressent toutefois moins fortement à Birmingham que dans le reste du pays (+12 % en 1990, contre +17 %). Comptant seulement deux mille bobbiés, et ne cessant de réclamer des renforts policiers au pouvoir central, Birmingham paraît condamnée à inventer des formes originales de prévention de la délinquance.

Les émeutes ethniques de 1981 et 1983 avaient transformé en champs de bataille des rues entières de la cité. Il y a deux mois, le scénario s'est répété, dans un quartier à population « européenne » de Newcastle comme à Handsworth, un quartier à dominante « ethniques » de Birmingham (le Monde du 5 septembre). Quelques minutes d'une panne de courant provoquée par un incendie auront suffi pour que des centaines de jeunes Afro-Caribéens d'Handsworth se livrent au pillage de magasins.

ERICH INCYAN

Prochain article :

III. — Montréal, l'île des citoyens-résistants

Pintes de bière et doses de crack

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

Dans ce supermarché de Highgate, un quartier difficile du centre-ville, le patron en avait assez d'être détesté de sa clientèle et de ses bottes. Il vend désormais les canettes de bière comme on échange des billets de banque, derrière une paroi blindée. « L'alcoolisme fait chez nos jeunes beaucoup plus de dégâts que la drogue », commente M. Colin Neeson, chargé de la prévention à Birmingham. Les trois quarts des délinquants ont des problèmes d'alcool, et une infraction sur trois est commise sous l'emprise de la boisson.

Un programme spécial a été créé pour apprendre aux jeunes à contrôler leur consommation de pintes. Sur un « carnet de bord », ils doivent noter le nombre de verres bus, en semaine comme le week-end, seul ou en compagnie. Sans oublier l'addiction : « 25 % documentent que leur budget boisson dépasse 1 000 francs par mois, ajoute M. Neeson, la plupart sont dégrisés. » La municipalité envisage aussi d'interdire la consommation sur la voie publique, une mesure récemment adoptée par la ville voisine de Coventry. Et elle négocie avec les brasseries,

propriétaires de la plupart des pubs, pour modifier une stratégie commerciale qui a attiré les teenagers en multipliant les soirées « disco ».

Dans les pubs comme dans les débits élandestins, ouverts après l'heure légale, on trouve aussi des vendeurs de hashish, de ganja (herbe jamaïque) et d'amphétamines. La nuit venue, au coin de certaines rues, on peut aisément acheter du crack, 200 francs la dose, à des groupes de petits trafiquants.

Quand la simple évocation du crack fait frémir les meins de toutes les villes du monde, affolés par les ravages et les bains de sang qu'il a provoqués en Amérique du Nord, cette drogue passe quasiment inaperçue à Birmingham. Les responsables policiers affirment contrôler la situation, sans manifester plus d'inquiétude. « J'ai vu le film Boyz n the Hood sur les trafiquants et la guerre des gangs aux Etats-Unis, dit M^{me} Linda Weston, détective en poste dans les quartiers chauds de Birmingham. C'est fou ! Moi, je connais des prostituées qui prennent du crack depuis six ans, mais je continue à me promener sans arme dans les rues et à discuter avec les dealers. »

E. IN.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 16 novembre : Drouot-Montaigne 14 h 30, numismatique.

Dimanche 17 novembre : Drouot-Richelieu 14 heures tableaux modernes, bijoux, art de l'islam, archéologie, art contemporain, BD, fourrures, tapis d'Orient et dessins de Lap. Espace Champperret 14 heures Numismatique.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 16 novembre : Eraghien, 14 h 30, peinture russe ; Le Raincy

14 heures, argenterie bijoux ; Nanterre 14 heures mobilier, bibelots ; Neuilly 14 h 30.

Dimanche 17 novembre : Argenteuil 14 h 30 livres ; Asnières 14 h 30, meubles, objets d'art ; Châtigny, 14 h 30, mobilier, argenterie ; Chartres, 14 h, armes, marines ; Chatou 14 h, mobilier ; Châtouillers, 14 h 15, archéologie ; Eraghien, 14 h 30, vins, alcools ; L'Isle-Adam, 14 heures, bibi, La Verrière Saint-Hilaire, 14 h 30, mobilier, tableaux ; Provins, 14 heures orfèvrerie, bijoux ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures mobilier, tableaux ; Sceaux, 14 h 30, tapis d'Orient ; Sens, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Vermon 14 h 30, tapis d'Orient ; Versailles Palais des Congrès 14 h 15, mobilier, objets d'art ; Versailles Chevreu-Légers 10 heures et 14 h 15, livres.

PLUS LOIN

Samedi 16 novembre : Amboise 14 heures livres ; Dijon, 10 heures, armes, 14 heures bijoux ; Lille 14 h 15 livres ; Lyon (Marcel Rivière) 14 heures, Extrême-Orient ; Lyon (Sidoline Apollinaire) 14 h 15, auto miniature ; Marseille (Prado) 10 heures et 14 h 30, vins ; Marseille (Jean Martin) 21 heures, bijoux ; Montpellier 14 heures tableaux modernes ; Nice 14 heures mobilier, objets d'art ; Pau 14 h 30, mobilier, tableaux ; Rodez 14 heures, mobilier, bibelots ; Saint-Etienne 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Saint-Mihiel 14 heures faïences ; Troyes 14 heures livres.

Dimanche 17 novembre : Amboise 14 heures, vins ; Avignon, 14 h 30, mobilier Haute-Epoque ; Bourg-en-Bresse 14 h 30, mobilier,

objets d'art ; Chalons-sur-Saône 10 heures, argenterie, bijoux, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Charleville-Mézières 14 heures, verrerie, objets d'art ; Clermont-Ferrand, 14 h 30, arts de la vie ; Donai 14 h 30, arts africains ; Douai 14 heures bijoux ; Dunkerque 15 heures bijoux ; Fécamp 14 h 15, mobilier, argenterie ; Gennevilliers 15 heures tableaux ; La Ciotat 10 heures mobilier, objets d'art, 14 h 30 tableaux ; La Ferté Saint-Ambroise 10 h 30, dessins, aquarelles, 14 h 30 tableaux, mobilier ; Le Havre, 14 h 30 tableaux modernes, Le Mans 14 heures archéologie ; Liste-en-Rigault 14 heures mobilier, objets d'art ; Louviers 14 h 30, tableaux, sculptures ; Mantes-la-Jolie 14 h 30 livres ; Marseille (Jean Martin) 14 h 30 meubles ; Mayenne 14 heures, livres, cartes postales ; Neuville-de-Poitou 14 h 30 livres, gravures ; Nice, 14 h 30 tableaux modernes ; Nismes 14 h 30 mobilier, objets d'art ; Noyon 14 h 30, mobilier, tableaux ; Orléans 10 et 14 heures mobilier, objets d'art ; Pont-Audemer 14 h 30 livres ; Pontivy 14 heures mobilier, objets d'art ; Reims 15 heures mobilier, objets d'art ; Saint-Nazaire 14 h 30 mobilier, tableaux.

FOIRES ET SALONS

Paris Quai Branly, Paris Jardins du Ranelagh, Reims, Limoges, Strasbourg, Saint-Ouen l'Aumône et Paris Porte-Champperret. Salons numismatiques. Paris Bourse du Commerce, samedi seulement, salon concurrent numismatique

PARIS TOUR EIFFEL

SALON DES ANTIQUAIRES

7 au 17 NOVEMBRE 1991

11 H. - 20 H.

PRÉSENCE D'UN EXPERT

QUAI BRANLY / ANGLE PONT DIENA

BOULEVARD DE LA TOUR EIFFEL - 75007 PARIS

PROXIMITÉ : MUSEUM D'ART ET D'HISTOIRE, MUSEUM D'ART ET D'HISTOIRE, MUSEUM D'ART ET D'HISTOIRE

2^e SALON INTERNATIONAL DE LA NUMISMATIQUE ET DE LA SCRIPTHILIE

NUMISMATIQUES

ESPACE CHAMPERRET

PARIS 17^e

15, 16 et 17 NOVEMBRE 1991

De 10 h à 19 h tous les jours

Métro Porte de Champerret - Parking

Depuis les métros : 25, quai de la Seine, C.L. 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

(Publicité)

**On a raison d'écouter les sondages
surtout quand ils parlent d'amour.**



Radio France
1^{er} réseau de France
avec plus de 10 millions d'auditeurs*
amoureux de leur radio.

Pour être 1^{er} réseau de France,
c'est simple il suffit d'offrir des programmes pour tout le monde, à tous moments.

D'abord France Inter pour la France entière,
puis des radios locales pour les pays,
mais aussi France Info si l'on préfère l'info en continu
ou Fip pour vivre en musique.

France Culture pour les passions intellectuelles,
France Musique pour que vive la musique
et Radio Bleue parce qu'on aime à tout âge.

Ensuite c'est encore plus simple,
il suffit que chacun trouve une bonne raison de vous aimer.

* Médiamétrie "75000" septembre/octobre 91

هكذا هي الدنيا

CULTURE

THÉÂTRE

L'Algérie pour foyer

Marcel Maréchal monte à la Crique « les Paravents »
une pièce écrite « contre moi-même », disait Jean Genet

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« Mo, dernière pièce, les Paravents, ne fut qu'une longue méditation sur la guerre d'Algérie », déclare Jean Genet en 1970. Il dit la vérité. C'est que la vérité l'arrange : il prend la parole pendant un débat organisé par les Black Panthers, aux États-Unis. L'engagement prime.

« Le texte des Paravents ne fut aucune allusion à la guerre d'Algérie », déclare Jean Genet en 1983. Il dit un mensonge. Il accorde un entretien à la radio autrichienne. Dans tous ses entretiens, il nie. S'il ne racontait pas des crâques aux interviewers, qui l'agacent, il périrait d'ennui.

L'un de ses meilleurs mensonges : en 1975, il reçoit un reporter du journal allemand *Die Zeit*, Hubert Fichte. Lequel n'a jamais compris qu'un ami de l'Assistance publique ait su écrire, tout jeune encore, en prison, en 1942, un livre d'une écriture aussi savante, « cultivée », que *Notre-Dame-des-Fleurs*. Il demande à Genet quelles avaient été ses lectures, jusque-là. Et Genet de répondre : « Des romans populaires... Des romans de Paul Féval... Des livres qu'on trouve en prison... Je ne sais plus... » Or, cinq ans avant d'écrire *Notre-Dame-des-Fleurs*, Genet, en 1937, attablé au bar de la Caspary, à Montparnasse, écrit à Louise Bloch, une amie rencontrée en décembre 1936 à Fresco, et il lui envoie des citations de Malraux, Rimbaud, Lautréamont...



Ce qui frappe avant toute chose, dans les *Paravents*, des les premières répliques du personnage de la mère, ce n'est pas le propos algérien, c'est que Jean Genet a coupé les ponts avec la préciosité, le fleil, le littéraire du dialogue de ses *Paravents*, dans la pièce, des *Paravents* il fait entendre cette folie une parole immédiate, qui a plus de poésie parce qu'elle a plus de vérité. Genet, en Afrique du Nord, est chez lui. Chez les êtres qu'il aime, dont il connaît fort bien et aime les habitudes, les façons de vivre, de penser, de s'exprimer.

Il n'est pas étonnant que Genet se soit fait connaître en Afrique du Nord, dans un terrain vague entre une prison et un grand hôtel. Il s'est toujours senti un franc-tireur avec ceux qu'il appelle, pour simplifier, les « Arabes ». « Quand j'avais dix-huit ans, j'étais en Syrie. J'étais amoureux d'un petit coiffeur de Damas. » Il dit vrai. En revanche, il doit forcer pas mal (entraine à *Playboy*) lorsqu'il avoue : « Je n'ai pas fait l'amour avec des Algériens. Je n'ai pas pu être en France. J'étais sous doute de toute façon... »

Le baroud des militaires

Les événements de la guerre d'Algérie sont assujettis, dans les *Paravents*, à une telle stylisation, une telle transposition qu'il faut aujourd'hui, vingt-cinq ans après l'événement du FLN. Mais non, je l'avais été sous doute de toute façon.

Légion. Le soir de la première, le lundi 4 novembre, des militaires sont tout de même venus à la Crique; ils se sont placés dans l'accès principal et dans le hall, protestant avec des paroles énergiques, mais sans violence, cherchant plutôt la provocation. Un baroud pour la forme plus qu'une agression. Le public, qui a des liens affectifs avec ce théâtre, occupait calmement les lieux en passant par d'autres entrées, et, parmi les intervenants, Jean Marais, qui venait voir la pièce ce soir-là, passait un savon aux intempératifs, de sa grande voix de patriarche. A présent, les représentations des *Paravents* se passent dans le calme. Marseille est une cité responsable.

La mise en scène de Marcel Maréchal maîtrise avec beaucoup de présence d'esprit les assez nombreuses complications qui étaient venues à l'esprit de Genet - car il continuait de voir dans l'art du théâtre une pratique à part, un cérémonial aux multiples signes particuliers. L'essentiel, c'est-à-dire le témoignage chaleureux, fidèle, de Genet, son « salut » à la vie et au langage des Algériens, avec, en gag d'accompagnement, une charge bouffonne des « décideurs » blancs, tout cela est clairement mis en forme par Maréchal.

Lieu de l'action : Genet voyait un terrain vague entouré d'une palissade. Maréchal préfère un fragment de gradins d'un stade sportif. Au Veld'Hiv, en Argentine, ailleurs, les stades ont joué un rôle tragique dans l'Histoire. C'est ce que s'est dit sans doute Maréchal. Mais les Maréchaux sont sérieux ou une pensée pour l'O.M. Passons. Costumes : Genet voyait des teintes violentes, crues, qui déréalisent l'action. Maréchal

choisit des nuances éteintes. Ce sont les libertés du metteur en scène. Elles vont de soi.

L'essentiel était, pour ces *Paravents*, l'orientation des acteurs, et ils jouent juste, fin, sensible, tel (Fabienne Perineau, Bernard Nissile, Michelle Marquis, Luce Melite, Coco Felguyrolles, Moussa Maaskri, Richard Guedj, Giselle Toulre, Dora Doll, Jean-Paul Bordes, Christian Brendel, Pierre Tabard, Michel Demiautte, Mathias Marchal, Nicolas Lartigue, à la tête d'une très nombreuse distribution). Seule objection : les acteurs crient trop souvent, et trop fort. Les cris usent les nerfs, et ôtent substance et vie aux paroles.

« Ils crieront presque »

Genet, dans ses notes sur la pièce, évoque des « voix très fragiles », des « voix étouffées », tel acteur « appelle doucement », tel autre parle « comme s'il récitait *Mallarmé* », et les acteurs sont « absents à la salle, comme on dit absent au monde ». Une seule fois, au tableau 10, Genet dit : « Ils crieront presque » - mais tout est dans le « presque ».

« Ce sera très difficile à réaliser, parce que les acteurs ne savent rien jouer », déclarait Genet dans un de ses moments de charisme. La superbe et très subtile mise en scène de Maréchal prouve le contraire. Et peut-être Jean Genet était-il, étrangement, plus sincère lorsqu'il ajoutait : « Il se pourrait que je sois les Blancs, le Patron, la France, dans les Paravents. Il se pourrait que j'aie écrit cette pièce contre moi-même. »

MICHEL COURNOT

Les mots et les coups

Premier volet de la saison claudélienne
de Claude Stratz à Genève

L'OTAGE à Genève

Les hommes de théâtre qui cherchent dans les textes des prétextes à images n'ont rien à faire chez Claudel, particulièrement dans la première pièce de la Trilogie. *L'Otage* n'est que combats de paroles : la mise en scène est réussie dès lors qu'on les entend. Les qualités plastiques du spectacle ne peuvent être appréciées que de surcroît.

Claude Stratz, qui présente cette pièce à la Comédie de Genève avant de monter dans la foulée la suite du cycle, *Le Pain dur*, a compris cette nécessité. Il n'a rien fait pour détourner l'attention des dialogues, duels à mort où s'affrontent l'ordre féodal et l'idéologie bourgeoise, le droit naturel et le contrat politique, la volonté de Dieu et le désir des hommes.

Esthétiquement, il s'en tient au « réalisme » préconisé par l'auteur, même si le glissement de hautes bibliothèques, au premier acte, découpe le temps et l'espace de manière saisissante. L'important est dans les mots par lesquels les personnages, au prix du sang et des larmes, font basculer l'Histoire. Des mots dont Claude Stratz éclaire les objectifs politiques aussi bien que les arrière-pensées psychiques. Car les personnages de Claudel, ici comme ailleurs, ne sont pas seulement les agents d'un destin collectif qui fait succéder la Restauration à l'Empire. Ils sont eux-mêmes mus par le souvenir des drames individuellement vécus.

Sygne de Coiffontaine, qui a vu, à douze ans, ses parents guillotiner, est déchiré entre l'obsession de reconstruire l'unité familiale et ses pulsions masochistes. Georges, son cousin, éblouissant par le

même sang à l'âge d'homme, cherche refuge dans la terre, le fief et le boue, son seul légitime héritage. Le curé Badillon, petit paysan jadis élu serviteur de Dieu par la dame du château, la paie symboliquement en livrant à ce Dieu la fille de sa bienfaitrice. Toussaint Turelure, enfin, mal aimé par sa mère, servante des aristocrates, rachète cette frustration en achetant la noblesse, quitte à renoncer à ses idéaux révolutionnaires. Tous ont raison sur le plan psychanalytique, même si moralement, selon Claudel, ils ont tous tort. Selon lui, le seul juste est le pape Pie, l'otage, pierre inébranlable par les chocs d'empire, et qui assure sa permanence en laissant l'Histoire se faire sans prendre parti.

Tout l'art de la mise en scène, dans cet *Otage*, consiste à montrer la « sainteté » passive de celui-ci et l'active humanité de ceux-là, à rendre perceptibles les émotions qui modulent les exercices de manipulation verbale. Un détail, parfois, suffit pour donner au texte sa résonance dramatique : une intonation de Laurent Sandoz (Turelure) fait comprendre combien il se sent méprisé de Sygne; une posture de Maxime Leroux (Georges de Coiffontaine) révèle son désarroi de chevalier perdu; quelques treillisements de Mireille Perrier, remarquable Sygne, trahissent les ravages du viol auquel elle a en partie consenti. *L'Otage* n'est qu'une suite de combats de paroles, mais Claude Stratz a su inscrire les coups dans le visage et le corps des combattants.

BERNADETTE BOST

► Comédie de Genève. Du mardi au samedi à 20 heures, jusqu'au 23 novembre. Tél. : (011-41-22) 20-50-01.

Le chant des corps meurtris

LES GUERRIERS ou Théâtre ouvert

Les guerriers sont trois, surgis de la nuit sur un plancher en étoile entouré par les spectateurs : un soldat de toutes les guerres - Aladin Reibel - en habit de piquetier, égaré par les souvenirs qui naissent pas quitter sa tête, ni son corps meurtri. Il a perdu ses repères, il tourne à l'intérieur de lui-même, voix sourde, verbe écorché. Un autre le rejoint - Maximilien Régien - apparemment moins atteint, que le malheur et le danger ont sacré dans une sorte de éyisme bon enfant. Il se retrouve, s'éveille, il se sent tant vécu les mêmes peurs.

Mais il y a la femme, Jany Gastaldi, qui va évoquer le troisième guerrier, le costaud, le meur sans état d'âme, la Terminator bon gars. Elle va les jeter les uns contre les autres jusqu'à ce qu'ils se messent. Elle cherche un amour éternel, et l'éternité ne se trouve que dans la mort.

Elle est arrivée au milieu d'un champ de blé sorti tout droit du sol. Elle eussent eubi la guerre, sa famille a été massacrée - « Je ne l'ai pas pleurée j'avais trop mal à la hanche chaque soir j'ai pleuré plus tard quand la cicatrice était cicatrisée... » - Philippe Minyans écrit sans ponctuation des monologues, Ropées de mots

qui se bousculent, martèlent des phrases donnant la parole au corps, à ses organes, ses humeurs, ses sueurs... Le corps comme de la viande qui souffre, se rétracte, s'en va de partout, réclame chaleur et tendresse.

Philippe Minyans ne pratiquait la litote ni la métaphore. Ses mots sont crus, secoués de colère et de détresse. Il écrit comme on se venge du malheur. Son texte porte un lyrisme viscéral qui fait vibrer les acteurs. Notamment Aladin Reibel, vulnérable, avec une sorte de halo poétique, et Christophe Huysman, qui a trouvé la juste distance avec l'horreur, alors que Maximilien Régien n'a pas réussi à se situer par rapport à son personnage, d'où, par moments, des basses de tension.

Mais on n'a jamais vu ainsi Jany Gastaldi, clochante, pute et pétroleuse à la fois, trépassante, inquiétante, féline, rigolote et pathétique, clownesque tragique entre Piaf et Judy Garland. Philippe Minyans raconte qu'elle lui a demandé « une pièce avec du sang, du sexe, de la violence ». Il a écrit - peut-être l'un de ses meilleurs textes, - et elle assume magnifiquement.

C. G.

► Jardin d'hiver, cité Verson, 94, bd de Clichy. Du mardi au samedi à 21h. jusqu'au 30 novembre. Tél. : 42-62-59-49.

COMMUNE
des siècles de paix

tournois pour acteurs
bestiaux et musiciens
du 20 au 24 octobre, 15 de nuit
Aubervilliers 48 34 67 67

18 H 75 F

VEN. 22 NOV. 18H
MARIE ATGER
soprano
QUATUOR ANTON
BÉATRICE BÉSTEL
clavier
ANDRÉ VIERU
piano
HAENDEL - SCHÜBMAN
CHOSIAKOVITCH

SAM. 23 NOV. 18H
CAPRICCIO STRAVAGANTE
SKIP SEMPÉ
direction et clavier
Guillemette Laurens
mezzo-soprano
MONTEVERDI - FARINA

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4

Une autobiographie tragique

Pasolini nous permet de découvrir un jeune metteur en scène
et un jeune acteur prometteurs

BÊTE DE STYLE

du TGF de Saint-Denis

Voilà du théâtre qui est tout le théâtre sans être vraiment, poésie pure totalement inopérante, architecture qui néoconstruit soigneusement toutes les règles de la construction, échafaudage menaçant effondrement en permanence, de monologues qui sont autant de cadeaux empoisonnés aux acteurs. Pier Paolo Pasolini. PPP. poing, perversion, phéaux. Contradictoire, polaire, généreux, torturé et torturant.

Voilà enfin créée son œuvre impossible. *Bête de style*, tragédie écrite pendant dix ans à partir de 1965, qui le met lui-même en scène sous les traits d'un homme appelé Jan. A l'image de son auteur. « Il dévore, il dévore... Comment ça finit ? Il n'en sait rien... » De l'adolescence à la campagne, avec son cortège de nature et de bestialité, consacrée à la maîtrise de ses instincts sexuels et à la découverte de l'autre, à la maturité d'écrivain, qui passe par

la place Rouge, les ors du Kremlin et le prix Staline, Jan/PPP apprend à vivre, à aimer, à écrire, à se battre sur tous les fronts de la pensée et de l'action. Sur sa route, des hommes, des amis, des traitres, des amants, des femmes-mères, des femmes-sœurs, des femmes, autant de personnages pour une œuvre fluide, torrentielle, brillante, quelquefois ennuyeuse dans ses démonstrations, souvent émouvante, tant elle est sincère, naïve, orgueilleuse et nue.

Dans la petite salle du Théâtre Gérard-Philipe, dix-neuf jeunes gens ont été réunis par Stanislas Nordey, vingt-cinq ans, qui vient de sortir du Conservatoire de Paris, né au spectacle d'un père cinéaste (Jean-Pierre Mocky) et d'une mère sctrice (Véronique Nordey). *Bête de style* est sa troisième mise en scène. Elle marie une belle invention à quelques maladresses, comme un décalage de la pièce elle-même. Avec ses heurts (les déplacements, les contacts, les gestes violents ou lénés) et ses bus (la fin, parodie

d'un théâtre « moderne » qui se moque de lui-même sans franchise convaincante). Mais, pendant, trois heures, un mot, une idée, un problème, une solution et, au total, un courage immense et beaucoup de foi.

Sous ses ordres, de très jeunes acteurs, pour la plupart aussi bons qu'on peut l'être, confrontés à la pire des difficultés techniques : le monologue à la chaîne. Il faudrait les citer tous. Mention spéciale à la vibrante Barbara Boulay (« le sang ») et à l'émotion de Stéphanie Schwartzbrod (« les femmes »). Félicitations à Laurent Schilling, Jan/PPP. Il sort lui aussi du Conservatoire. Il connaît, comme on le dit à la rubrique tennis, « tous les coups » du théâtre. Un physique, une voix, un talent naissant et déjà sûr.

OLIVIER SCHMITT

► Du mardi au dimanche à 20 heures. Dimanches à 17 heures. Jusqu'au 7 décembre. Tél. : 42-43-00-59.

On peut encore s'abonner

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
AJAX et PHILOCTÈTE
LA VIE EST UN SONGE

★ Réservation prioritaire aux abonnés

Envoi de la brochure sur simple appel téléphonique.

43 25 70 32

CULTURE

CINÉMA

Noir et noir

Une méditation cauchemardesque sur les origines de l'Europe parasitée par la virtuosité technique

EUROPA

de Lars Von Trier

La voix, d'abord. La voix qui envole, évoquant celui dont l'œuvre planait déjà sur le premier film du jeune cinéaste danois, *Elements of Crime* : Orson Welles. Il existe de plus mauvais maîtres.

Mais après cet hommage à la fois efficace, ludique et sonore au grand magicien, Lars Von Trier se tourne vers le géomètre Fritz Lang, pour son film tout entier voué à l'image. Ces ombres portées, ces structures architecturales et ces foules inquiétantes

viennent de l'expressionnisme. Elles disent le délabrement violent de l'Allemagne aux premiers lendemains de la seconde guerre mondiale, le chaos des sentiments et des intelligences au milieu desquels un jeune Américain (Jean-Marc Barr) est venu « pour aider ». Cet apôtre des lendemains communitaires gagne son pain comme employé des wagons-lits.

Le film semble en noir et blanc, c'est un double leurre. Il s'avère vite en noir et noir. Le metteur en scène utilise ce noir, au prix de superbes promesses techniques, comme une encre plus ou moins délavée, dont il

passé couche sur couche. Rien de limpide ni de pur en ce pauvre monde, pas de bien contre le mal, mais seulement l'incompréhension contre l'incompréhension. Dans le labyrinthe des intrigues, des séductions et manœuvres meurtrières, Barr l'innocent est un guide déboussolé, manipulé, condamné. Par l'histoire, et par son *deus ex machina*, le réalisateur, qui ne laisse jamais oublier qu'il tire les ficelles.

Il faut compter au nombre de celles-ci l'irruption de la couleur. Quand un industriel des chemins de fer, passé du service des nazis à celui

de l'occupant américain, se suicide dans sa baignoire, et que se répand à la surface de l'écran « du sang, pas du sang » (comme disait Godard), l'effet est saisissant et judicieux. Repris et amplifié, il devient seulement un effet. Ainsi peu à peu, fasciné par sa propre virtuosité, Lars Von Trier — qui n'en reste pas moins un des rares vrais espoirs du cinéma en Europe — s'égare dans la machine, qu'il a mise en branle.

Il affronte, à vrai dire, une difficile tâche : autant *Elements of Crime* est excellent — et trop confidentiellement distribué — *Epidemic* nageait avec une belle énergie dans un marigot onirique, autant il s'affronte cette fois à une réalité historique et labouée. Entre l'antéchristisme de l'Allemagne hitlérienne *Lebensjahre* (1990) et l'Allemagne « renouée » du milieu des années 50, il n'existe pas d'image « légitime » du pays.

Von Trier, jeune Danois de trente-cinq ans, va mettre son nez dans ce poir-à-noir hanté par le souvenir aussi ineffaçable qu'inavouable des atrocités commises, remodelé par l'assurance superlatrice des Américains vainqueurs de la bête fasciste zébrée de leurs stupides trépassés du terrorisme des « Loups-garous », soldats perdus du nazisme. Son témoin, son candidat, ne peut-être que l'été de paille dans un parc chaudron — et Jean-Marc Barr a les épaules un peu frêles pour y faire face.

Des comédiens plus charpentés, Barbara Sukowa en amoureuse crucifiée par d'infâmes nostalgies, Eddie Constantine, Américain plus tranquille que jamais, maintenant des blocs de récit dans ce séisme. Ils ressemblent aux ruines restées debout dans le pays ravagé que traverse le train d'*Europa*, conduit par un machiniste plus préoccupé de bricoler la chaudière que d'arriver à bon port. L'histoire s'achève, évidemment, en catastrophe.

Mais le film se termine, lui, en impasse, coincé dans l'affirmation d'un nécessaire engagement radical, qui n'a guère à voir avec l'Europe dont on prétendait montrer la naissance.

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

Les merveilleux nuages de Sheller

Deux heures de poésie en compagnie du chanteur et de son Steinway

WILLIAM SELLER
à l'Olympia

Ni fleurs ni peluches pour William Sheller, mais une casquette à grande visière, offerte par une jeune fille aux cheveux ras. Une ovation prolongée de l'Olympia, debout pour rendre hommage à la performance d'un homme et d'un piano, qui pendant deux heures arrivent à capter l'attention du public. La mise en scène est minimale, l'homme sans ornements. Mais Sheller est un rêveur, si prompt à s'élever qu'il a dû s'arrêter à terre à l'aide d'immenses chaussures à semelles en éponge et se vider sur la tête une casquette de baseball pour que ses yeux ne se perdent pas dans le ciel.

Sheller, clown triste, amuseur amusé, chroniqueur de faits divers félicieusement imprévisibles, tisse les fils de son récit en solitaire pendant deux heures de charme, comme dans un salon où l'on cause, au bord d'une tasse de thé. Et d'une manière, tant chaque senteur, chaque vision fugace fait retomber le chan-

teur dans son enfance, dans la mémoire des sensations enfouies.

A l'Olympia, William Sheller, enveloppé dans la simplicité raffinée des lumières de Philippe Langelé, tout en pénombre et en éclats décalés (jamais sur le chanteur, souvent sur le Steinway), livre les secrets apparents de la fabrication d'une chanson, exorcisme, retrouvailles, messages personnels, rencontres éphémères, ou simples jours d'ennui (Genève). Oh! *J'ai tout seul* : un rêve insistant, William court entre les rails, la locomotive le poursuit, il y a des cailloux, les passagers lui font des signes intelligibles. *Les Mots tout bas* : le flic-tac du réveil, le matin à l'aube dans une grande maison aux persiennes closes. *Nicolas* : la détestable odeur des poireaux d'Yvonne, la voisine du sixième, gardienne occasionnelle du petit William, fraîchement débarqué des États-Unis avec ses parents.

Sheller raconte tout cela, et la salle rit beaucoup, ravie des mots d'esprit, des ambiances esquissées, et de la passion épurée d'un chanteur qui réjonne à lui tout seul l'orchestre

symphonique dont il avait nourri ses précédents spectacles et l'album *All leurs*, sorti en 1989.

En tournée, il avait inventé avec ses musiciens une romance intéressante à déchiffrer pour une section de cordes qui s'ennuyait en raison de la routine quotidienne. Petit à petit, la rengaine devint un joli cadeau de fin de concert, inédit, personnel. Un *humme heureux*, offert dans l'album *Sheller en solitaire*, fut sacré tube de l'été, pied de nez au cinquant et à la pacotille.

Sheller s'impose ses envies. Ce fut long, difficile. Il ne souhaite à personne d'emprunter ses chemins cahoteux. En bon magicien, il a sorti de sa manche, le temps de trois chansons, Carole Minervilles, une jeune fille à la voix superbement tendue, rencontrée au Palais des congrès en 1990. Au piano, elle aussi. *Quand quelqu'un sait comprendre un instrument*, rentrer dedans, appuie William Sheller, c'est merveilleux.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Les 15, 16 et 20 novembre à 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48.

PHILATÉLIE

Timbres-poste du Conseil de l'Europe

La Poste mettra en vente générale le lundi 25 novembre, deux nouveaux timbres-poste de service du Conseil de l'Europe à 2,50 F et 3,40 F, au modèle des deux timbres parus le 26 mai 1990 (à l'ancien tarif de 2,30 F et 3,20 F).

Rappelons que seuls peuvent être affranchis, à l'aide de ces figurines, les objets de correspondance déposés dans les boîtes aux lettres du bureau de poste du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Les timbres, au format horizontal 36 x 22 mm, dessinés par



Claude Andréon, sont imprimés en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Strasbourg (Bas-Rhin) : le 23 novembre, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Palais de l'Europe, avenue de l'Europe ; le 23 novembre, de 8 heures à 12 heures, aux guichets philatéliques de la recette principale et de l'Agrép (boîtes aux lettres spéciales).

Rubrique réalisée par la rédaction du magazine *Le Monde des philatélistes*, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-29-27. Specimen reçu sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

► Michel Granger aux Nations unies. — La Poste des Nations unies a fait appel au graphiste français Michel Granger pour la réalisation de trois timbres — émis le 11 septembre — d'une série en comprenant six sur le thème « L'interdiction des armes chimiques » (Administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse. Tél. : (022) 731-02-11 (poste 38-25)).

► Ventes. — Vente sur offres de novembre de Demarest (18, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-04-01. Envoi du catalogue sur simple demande). Au programme : dispersion d'un bel ensemble de marques postales classées par départements ; marques militaires et lots de la guerre de 1870-1871.

► A l'étranger, importante vente aux enchères David Feldman en Suisse, du 24 au 30 novembre à l'hôtel international de Zurich Faldemar, PO Box 61, route de Chancy 175, 1213 Onex, Genève, Suisse). Deux catalogues séparés, « Europe et colonies » et « Grande-Bretagne-monde entier ». Vente aux enchères Stanley Gibbons le

28 novembre à Londres, spécialisée de la Grande-Bretagne, avec histoire postale, dont nombreuses variétés et maquettes (Stanley Gibbons, 399 Strand, London WC2R 0LX, Angleterre).

Bons résultats pour la vente aux enchères Kastler (*Le Monde* du 2 novembre), le vendredi 8 novembre à Drouot. Au total, près de 1 500 000 F réalisés pour deux cent soixante lots, dont 123 000 F pour la lettre en couverture du catalogue, avec n° 5 et paire du n° 7 d'Alsace-Lorraine, cachet à date « Grossbiedersdorff » du 6 décembre 1871, recommandée pour Paris et timbres français n° 20, 28 et 60 (bande de trois) et griffe « chargé » ; 23 000 F pour une lettre chargée avec trente-huit exemplaires du n° 7 d'Alsace-Lorraine, du pratiquement jamais vu, cachet rectangulaire « Strassburg... Bahnhof 5-5-71 » pour Mulhouse.

► Exposition. — L'exposition « Communication et philatélie » se tient jusqu'au 18 novembre, de 10 heures à 18 heures, dans le hall du premier étage de la Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e.

CONGRÈS « IQBAL » A CORDOUE

*

*

Le message poétique
d'ALLAMA MUHAMMAD IQBAL
écrit à Cordoue en 1932

sera entendu
en hommage inaugural
au plus grand penseur musulman du XX^e siècle

Dans la Mosquée-Cathédrale de Cordoue
Le jeudi 21 novembre 1991 à 18 heures

UN MOMENT HISTORIQUE
d'œcuménisme et de spiritualité retrouvée.

Francis Lamand, président de « ISLAM ET OCCIDENT »

مكتبة ابن رشد

SPECTACLES

VENDREDI 15 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

La porte s'ouvre (1950, v.o.), de Joseph L. Mankiewicz, 18 h 10 ; Les 10 ans de Porcino : le Chevalier Myrtille (1959), de George Méliès ; Max pélicure (1914), de Max Linder ; Cretinetti e la Donna (1911) ; Boireau, roi de la boxe (1912) ; Robinet boxeur (1913) ; Kri Kri Martine della suocera (1915) ; Poldor Cambia Sasso (1918) ; Fatty Groom (1918), de Roscoe Arbuckle ; Il était un petit navire (1927), de Fred Guad ; Génération spontanée (1908), d'Emile Cohl ; Le Ligne de vie (1919), de Maurice Tourneur ; Buena sera fin (1909), de Giovanni Vitorri, 20 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Festival de la francophonie : Yvelin (1984-1988), de Souleymane Cras, 18 h ; Caddo (1979), de Sembene Ousmane, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

Hommage à la Warner Bros : L'Arme fatale (1987, v.o. s.f.), de Richard Donner, 14 h 30 ; Rachel Rachel (1988, v.o. s.f.), de Paul Newman, 17 h 30 ; la Route des sinistres (1945, v.o. s.f.), de Oelmer Daves, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (46-24-34-30)

L'Empire des médias : Du triomphe à la chute ; de Emilio Zola ou la Conscience humaine (1978), de Daniel Leconte, 14 h 30 ; Rétrospective de magazines d'actualité : Droit de réponse (1982) de Michel Polac, 18 h 30 ; Rétrospective des prix Albert-Londres : Barbe : sa deuxième vie (1988) de Daniel Leconte, les Enfants de la honte (1988) de Denis Vincenzi et Patrick Schmidt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Blazette, 8 (45-22-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Mollat, 17 (40-66-00-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

ALICE (A. v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (F.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (45-44-25-02) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Gaumont la Fayette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (R. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Espace Saint-Michel, 5 (45-44-25-02) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-94).

L'AMOUR EN DEUX (F. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (F.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-38-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucarne, 6 (42-78-47-88) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

BACKDRAFT (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LA BANDE A PICUDO (A. v.o.) : Cinochea, 6 (48-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Reflet Loges, 5 (43-54-42-34) ; UGC Blazette, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (47-07-48-00) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

LA BELLE NOISEUSE (F.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (F. ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-04).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

LES CLÉS DU PARADIS (F.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Cino Beaugrenelle, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; UGC Blazette, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Mollat, 17 (40-66-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (F.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-04) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Brétagne, 8 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DISCRÈTE (F.) : Cino Beaugrenelle, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (F.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-04) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Élysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

JESUIT JOE (F., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; É

S A N S • V I S A

Aden sans Arabie



Entre les citernes désaffectées de la reine de Saba et une raffinerie de pétrole démesurée, vestige de l'Empire britannique, Aden a du mal à trouver ses nouvelles marques dans le Yémen fraîchement réuni. Les habitants de ce qui fut le premier port des mers du Sud refusent en tout cas l'islam revêche agité par le trop puissant voisin saoudien. Et quand l'avenir tarde à sourdre il reste le kat, hier drogue de princes, religieux et poètes, aujourd'hui d'un peuple presque entier.

ADEN n'est plus capitale et ne sait pas si elle trouvera un autre grand rôle sur la scène du monde, tel un excellent vieil acteur resté fameux et néanmoins conscient que sa carrière hors pair n'impressionne plus personne.

La réunification des deux Yémens, en 1990 — un événement multilatéral aussi secouant pour la région que l'unité allemande en Occident — s'est opérée presque sans son avis, appelée à l'instar d'un héros par la débile soviétique. Deux pleines décennies de communisme, même atténué par la sauce arabo-islamique, avaient déjà coupé les jambes à l'ex-premier port des mers chaudes (et quatrièmes de l'univers).

L'ancien emporium de l'Empire britannique, malgré son décor hostile de rochers bistrés coupantes comme du verre, se brûlante humidité, éreintante huit mois de l'année pour l'Européen (à moins bien sûr qu'il ne soit Henry de Monfreid), ses odeurs de mannis salants ou de pissat rissolé par le soleil, savait à l'âge colonial recevoir au passage six mille navires par an, soit les trois quarts du tonnage empruntant alors le canal de Suez.

Ah! ce n'était pas la fine fleur de la planète qui descendait à Tiwahi, sous le regard d'une reproduction en pierres éruptives de Big Ben... Négociants faillis en Europe, médecins aux diplômes douteux, cocottes réformées, intermédiaires pour les perles, les armes ou même les esclaves, parisiens parisiennement de Bombay, pauvres héros des Indes (on tolère encore de nos jours deux ou trois petits temples hindous ou jains à Aden).

Il n'y eut guère que la France, nation incorrigiblement littéraire, pour risquer dans la fournaise adénite Arthur Rimbaud, Paul Nizan ou Paul Morand (1). Les autres d'ailleurs s'en vengèrent à la plume : « Je trime comme un âne dans un pays pour lequel j'ai une horreur invincible (...). Les peaux ruissellent, les estomacs s'agrippent, les cervelles se troublent, les affaires sont infectes (...). Ça me ferait plaisir de voir réduire cet endroit en poudre » (Rimbaud, voir « Le Monde des livres » du 15 novembre).

« Aden boardonne comme un grand animal rugueux, couvert de mouches et de taons, roulé dans la poussière. (...) Aden est un grand volcan lunaire dont un pan a sauté avant que les hommes fussent là », rapporte Nizan,

qui y vécut en 1926-1927, et alourdit encore un des chapitres d'*Aden Arabie* d'un extrait significatif de la *Nouvelle Géographie universelle* d'Elisée Reclus : « Aden, Makalla (2), Mascate (3), sont au nombre de ces *ports* que mentionnent les dictons des marins. »

Quant au troisième auteur français moderne signalé dans le cratère hors service où on a commis la folie de bâtir Aden (comme les trois mousquetaires, ces écrivains sont en fait quatre, car il faut naturellement ajouter Monfreid, encore qu'il ne fut pas en mer Rouge un hôte passager, mais, à la longue, un véritable « indigène » expulsé même une fois d'Aden...), il s'avoue « attiré et désemparé par cette montagne en macaron : le Purgatoire doit ressembler à cela » (Paul Morand, « Aden », in *la Route des Indes*, 1936). L'homme pressé des lettres françaises se doute-t-il que son impression rejoignait une antique croyance musulmane ? Dans la Summa, recueil canonique des dits et gestes de Mahomet, l'inventeur de l'islamisme voit un « feu » venant d'Aden — réminiscence peut-être de la très vieille terreur laissée dans la conscience humaine par les ruées ardentes du volcan-ile (désormais éteint) — annonciateur du Jugement dernier.

A l'heure justement où Aden, d'archaïsme, ne s'appartient plus, où des ministres inconnus sur le frais haut plateau, là-bas à Sanaa, s'apprennent à décider de refaire ou non de l'ancien comptoir britannique un port franc (nouvelle angoisse des Adénites : et si personne n'y venait ?), l'islam, éternel refuge, sorti intact et même galvanisé du colonialisme britannique (1839-1967), puis de l'impérialisme marxiste (1969-1990), l'islam est à l'ordre du jour.

Mais quel islam ? Celui des gais lurons de la marine ou de la pêche, des danseurs en *fouta* (4), des poètes libertins issus d'une école remontant à l'*Arabia felix* d'avant Mahomet, celui des mâcheurs de kat ? Un islam indulgent quant au dogme mais intrinsèque quant à la patrie, puisque c'est autour de sa spécificité zakâte (5) à Sanaa ou chaféite (6) à Aden que l'idée nationale yéménite est née avant l'an mil.

Ou bien l'islam wahabite (7), soufflé d'Arabie, intransigent quant à tout, aussi bien la malheureuse fabrication étiologique de bière d'Aden, qui trouble, paraît-il, le sommeil des théo-

logiens de La Mecque, que les sympathies irakiennes des Yéménites, tourment, elles, du roi Fahd ? A telle enseigne que durant la crise du golfe Persique le dynaste saoudien a chassé de ses Etats, du jour au lendemain, sans autre forme de procès, le million de travailleurs yéménites expatriés (8) ; maintenant le couteau dans la plaie, le souverain s'est assuré avec la bénédiction des Nations unies, je veux dire des Etats-Unis, que les huit bateaux civils irakiens, dont trois pétroliers, bloqués dans la rade d'Aden continuent bien de rouiller, au nom du « blocus international ». Sans parler du brut mésopotamien qui ne peut plus venir se faire raffiner dans la gigantesque installation laissée par les Anglais au Petit-Aden (de l'autre côté de la baie) et qui, aujourd'hui, comme le port, a les bras souvent balants.

Le fond de l'affaire, c'est que les retrouvailles de deux Yémens donnent un gros souci permanent à la cour de Ryad. Avec près de quatorze millions d'habitants, soit environ le double du nombre (réel) de Saoudiens, le Grand Yémen est devenu de loin la principale force démographique de la péninsule Arabique ; où il est, en plus, la seule vraie nation historique — avec Oman, mais le sultanat ibadite (9) ne compte qu'un million d'âmes (voir « Le Monde sans visa » du 15 décembre 1990).

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroneau-Hugot
Lire la suite page 18

- (1) Paris, aujourd'hui, dépêche ministre sur ministre à Aden, mais a fermé sa délégation commerciale in situ au moment où on parle de refaire du port une authentique zone franche.
- (2) Petit port yéménite, à l'est d'Aden.
- (3) Capitale actuelle du sultanat d'Oman.
- (4) Pagne de coton porté par les hommes.
- (5) Variété locale très manquée de l'islam chiite.
- (6) Rite de l'islam sunnite également pratiqué en Egypte, en Indonésie, en Malaisie, en Afrique orientale, etc.
- (7) Ecole de l'islam sunnite née au dix-huitième siècle et de tout temps propre à l'Arabie saoudite.
- (8) Dont deux cent mille originaires du Yémen méridional. Les Yéménites chassés d'Arabie ont récemment recommencé à y retourner par contingents limités, leur présence ayant été d'abord jugée nécessaire par Ryad.
- (9) Courant musulman politico-religieux, ni sunnite ni chiite, sur lequel s'est appuyé le nationalisme omanais.



Dans les boutiques de la ville yéménite, ancien comptoir britannique, ex-capitale socialiste et futur port franc, les pénuries et certains interdits ont disparu. On y trouve de tout et surtout du kat, la drogue locale.

AU SOMMAIRE



Forêts, être ou ne pas être	p. 22
Le 9 ^e arrondissement, offert aux démolisseurs	p. 17
Courses, le hasard au galop	p. 16
Pasteur, un savant dans ses murs	p. 18 et 19
Gastronomie, histoires de pommes...	p. 21
Échecs (p. 16) • Table (p. 21)	
Jeu (p. 20) • Table (p. 21)	

NOEL AU PAYS DU PERE NOEL

3 VOYAGES D'EXCEPTION EN LAPONIE FINLANDAISE

Trois programmes de Noël (pages 11 à 13) et de multiples activités : ski, traîneau à renne, luge, motoneige, traîneau à chiens.

Le Père Noël, son traîneau, son renne et ses cadeaux.

Un guide-accompagnateur Paris/Paris.

SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS 81/82 dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 38 rue Tronchet 75009 Paris Tel (1) 47 42 38 65

هنا من اجل

لبنان من اجل

SANS VISA
COUP D'ŒIL

Aux courses



A 250 mètres de l'arrivée, Dampierre produit son effort... mais derrière, ça revient à toute allure... Torpedo Los termine très vite, alors que Houx Magique et Flash of Dream, avec Ayre, sont très très vite aussi... Torpedo Los, Dampierre, Houx Magique... et ensuite... peut-être... Ayre et Fairy Garden... Les courses.

Dans son *Guerrier appliqué*, Paulhan nous montre des soldats remontant du front, semblables à des ouvriers, le pas lourd, ne réclant plus rien à la journée, seuls avec leur fatigue, vaguement conscients d'avoir échappé au pire. C'est cette image qui pourrait venir quand on les voit, quittant l'hippodrome, et s'en retournant vers leurs bus ou leurs trains de banlieue, tous ces joueurs, vainqueurs d'un jour ou malchanceux de tempérament. Fatalistes et fatalisés, sobres dans leur courroux, dignes dans le succès. Ils s'étaient dirigés vers le grand lac vert avec la même démarche, le même pas; ils en repartiraient alourdis d'un peu plus d'effroi, mais l'attitude serait identique. La passion des courses est un mystère qui ne se laisse approcher qu'une fois franchie l'enceinte sacrée. Entrons.

C'est le 10 qui est arrivé? La bonne question. « Oui, je crois, le 10... » Comment ça, je crois le 10. Le 10 ou pas le 10? On ne vient pas aux courses pour faire joli ou pour regarder seulement des chevaux qui galopent. Il faut être un peu attentif si on se mêle aux turfistes, un « tuyau » est très vite demandé, et la règle est de ne jamais refuser un « tuyau », surtout s'il s'agit d'une information de base. Monde disparate mais très homogène. Faire corps. Un pour

tous, tous pour le bon numéro : tordre le coup à cette saloperie de basard, une fois au moins, sans dérapage, jouer à coup sûr le bon numéro, tirer le bon cheval, la bonne casaque. Être plus roublard que le bandicapeur, plus savant que le pronostiqueur, plus mariole que le jockey, plus rapide que le pur-sang. Un rêve, un combat.

Le terrain - lourd en cette période - est préparé de longue main par les spécialistes. Aux portes du temple, des piles de *Paris-Turf* - l'organe du parti, pourrait-on dire - préviennent qu'il serait imprudent de s'engager à la légère dans le prix de Pelinguet, par exemple, un handicap doté de 120 000 francs, disputé sur 2600 mètres et réservé aux chevaux entiers, aux hongres et aux juments de trois ans et au-dessus; il ne manque presque personne. Justement, l'affaire est délicate et les combinaisons multiples. Place aux augures, à leur longue mémoire des palmiers, à leur fine lecture des pedigrees et à toute la magie de leurs fumantes intuitions. *Mes conclusions* : *Isfandiyyar*, *Grand Flotilla*, *Voodoo Child*; *Mes préférés* : *Isfandiyyar*, *Thunder Grey*, *Grand Flotilla*; *Mon choix* : *Grand Flotilla*, *Voodoo Child*, *Isfandiyyar*. Qui croit de ces trois là? Sur quel *Isfandiyyar* idéal placer ses ronds? C'est de l'a-peu-près de haut style. Pourtant, sans eux, les parieurs

seraient nus. Les parieurs, ils sont là, au chaud pour l'instant, le stylo dans l'autre. On coche, on rature, on réfléchit : comment amener la réussite au niveau des réalités, la réalité au niveau des réussites. Coton. Des batteries de télévision repassent la course précédente, mais elle est déjà usée jusqu'à la corde, la course

précédente : trop d'ardeur l'a soutenue durant de trop longues minutes pour qu'elle intéresse encore son monde. C'est la suivante qui passionne cette assemblée, si justement représentative du patchwork social, soumise sans souci ni contrainte au seul jeu égalitaire du galo. Ici, la chance - la chance matinée d'instinct - n'a ni race ni couleur :

elle appartient à tous et tous la respectent. Pourtant il faut choisir, se décider, se lancer avec Vibrato d'Amour ou Dancing Melody, faire confiance à Belle Pretender ou jouer placé American Cupid. Pas commode, tout ça.

C'est la quatrième. Dehors, les chevaux tournent en rond et font valoir leurs avantages. Une speakerine présente les concurrents. On apprend que « le 12 porte 54 kilos et le 13 des aillères ». Rien ne se passe encore - on perd son sang-froid plus tard. C'est l'heure des mises, de tout un savant dosage entre la fantasmagorie et le presque-sûr, entre le tocant à surprise et le champion grippé. Une terrible mathématique de probabilités qui ne repose sur presque rien. Les uns bésitent, les autres s'engagent en force. Un moment plaisant pour personne. Derrière la vitre, le guichetier lui aussi joue. Tout le monde joue. Jusqu'à l'ultime moment de réflexion, jusqu'aux dernières cotations, jusqu'au dernier instant où l'on serait touché par la grâce et où l'on s'en irait, sans se retourner, vers des prairies moins sulfureuses. Mais non, trop tard, voici la cloche qui appelle ses ouailles : c'est le départ.

Loin, là-bas, une boule de couleurs s'est mise en mouvement. Au micro, voix descendue de nulle part, le commentateur lance sa litanie. Il brosse d'un

staccato froid l'envol du peloton, donne les premières positions, supprime les premières prétentions, isole les attardés, signale les chutes, rappelle les distances. Le temps se précipite, les galops se rapprochent, roulent vers les tribunes, le clameur s'emballe, monte en incantation, se fait hargne, cris, fureur. Du coup, il y a photo pour la troisième place... Deux compères sont restés dans le froid pour régler leurs comptes. « Il est imperdable, je le dis, imperdable! Tu comprends : imperdable. Im-per-dable, merde! » Effectivement. Hilara, janne ceinture bleue, manches chevrons jaune et bleu, toque bleue, est dans le trio de tête. « Imperdable. »

Les jockeys, eux, rentrent de leur chevauchée sans les qualifications, les compliments ou les insultes. Gueules d'ange, martyrisés par trop d'apprentissages de l'existence; petits à vie, poids plumes par vocation. Un métier habillé de soie et piqué de boue. Un sport dédiant, encombré de gadjins qui de loin paraissent légers, mais qui sur le turf laissent l'âme amochée et le muscle rétif. Le regard n'est pas tendre pour les brailleurs-loustics d'en dessous, pour tous ces bons apôtres et ces perdants sans importance, toute cette cohorte de déçus, de navrés ou de ravis qui grognent ou jubilent sans jamais savoir ce qui s'est réellement passé tout au long de l'éreintant galop. Pauvres jockeys, pauvres joueurs, pauvres chevaux. Mais on s'attarde, la nuit tombe. Demain Saint-Cloud.

Jean-Pierre Quélin

ESCALES



Le musée de l'Académie, à Venise

Les neiges de l'UCPA

Les vitrines sont parfois trompeuses. Prenons, par exemple, l'UCPA. Derrière ce sigle apparemment sans saveur (cela signifie Union nationale des centres sportifs de plein air) et sans but lucratif (les prix sont serrés au maximum), se cache une association qui ne manque ni d'enthousiasme ni d'idées. Et qui n'hésite pas, pour clamer sa foi dans « le sport plaisir », à intituler le dossier de présentation de sa brochure hiver-printemps 91-92 « UCPCAAH! », cri de guerre d'une saison placée sous le signe des Jeux olympiques. L'UCPA s'y associe activement avec, notamment, deux centres, les Arcs et Val-Thorens, où l'on pourra vivre en direct l'ambiance des J.O. au cours de stages de 7 jours, à partir des 9 et 16 février. En fait, stimulés par l'événement, la vieille dame de vingt-six ans fait feu de tout bois dans ses trente et un centres de ski qui, cette année, mettent l'accent sur un plus grand confort (augmentation des hébergements à deux, attention apportée à la restauration et à l'animation) et une plus grande souplesse des formules proposées. Pour une clientèle (80 000 skieurs) de plus en plus diversifiée (junior, adultes, couples ou groupes d'amis), l'UCPA programme donc des séjours personnalisés avec plus de quarante programmes différents. En ski alpin, en monoski ou en surf (roi incontesté des glisses fun), pour les avaluateurs de dénivelés ou pour les décontractés, pour s'initier ou se perfectionner, pour s'accorder une « pause oxygène », améliorer son anglais tout en skiant ou se lancer dans une randonnée hors des pistes balisées, à l'image de cette « Echappée blanche » où, en 7 jours, de décembre à avril (3 550 F), on parcourt plus de 300 km à travers les Trois Vallées, reliant Val-Thorens à Val-d'Isère. Sans hésiter, non plus, à franchir les frontières pour aller parcourir, en ski de fond, ski de montagne ou raquettes, les neiges d'Espagne,

d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne, de Suisse, de Finlande, de Suède, d'URSS (raid en ski de fond, en février et mars, à l'extrême nord, au-delà du cercle arctique : 9 900 F), du Canada ou du Maroc avec, de février à mars, un raid de 13 jours (6 900 F) au cœur du haut Atlas marocain. Insolites, deux miniraid de 2 jours (860 F), en janvier et en mars, au centre de la Pesse, dans le Jura, en compagnie des « musbers » et de leurs chiens de traîneau. Renseignements : 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13, tél. : (1) 43-36-05-20, ou dans l'un des sept bureaux de province (Marseille, Lille, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Strasbourg et Nantes).

Sainte-Lucie, la « française »

Agréable surprise que de s'entendre répondre en patois français à une demande de renseignements prononcée dans la langue officielle, l'anglais. L'île antillaise de Sainte-Lucie, indépendante depuis 1979 après avoir changé treize fois de mains entre 1659 et 1814, échappa finalement aux Français et appartient un temps à la couronne britannique. De l'époque française subsiste une nostalgie qui a non seulement donné des noms à la plupart des sites de l'île - Castries, la capitale, Soufrière, Vieux-Fort - mais aussi une langue que les habitants de vieille souche se plaisent à utiliser dans leurs villages. Ce passé français s'impose avec émotion dans la plantation de Marquis-Bay. Le marquis de Champigny et ses mille quatre cents hommes débarquèrent en 1723 sur une plage balayée par les vagues soulevées par l'alizé avant de s'enfoncer dans la forêt tropicale, traversant l'île d'est en ouest. A quelques minutes des hôtels de la côte sous le vent, luxueusement aménagés pour une clientèle encore essentiellement américaine, la forêt tropicale résonne de cris étranges, parmi lesquels ceux du fameux perroquet vert. Chaque vendredi soir, les habitants de Gros-Islet, un village du nord de l'île, vendent sur les trottoirs

brochettes, bière et punch corsé. Un moyen pour les pêcheurs de regagner l'argent que leur a fait perdre la construction malencontreuse d'une digue qui a fait fuir les bancs de poissons. Sainte-Lucie, c'est aussi cette chambre d'hôtel classée par un journal américain parmi les plus belles du monde. Aménagée avec simplicité en meubles de bois tropicaux et madras locaux, elle ouvre, par deux côtés sans murs ni fenêtres, sur une baie émeraude dans laquelle se dressent les pains de sucre des deux Pitons. Cette chambre de l'hôtel de l'Anse Chastanet porte le numéro 7. De nombreux couples séjournant dans l'île décident de s'y marier. Les formalités sont d'ailleurs réduites au minimum. Renseignements sur cette île qui figure dans les catalogues de dix-sept voyagistes : office de tourisme de Sainte-Lucie, tél. : 47-20-39-66.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramad

Cimaises européennes

L'objectif est à la fois simple et ambitieux : en moins de deux heures de vol, accéder facilement aux plus grands musées d'Europe, les présenter dans leur environnement humain et les faire visiter dans les meilleures conditions possibles. Cela en partant le matin et en rentrant chez soi le soir même. « Un voyage sans bagages », relève Alain Fouquet-Abrial, à l'origine d'un projet qu'il résume ainsi : « Un jour, une émotion, un voyage. » Plus prosaïquement : un jour, une ville, un musée. Et quels musées! A Amsterdam, le Rijksmuseum, le musée d'art moderne et le musée Van-Gogh; à Munich, la Pinacothèque; à Berlin, la Pergamon; à Londres, la National Gallery et la Tate Gallery; à Madrid, le Prado; à Florence, le musée des Offices; à Venise, le musée de l'Académie, etc. Nouveau venu dans la galaxie du Club Méditerranée, Art Liberté (25, rue Vivienne, 75002 Paris, tél. : (1) 42-96-10-00) entend mettre « l'Europe des musées » à portée de la main, grâce aux avions d'Air Liberté et de Minerve. Au total,

quatorze destinations proposées jusqu'au 31 mars 1992 à raison d'une par semaine. De 1 700 F à 2 800 F tout compris (avion, transfert, visites guidées, petit-déjeuner et dîner à bord, déjeuner sur place).

Autre illustration de l'engouement suscité par les voyages culturels, la création de Pro Arts International (19, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : (1) 42-65-05-69), une organisation qui conçoit, compose et conduit, à l'intention de voyageurs individuels et de groupes constitués (associations, clubs, groupes d'amis), des circuits à travers le monde entier avec, parmi les « plus » annoncés, des visites de collections privées et de lieux inaccessibles aux particuliers. Dirigée par M^{lle} Loïs Relin, docteur en histoire de l'art de l'université Paris-I, elle suggère notamment une découverte des richesses cachées de Lyon, de la peinture florentine en Toscane, des châteaux et jardins du sud de l'Angleterre ou des collections publiques et privées nord-américaines, de la Nouvelle-Angleterre à Washington; un itinéraire sur les traces des Du Pont de Nemours, du Delaware à la Virginie, via Washington; des visites de Barcelone (pour le Nouvel An), de Prague, de Berlin, de La Nouvelle-Orléans (Festival de jazz), de Madrid (collection Thyssen-Bornemisza) ou de Séville (Exposition universelle), sans oublier Rembrandt, à Amsterdam puis à Londres. Rembrandt, également à l'honneur dans la programmation de l'association Arts et Vie (251, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél. : (1) 40-43-20-21) qui, à l'occasion de l'exposition au Rijksmuseum, du 4 décembre au 1^{er} mars, organise à Amsterdam plusieurs déplacements d'une semaine (5 200 F) ainsi que trois week-ends (2 450 F) en décembre, janvier et février. Signalons, pour terminer, le « Forfait Rembrandt » proposé, du 1^{er} décembre au 2 mars, par le Pulitzer (Ciga Hôtels), le plus célèbre des établissements de charme d'Amsterdam : deux nuits avec petit déjeuner, croisière « spécial Rembrandt » sur les canaux et billet d'entrée à l'exposition, pour 1 100 F par personne en chambre double. Renseignements : 05-05-24-42 (numéro vert).

TELEX

Deux réveillons sur le Rhin programmés par la KD, spécialiste de la croisière fluviale. Pour Noël, un aller-retour Cologne-Rotterdam en 7 jours, avec réveillon à Nimègue. Pour la Saint-Sylvestre, un aller-retour Cologne-Strasbourg de même durée, avec soirée de gala à bord, dans le décor hivernal de la vallée du Rhin. Chaque croisière : 6 882 F ou 7 962 F selon la cabine. Renseignements : (1) 47-42-32-27.

Emotions romaines avec Voyages UTA. Longs week-ends à Bucarest (départ le vendredi matin, retour le lundi soir) à partir de 2 250 F : vols Air France, transferts, trois nuits en hôtel de 1^{re} catégorie et visite guidée de la ville pendant une demi-journée. Voyages UTA, 3, rue Meyerbeer, 75009 Paris, tél. : 48-24-74-74.

Souvenirs de globe-trotters. Sous le titre *D'Asie et d'ailleurs*, Claude B. Levenson et notre confrère Jean-Claude Buhner livrent, avec « une certaine vision des êtres et des choses », descriptions, anecdotes et poèmes de vue à partir d'un itinéraire qui s'étire des Andes à l'Himalaya. Chez Baland, 332 pages, 119 F. Week-ends parisiens à prix raisonnables. Une centaine d'hôtels situés dans la capitale française, en Ile-de-France et dans l'Oise accueillent selon une formule associant deux nuits pour le prix d'une et la gratuité pour les enfants de moins de dix ans dormant dans la chambre de leurs parents à des réductions de tout ordre. Demander le livret de présentation des établissements (2, 3 et 4 étoiles) à l'Office de tourisme de Paris, 127, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47-23-61-72.

Traditionnel et anglais, Noël à Londres, au Hyde Park Hotel, un établissement membre des « Leading Hotels of the world ». Il est situé en bordure du parc, dans le très chic Knightsbridge. Palettes de forfaits : dîner de Noël, 400 F environ; la chambre simple ou double avec petit déjeuner : 1 250 F environ entre le 16 décembre et le 10 janvier. Renseignements au 19-44-71-235-20-00, demander le Christmas Coordinator.

Hausse

DE TELS PRIX
VOIENT LE MONDE
LES ACCESSIBLES.
ACCESS

هنا من الزمان

Les mannes de la maison Pasteur

En France, dira de Gaulle, on ne doit toucher ni au Collège de France, ni à la tour Eiffel, ni à l'Institut Pasteur... Fondé après la découverte du vaccin contre la rage, l'Institut ne cessera de poursuivre la mission que lui assigna le grand savant, de continuer à approfondir ses recherches et à dispenser ses bienfaits. Visite chez les héritiers d'une famille centenaire.

Au Grand Homme l'Institut Reconnaissant. Pas seulement le buste et la barbe de pierre, l'Appartement de Monsieur Pasteur, ses mille reliques, la crypte où il dort son éternel repos tant mérité, les objets du culte au musée, ses fioles, ses tubes, ses microscopes de cuivre, ni son nom gravé aux frontispices, ni sa légende, ni son boulevard, ni son métro... Mais aussi l'Institut se reconnaissant dans le grand homme, cent ans plus tard, cent bonds plus loin, cherchant, émergeant dans son ombre apaisante comme une feuille de mûrier sur le travail du ver à soie.

Ce n'est pas que le dieu laïque soit planté là au milieu de son

œuvre, ni même que son fantôme en calotte et lorgnon, veille au seuil des laboratoires, mais enfio, ici, on se sent pasteurien, forcément dépositaire d'une aventure spirituelle, d'une démarche scientifique qui s'incarna au dix-neuvième siècle dans un homme, un maître, un génie. On assume les ridicules de l'agiographie des familles; on sait bien que le «petit Louis», le «bon Pasteur», eut ses défauts - il tirait volontiers la couverture à lui - mais l'œuvre est immense et nous récoltons encore dans ses champs ensemenés. Sa réussite fut trop éclatante, trop constante, son effort si soutenu jusqu'à l'obsession - «Mon mari travaille, d'art et de ne rit pas!», - tout fut si miraculeux, que, de passages en passages, de générations en générations, l'œuvre ne sont pas dissous dans l'acide du temps. Proche et lointain, il est encore actif pour établir le lien - une religion, c'est au sens littéral ce qui relie - qui court de ses premiers travaux de cristallographie - aux micro-organismes, aux vaccins, à la biologie moléculaire. Il est au cœur et aux confins des activités de l'Institut, comme si ses découvertes, sa méthode et son style donnaient encore des résultats.

Cependant, la science est internationale, impersonnelle; là-bas, du côté du sida et de l'oncologie virale, le passé semble ne pouvoir pénétrer comme le moindre germe dans un milieu hautement technique et aseptisé. La rétrologie, l'immunologie structurale rendent bien étranges les géniaux

bricolages du début, quand l'oculaire du microscope aidait à peier l'œil, quand en exposant dans l'air put de Chamoni ses ballons de verre emmanchés d'un long col de cygne, Pasteur discréditait définitivement les champions de la génération spontanée, quand, en marchant dans un pré, il découvrait à ses pieds l'agent pathogène de la maladie du charbon, enfin, quand avec les rudimentaires moyens du bard il élargissait la connaissance du monde et du mal. Ses moelles de lapin ont-elles encore servi à son lointain ému qui, en 1985, séquença le génome du virus de la rage?

Être pasteurien, mieux, pastorien, c'est toujours accomplir, cent ans après, les missions de la fondation: recherche, traitement, enseignement; c'est se sentir embarqué dans les espérances et les dernières volontés du grand homme pour qu'après lui continue l'exploration du monde des microbes, du continent de l'infinitement petit, et que la médecine scientifique s'élève un jour au bieu suprême en soulageant l'humanité. C'est raison d'être fier, en tout cas rassuré, de s'adonner à la recherche dans ce «temple de l'avenir» construit en 1888, après une souscription publique où le pauvre et le riche, les généreux donateurs d'un franc, de cent sous, d'un million, portèrent tant de foi à la science. Les premiers disciples, Duclaux, Roux, Yersin, Nicolle, Calmette, furent aussi de grands savants. En ce lieu, on fit moisson de Nobel. Certains enfants des pastoriennes, qui jouaient à l'ombre des merlon-

niers sous les feutres du laboratoire, où Laveran (prix Nobel 1907) travaillait sur l'hématologie du paludisme, où Metchnikov (prix Nobel 1908) observait la phagocytose, sont à leur tour devenus des savants: ils sont restés dans la famille, comme si l'histoire, la tradition, ordinairement inutiles à la recherche, aidèrent ici les découvertes.

Avec Pasteur et les premiers pasteuriens le monde occidental vit disparaître la diphtérie, la typhoïde, le choléra. La mise au point des sulfamides fit encore reculer l'infection, la biologie moléculaire entraîna une nouvelle révolution. Les souches pasteuriennes n'ont cessé de proliférer. L'Institut est aujourd'hui le phare de la recherche biologique française. Quatre-vingt unités

regroupées en neuf départements travaillent dans les techniques de pointe de la microbiologie, de la biologie du développement et de l'immunologie. Un réseau de vingt-six instituts, assumant des activités de santé publique, assurent la renommée internationale de Pasteur. Un enseignement post-universitaire dont une grande partie est consacrée à des travaux de laboratoire, forme des étudiants du monde entier à l'esprit pasteurien pour qui la science et les applications de la science sont «liées entre elles comme le fruit à l'arbre qui le porte».

On y apprend aussi l'art de l'expérimentation élégante et rigoureuse, un savoir-faire mis en pratique par le maître, artiste dans sa jeunesse, qui savait que

les gestes précis, les instruments beaux et parfaits, assurent la réussite des manipulations.

Les traditions, la pluridisciplinarité, une méthode, une pratique, des statuts longtemps originaux - l'Institut est un organisme privé - le nombre des techniciens, des réparateurs, la collection de cultures des micro-organismes, les animaleries, enfin des crédits suffisants, facilitent le travail des scientifiques, leur apportent plus de liberté d'esprit et, peut-être, plus d'audace. L'audace, peut-être de Pasteur, qui osa vacciner le «petit Meister», sa liberté d'esprit qui lui fit trouver, en étudiant le chèque des postes, l'attribution du virus, et qui sait? son génie quand il mit en évidence, à ses débuts, la dissymétrie moléculaire des corps organiques.

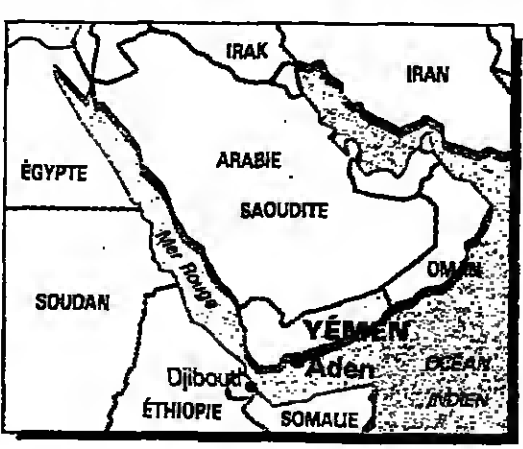


GASTON REUBENET

VOYAGE

les mohométans au moyen du kat», voulait un proverbe, au temps où vivaient encore deux mille juifs à Aden, avant la création d'Israël (où les citoyens d'origine yéménite introduisirent le kat...).

Le kat fut durand des siècles au Yémen une pratique réservée aux gouvernants, aux mystiques soufis, aux poètes et troubadours, gens dont l'imagination a besoin d'être constamment stimulée. Au pays du moka, longtemps, les plus hautes instances spirituelles discutèrent des qualités comparées du café et du kat, sujet même, au dix-septième siècle, d'une œuvre fameuse du penseur yéménite juif Chalom Chabezi.



Depuis les années 50 de ce siècle, le kat s'est «démocratisé»: même les femmes et les enfants ont fini par s'y mettre, ce qui a créé des situations dramatiques dans les milieux modestes: un bon bouquet de kat frais, aux feuilles nouvelles bien tendres, peut coûter à Aden, ces temps-ci, l'équivalent d'un demi-kilo de viande ou d'une journée de travail d'un manoeuvre.

Mais «à Rome vivons comme les Romains!», Katons au moins une fois! Nous voici donc en route pour Labedj, ci-devant chef-lieu du sultanat de ce nom, à 30 kilomètres d'Aden, dans l'intérieur des terres. Mis à part que le sultan a été détrôné par les marxistes, rien n'a changé depuis Nizan: «Lohedj, ville de paus-

sière avec des maisons de pausière, des palmiers de pausière, des hammes de pausière».

Notre hôte, le tonitruant vendeur saoudophobe de Crater Market, est originaire du Hadramout, contrée la plus désertique du Yémen (Hadramout-Haout: «présence de la mort»). Il s'est installé à Labedj avec sa femme et ses trois enfants, car on s'y tige plus facilement qu'à Aden, où un demi-million de personnes, dans l'agglomération au sens large du terme, doivent se partager un patrimoine immobilier conçu pour cent cinquante mille particuliers (en 1959, on dénombrait six cents habitants sur les quelque 100 kilomètres carrés de la presqu'île d'Aden).

Nous sommes au cœur de l'après-midi. Une douzaine d'hommes de tous âges, entre quinze et, nous jure-t-on, cent ans, sont assis sur un tapis dans la pièce la plus haute, la mieux ventilée - le mafredj - d'une maison de terre tout érodée. Chacun a apporté avec lui son «bouquet», qui dans un plastique, qui dans une feuille de bananier ou de maïs. On se cale bien dans un coussin et la mastication commence, petites feuilles accolées l'une après l'autre. Le cerceleur, l'acte de deat, malaxe ses feuilles dans un minuscule mortier de marbre avant de se les mettre au bouche. Surtout on ricane avec malice, formant lentement dans uoc une boule bien compacte qui,

bientôt, fait ressembler le mafredj au salon d'un dentiste...

Eau, sodas, thé simple, thé au girofle, bière et même, pour deux ou trois invités, vodka, voire alcool à 90° trafiqué, sans parler des cigarettes blondes, du narguilé et de quelques caramels la Pie qui chante, sont consommés parallèlement au kat. Peu à peu, le produit fait son effet, la salle devient une véritable volière. Pas de barde ou de chanteur, cette fois, venu, comme dans les livres, tester sa dernière création... Seulement notre brave soukier qui, le tuban sur la pupille dilatée, nous répète, pour la dixième fois, que kate est hôte, «puisque ce n'est pas interdit dans le Coran». Et d'ajouter: «Quand le Prophète a envoyé son gendre Ali à Aden (le fait est avéré, en 631) pour nous appeler à l'islam, si le kat avait été contraire aux lois divines, il nous l'aurait certainement enseigné.» (Le kat est arrivé au Yémen plus d'un demi-millénaire après Ali, mais il ne faut pas chagriner son hôte...).

Nous possédons ensuite, avec toutes sortes de certificats en lambeaux soudain produits devant nous sur la natte, au cursus de notre marchand: le kat lui a remis en tête les quelques phrases françaises apprises durant deux années d'école, à Djibouti, où il est né d'une concubine abyssine de son père; à quatorze ans, s'étant procuré dans le cité familial de Chibem, au Yémen, de faux papiers le vieillissant de quatre ans, il eut travaillé dans les travaux publics à Koweït, puis à Djeddah. Il en a tiré la dot, le mahir, que tout mahométhan respectueux des usages doit apporter aux parents de sa dulcinée, une Hadramite comme lui. Afin d'élever dignement sa descendance, il a ensuite été soutier durant un an dans la marine omanaise, sous les ordres d'un officier écossais. Enfin, est arrivée l'«heure de gloire» de son existence: parti de Irak dans l'idée de s'y livrer au colportage de produits de toilette, il s'est trouvé un méchant jour rafié et engagé de force dans l'armée irakienne durant la guerre contre l'Iran: «J'étais à Fao, vous savez bien, la bataille de Fao, dans les marécages, j'y ai tué un plein

fourgon d'Iraniens!»

Il dévide cela sans vraie haine pour l'ennemi (est-ce un des effets non recensés du kat?). Il ne témoigne non plus d'aucune rancune contre l'Irak, du moment que ça devait être sa destinée, puisqu'il est sorti vivant de l'enfer du Chott-el-Arab, qui plus est avec un pépère. «C'est comme ça que j'ai pu louer un banc de bonnetier au Croire et que je peux nourrir mes petits. A ton retour en France, envoie-moi un portrait de la tour Eiffel. Si j'étais resté à Djibouti, aujourd'hui, je serais pupille dilaté, nous répète, pour la dixième fois, que kate est hôte, «puisque ce n'est pas interdit dans le Coran». Et d'ajouter: «Quand le Prophète a envoyé son gendre Ali à Aden (le fait est avéré, en 631) pour nous appeler à l'islam, si le kat avait été contraire aux lois divines, il nous l'aurait certainement enseigné.» (Le kat est arrivé au Yémen plus d'un demi-millénaire après Ali, mais il ne faut pas chagriner son hôte...).

C'est sans aucune ivresse mais avec un sacré mal de mâchoire que je réintègre Aden, ville absurde, sans véritable centre, répartie par faubourgs séparés, au gré de très inconfortables alvéoles volcaniques ou sur des langues de terre chevauchant des marais salants. Cité dont l'unique monument notable sont les cyclopiennes citernes (50 millions de litres) dites de la reine de Saba, antiques en tout cas, redécouvertes en 1854, mais qui, tout compte fait, ne sont plus que des réservoirs vides taillés en cascade dans une entaille de la falaise. Rien à Aden ne peut vraiment séduire ou retenir. Cependant, au crépuscule manve, dans le tiède air nocturne de l'automne, on finit par éprouver un élan de sympathie à l'égard des Adénites: pour leur franchise, leur patience, leur non-conformisme. Et surtout pour leur volonte farouche d'arabes et non pas arabes saoudites, désir aujourd'hui insensé, demain peut-être prémonitoire. Aden sans Arabie...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugau

(10) Voir «Essai d'une monographie du kat» par Maxime Rodinson, in *Journal asiatique*, fascicule 1-2, 1977 (p. 71 à 96) (Société asiatique, 3 rue Mazarine 75006 Paris). On peut également lire aussi avec profit «La société yéménite et le kat» dans l'ouvrage collectif dirigé par Joseph Chelhod *Arabie du Sud. Histoire et civil-*

Aden sans Arabie

Suite de la page 15

Outre les ataviques vertus guerrières des Yéménites, voilà que ces pauvres parmi les pauvres se mettent maintenant non seulement à s'unir mais encore - avec le concours des Russes puis des Occidentaux - à trouver du pétrole, et en plus avec un pied de nez à l'Histoire puisque le naphte gît notamment sous les sables que fertilisa, avant l'ère chrétienne, la civilisation de Saba! (Trois cent mille barils par jour en 1991, le double prévu en 1996, sans omettre des réserves gazières évaluées par la revue *Pétrole et gaz arabes* à 20 000 milliards de mètres cubes.)

Or dans tout Yémenite digne de ce nom sommeille d'un seul œil un irrédentiste depuis qu'en 1934 le roi d'Arabie annexe, après un affrontement militaire et par un traité inégal imposé à l'imam régnant de Sanaa, la province côtière yéménite de l'Assir. Aussi, pour retarder ce qui constituera peut-être un jour le début de la fin de l'hégémonie saoudienne dans la région, Ryad, par bédouins transfrontières interposés, multiplie-t-il les mistoules à l'égard des prospecteurs étrangers d'hydrocarbures dans toute la zone yéménite longeant le territoire saoudien: disparitions répétées de véhicules, de matériels, etc, voire inquiétantes incursions militaires. Et, bien entendu, financement occulte de personnalités et mouvements yéménites partisans d'un islam plus sévère. Tout Aden bruit de ces nouvelles venues du lointain désert ou de telle ou telle mosquée proche.

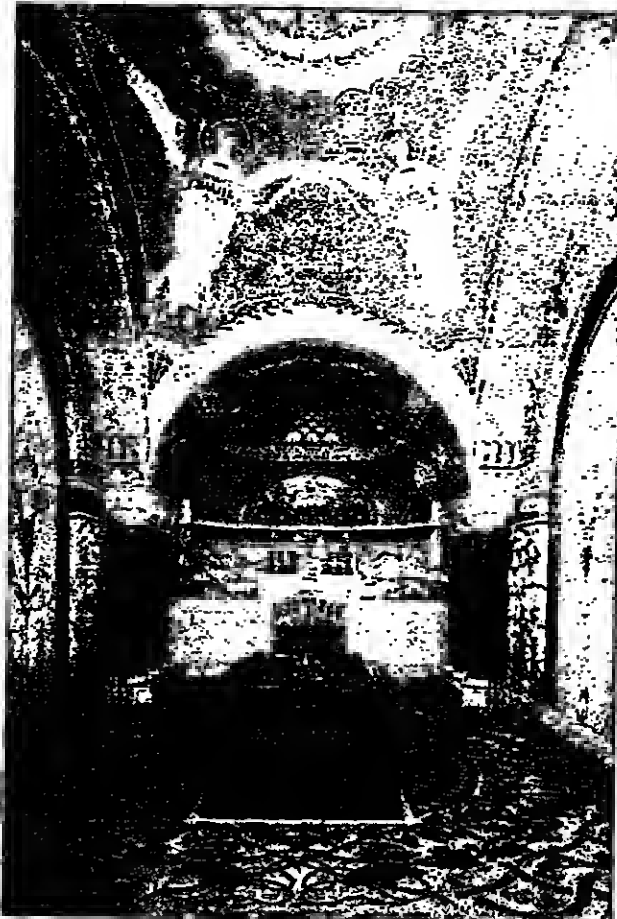
«Dieu fasse que les Saoudiens [ils suivent quelques comparaisons animales et sexuelles bravant tout à fait l'honnêteté] ne fument pas trop leurs pattes dans nos affaires pétrolières, maintenant que le travail va revenir avec NOTRE huile pour NOTRE raffinerie!» La scène est au marché

du Cratère, le mieux achalandé d'Aden depuis que les pénuries socialistes ont disparu. Comme son nom l'indique, on y circule littéralement sur un volcan; mais, pour le moment, le plus brûlant est le magma politique que figure également ce souk à clientèle masculine exclusive, où se négocient - sur fond sonore de lectures et commentaires des nombreux journaux nés de l'unification-libéralisation - toutes tballandaïses ou javanaises, chemisettes chinoises, tricots de coton sans marque d'origine, raisins locaux à énormes grains roses, bananes tout aussi locales mais de la taille d'un index et kat. Surtout le kat!

Le régime communiste - tels l'imam-roi du Yémen vers 1540 ou Albion en 1957, mais avec plus de succès - avait interdit la consommation de cette drogue végétale sauf le jeudi soir et le vendredi, jour férié, «sinon, il y aurait eu révolution dans la révolution!» L'union des deux Etats, si elle a laissé subsister jusqu'ici deux législations (ainsi polygamie et réputation sont licites à Sanaa mais encore impossibles à Aden), deux monnaies, deux polices et deux armées distinctes, a, en revanche, permis au Sud de s'aligner sans tarder sur le Nord quant à l'absorption du kat...

Le rotho edulis (10), cousin dévoyé de noire fusain, est un stupéfiant - prohibé en France depuis 1957 - alcaloïde et ascorbique, aux effets proches de ceux des amphétamines: euphorie, esprit vif, élan gaélique, coup de fouet général au système nerveux; mais aussi, par la suite, anorexie, insomnies, aboulie, spermatoxibés, impuissance. Introduit ici vers 1300, d'Ethiopie chrétienne, par un prince de Tazé, le kat passe à notre époque, sur les deux rives de la mer Rouge, pour une «passion musulmane». «Allah a châtié les Israélites au moyen de l'olcool et

SANS VISA PARCOURS



La grande bibliothèque de Pasteur, dans le bâtiment construit en 1888 après une souscription publique, contient plus de cent mille ouvrages de microbiologie dont la plupart ont appartenu au savant.

La crypte, où reposent Pasteur et sa femme, a été construite en 1895 sur le modèle du mausolée de Galla Placidia à Ravenne.

ture coloniale et des missions de santé publique confiées aux pasteurs, qui s'organisaient en colonies sanitaires pour inoculer le « réservoir à virus », autant dire l'indigène, des équipes converties à l'entomologie médicale se penchent aujourd'hui sur les insectes vecteurs, comme ces mouches noires qui affolent le bétail, ou s'intéressant au paludisme, principale cause de mortalité dans le tiers monde, étudient la cascade enzymatique des moustiques et des vers à soie, ces deux invertébrés qui, autrefois atteints de pébrine et de flacherie, étaient déjà passés sous le microscope de Pasteur.

Enfin, l'institut possède plusieurs animaleries, sans lesquelles il n'y a pas de science du vivant. Les murins, les lapins, les siéges - les salamis sont fournis par le centre de primatologie de l'Institut Pasteur de Cayenne - sont installés dans des cages de verre, gavés de chauds biberons, attendent, gros et gras, qu'on leur retire leurs anticorps monoclonaux. Ce n'est plus l'époque où le bébé enterré de la rue Vauquelin effrayait le voisinage, où un ébénier, parfois, s'échappait avec dans le ventre une sonde d'argent, où les patients chevaux de Garches, l'œil inquiet, tendant le cou, offraient leur sang pour sauver les enfants du croup, le cauchemar des mères. Là encore, sur le seuil, le génie tutélaire du bienfaiteur de l'humanité qui recruta tant d'insulaires pour avoir multiplié les attentats contre les moutons et les poules, mais qui, dit-on, n'aurait pas tué un oiseau à la chasse, drapé dans sa dignité, comme Pasteur lui-même sur le portrait officiel de Bonnat, grand-croix de la Légion d'honneur, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, membre de l'Académie française, etc., semble débouter les avocats des bêtes co plaçant pour la science utile à la santé et au bonheur des hommes. Les animaleries sont une chance et une richesse de l'institut, car les Allemands, sen-

sibles, ont interdit la vivisection, et les Américains doivent remplir dix formulaires pour n'ouvrir qu'une seule souris.

L'institut, ce monument où se côtoient l'ancien et le nouveau, où la base rejoint la pointe, ce lieu original dans l'univers de la recherche, qui n'a pas oublié son fondateur, ne peut donc laisser inerte la matière, indifférent le réel. Il sollicite à sa manière vertueuse et efficace, avec son esprit maison, les mystères de la vie. Avec son campus où l'on saute d'un laboratoire à l'autre, où les disciplines se tissent à mesure du progrès, la famille centenaire n'a pas perdu confiance en la noblesse de sa mission. Les ancêtres sont là : les cendres de Metchnikov dans une urne souvent fleurie, Roux sous sa dalle austère comme sa vie d'ascète, et le maître, dans son sanctuaire.

Si donc un doute effleure les manipulateurs du génie génétique, s'ils s'inquiètent soudain de la diabolique puissance de la science commémorée, les physiciens oculistes ou Einstein se mordant les doigts, qu'ils aillent se recueillir un 28 septembre, date anniversaire de la mort de Pasteur, dans la crypte, en ce lieu de légende dorée, sous les fresques de mosaïque, les entrelacs de vignes et de houblons (les études sur le vin et la bière, 1866-1872), les feuilles de mûriers (les travaux sur les vers à soie, 1870), l'épopée des enfants que des chiens dévorants se disputent (la vaccination de la rage, 1885), les inscriptions enfin où jamais la science ne peut faillir en son pilier, puisqu'elle est la vertu théologale, foi, espérance et charité.

Christian Colombani

► Musée Pasteur, 25, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris. Visite de l'appartement, de la bibliothèque et de la crypte, de 14 heures à 17 heures, du lundi au vendredi. Visites guidées sur rendez-vous. Tél. : 45-88-82-73.

► Le Musée des applications et de la recherche, 3, boulevard Raymond-Poincaré, 92430 Marnes-la-Coquette. Sur rendez-vous. Tél. : 47-01-15-97.

Il fallait qu'après l'homme, son fulgurant passage, l'œuvre survive, non pas tant ce que la science peut toujours remettre en question, mais ce que le génie engendre de mystérieux et d'éternel : l'aventure extraordinaire, celle de Pasteur à qui tout est donné et pardonné, la légende vivante, le panache sans tache, à lui seul le Bon, le Bien, le Beau ; la réurrection des enragés ; le pasteurisateur du vin et de la bière, le consolateur de la sériciculture... Il fallait que ce miracle profane soit recueilli et cultivé, qu'il soit célébré comme l'exception qu'aucune expérimentation ne peut reproduire, qu'il soit, en ce triomphe de la science, le savant béni, l'excuse, le bon côté du poète maudit par les bourgeois sans cœur.

Cette éblouissante réussite reglissait sur les pasteurs d'aujourd'hui. On dit qu'ils sont parfois arrogants

comme l'était leur maître, sûr de ses vérités devant de doctes académiciens, devant le botaniste Trécul. Ils sont heureux, surtout, car ils ont une histoire.

L'hôpital, construit en 1900 sur des plans répondant aux impératifs de l'asepsie - chambres arrondies, double entrée, mobilier métallique, isolement des patients - accueille bravement les malades du sida, comme un vieux combattant qui livra d'autres terribles batailles indigales contre la tuberculose pulmonaire ou les méningites bactériennes. Spécialisé dans le traitement des maladies tropicales et immunitaires, il héberge encore de temps à autre un pauvre Africain atteint d'un mal mystérieux. Ses infirmières appartiennent toujours à l'Ordre de saint Joseph de Cluny qui, à l'époque, fut le seul à bien vouloir, par mesure d'hygiène,

retirer les cornettes et dénuder les bras. Au sein des chambres les serpillères sont encore imbibées d'eau de Javel. On pense à Pasteur qui, d'après René Valléry-Radot, son gendre, « ne se servait pas d'une assiette, ne prenait pas un verre sans les avoir examinés avec un soin minutieux et essuyés à plusieurs reprises », ou au Bioduret de Céline, « avec sa manie de rincer parfaitement les bouteilles et de surveiller d'incroyablement près l'éclat des milles ». Mais la proximité du département du sida et des rétrovirus permet à cet hôpital de mettre en œuvre les thérapeutiques les plus récentes et d'expérimenter des protocoles d'étude ou d'essai.

Au département de la rage, on observe aussi ce mélange de modernité et de tradition. Dans les mêmes salles carrelées de rouge où le docteur Grancher, en présence de

Pasteur, vaccinait les premières victimes, on vient d'isoler et de cloner le gène de la maladie. On en sait bien plus qu'à l'époque du berger Jupille et des mordus de Smolensk, mais on conserve encore la première souche, isolée d'une vache égarée il y a plus de cent ans, et entretenue 2076 fois jusqu'en 1985 par des passages intercébraux de lapin à lapin. C'est la réminiscence vivante de ce qu'on appelait alors la rage des rues, une abomination transmise par le chien et qui, propagée de nos jours par des renards, des loups, des vampires ou des rats laveurs, fait encore, chaque année, 50 000 morts dans le monde. L'institut, centre de référence des soixante centres antirabiques français, a reçu en consultation près de deux mille personnes en 1990.

Ailleurs, en mémoire de l'aven-

Guide

■ Quand on est à Aden, et d'une manière générale en mer Rouge, et qu'on a lu les lettres de Rimbaud (dans « La Pléiade » ou bien dans Je suis ici dans les Galles, missives et textes de Rimbaud choisis et présentés par Alain Joffroy, Le Rocher, 1991, 140 p., illustrées noir et blanc, 89 F) et Aden Arable de Paul Nizan (Le Pointe à Seuil, 155 p., dont 45 occupées par l'indigeste préface de Jean-Paul Sartre), il reste bien sûr les inévitables récits ou romans - plus de soixante-dix - d'Henry de Monfreid, dont plusieurs ont été réédités récemment par Grasset.

A propos de l'écrivain-corsaire (ou pirate ?) on peut aussi se plonger dans sa récente biographie l'Incompréhensible Henry de Monfreid au titre à combien justifié ! L'auteur en est le journaliste Daniel Grandclément (1990, Grasset, 415 pages avec 50 photos et cartes noir et blanc, 135 F), déjà réalisateur pour « Thalys » sur FR3 d'un portrait filmé de Monfreid.

A Aden même, par exemple à la caverne de l'hôtel Mövenpick-Aden, on peut se procurer le Yémen retrouvé, livre-album en couleur du reporter britannique indépendant Michael Jenner (Longman Group, Burnt Mill, Marlow, Essex, CM20 2JE Royaume-Uni, traduit de l'anglais par Gabrièle Marchez et François Caron, 180 p., grand format, plusieurs éditions depuis 1983).

Le Grand Guide du Yémen (ouvrage collectif traduit de l'anglais par Marc de Gouvernain et Anne-Védrine Cadoret, « Bibliothèque du voyageur », Gallimard, 312 p., et bien illustré en couleur, 180 F) se signale hélas par une traduction indigente, tout à fait indifférente, entre autres, à la graphie française courante des noms propres arabes, et par plusieurs inexactitudes historico-religieuses.

Rien ne vaut finalement le déjà ancien Yémen de Claudie Fayon (1975, « Petite planète »), doctoresse française ayant fait carrière en Arabie Saoudite, pays dont elle a si merveilleusement cerné l'âme timide.

Signalons enfin que Chiavelli, s'inspirant de la décennie édénico-abysine de Rimbaud, a publié chez Dargaud plusieurs bandes dessinées, notamment : Arthur R., Un coup de dé n'ébouillera jamais le hasard (1988).

Aucun des ouvrages précités ne contient beaucoup de détails sur Aden. On peut en revanche en trouver quelques-uns à la rubrique « Aden » de l'Encyclopédie de l'Islam.

Pour se loger à Aden il n'y a guère l'embarras du choix. L'ex-Francel-Aden, géré maintenant par les Suisses de Mövenpick, est un palace inodore, incolore et sans saveur à l'écart de la ville mais proche de Khormaksar, secteur des consulats, et de l'aéroport (et des merisiers encore pleins de filaments roses et de hérons gris). Revêtu par la guerre civile adénite de 1988 (dix mille morts) l'hôtel Aden est en tout cas aujourd'hui rénové de fond en comble. Il offre en outre la particularité - c'était du moins le cas ces jours derniers encore - d'exhiber un des ultimes signes du communisme sud-yéménite : un orchestre et des danseuses de Cuba...

Encore plus excentré que le Mövenpick-Aden, mais à proximité d'une plage calme, l'hôtel Gold-Mohur est l'autre palace d'Aden. Quant au fameux Crescent Hotel des années coloniales - magnifiquement situé près du débarcadère de Tawahi - on a retiré l'étoile rouge qui le couronnait au temps de l'arabisme. Mais il n'en a pas pour autant retrouvé par enchantement son confort capitaliste et son cachet orientaliste.

Des prix à vous faire partir !

THAILANDE
prix à partir de
8760 F

• Transport A/R compris
• Vues panoramiques
• Mini-Cit 4x4
• « Rouleurs de printemps » 4 nuits
• Séjour Pattaya, 3 nuits Orchid Lodge
• Déjeuner et boissons
• VO
Tél. : 40 53 07 11
181, bd Pereire, 75017 PARIS

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Camino
FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

Early Bird.
Les droits accompagnés moins chers. Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux Etats-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

Option Prix Garanti.
La fin des aléas monétaires. Rien de plus désagréable qu'une hausse de tour de résultat de fluctuations monétaires. En versant 70% d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

Camino
VOYAGES EN RÊVE MAJEUR
CAMINO 136, rue Championnet 75018 PARIS. Tél. : (1) 44 92 80 00

Interalpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.

Profitez de tous les raffinements que vous propose cet hôtel de classe incomparable situé en plein cœur des Alpes. Aménagée dans le style de la région, la maison répand une atmosphère aussi accueillante qu'harmonieuse. Les cuisines se font un point d'honneur à régaler votre palais de tous les délices imaginables. Quant à notre cave, elle est garnie des meilleurs crus. Chacun des spacieux appartements comporte un poêle de faïence et offre une vue splendide. Côté loisirs et détente, vous avez l'embarras du choix : piscine, courts de tennis, bains bouillonnants, sauna, fitness club. Nous avons même prévu une section de bains thérapeutiques. Salon de coiffure et Institut de beauté complètent notre programme « bien-être ». Le fascinant paysage des Alpes du Tyrol vous invite outre propre bus-navette vous conduira au départ des 240 km de pistes de ski de fond qui sillonnent les environs de notre hôtel. Peut-être vous laisserez-vous également tenter par le romantisme d'une promenade en traineau et l'enchantement du spectacle hivernal qu'elle offre.

INTERALPEN-HOTEL TYROL
B.F. 96-A-6410 Telfs-Buchen, Autriche. Tél. 19-43 / 52 62 / 6 06
Tél. 0 47 00, 534 654 INHOT. Télécopie 19-43 / 52 62 / 60 51 90. Réservations téléphone 19-43 / 52 62 / 60 62 81

هنا في الجبل

هنا من الوطن

Hêtre ou ne pas être

Ce sont des arbres sous lesquels la promenade se fait sans effort ; à leur pied ne poussent que de rares et maigres végétations. Ils sont hauts, droits, rigoureux... et fragiles. En Normandie, un constat de cet état précaire.



« **L**ORSQUE le soleil se couche, elle se carmine et elle surgit, telle une monstrueuse et délicate chasse, rose et verte, et, au crépuscule, elle se bleuit, puis parait s'évaporer à mesure qu'elle violette. » Pour être de pierre, la Cathédrale d'Euysmans n'est pas moins dotée de tous les reflets qu'elle apporte à celles, couronnées de feuilles, dites aussi cathédrales, qu'ont pu former quelques colonies de bêtres, suscitées moins pour le recueillement qu'elles autorisent que par le commerce qu'elles entretiennent, à la fois tirelignes en attente et reli-

quaires où conserver les bribes de mystères que l'époque et le grand jour dissipent, mais que l'espoir d'une nuit suffit à ranimer.

Ces futaies qui tirent leur force, leur valeur et otre ravissement, de ce double jeu d'intérêts hétéroclites, d'une inclination à narguer le ciel, lorsque leurs conseillers de pierre se proposent plutôt de le contenir ou de le représenter, ou craignent rien tant que l'approche de l'hiver, qui, les décoiffant, révèle aux fidèles l'imposture ou la réalité, la vanité ou la réussite de leur tentative. Un instant il devient difficile, lorsque com-

mence à s'effilocher une chevelure pour chacun également fraîche de l'aonée, de ne pas regarder la charpente mise à nu avec les yeux du plus impitoyable de ses prédateurs, le hucheron, qui n'y voit que du bois.

A moins que l'arbre ne soit élu (exclu ?) au bénéfice de l'âge, grand solitaire alors paré de toutes les vertus de l'espèce, sujet et non plus objet, individu digne de recevoir un nom propre, avec lequel s'impose le dialogue en place de l'éconocéc, sec, assassin, d'un cubage. Ainsi, pour ne puiser que dans les bêtises de l'axe Paris-

Dieppe (1), salue-t-on au passage le hêtre de la Bunodière et ses frères quasi triceotaires en la forêt de Lyons (10 600 hectares), le hêtre le Poilu (250 ans) en celle d'Eawy (7 200 hectares) et le hêtre Montariol (250 ans) en celle d'Arques (1 000 hectares).

Vigiles à qui l'on prête d'avoir vu venir de si loin l'Histoire qu'elles ont gardé pour elles leurs informations, rescapées de trop de guerres (échappant, pour en rester à la plus récente, de la transformation en « pieux Rommei » destinés à empêcher un débarquement allié à Dieppe, réfractaires, en Eawy, à la protection des pistes de VI et ainsi épargnées par les bombardements britanniques), survivant aux tempêtes autant qu'aux pacifiques armées de potiers et de verriers qui en alimentaient leurs fours, ou à celles des sabotiers et des charbonniers de jadis, ces hêtres-là se sont trop souvent trouvés du bon côté au bon moment pour ne pas éveiller, avec l'admiration, le soupçon.

Sagesses en duplicité, ils ne sont oracles que de ceux qui apportent leurs réponses avec leurs questions, tant ils sont eux-mêmes questions. On les voit si sérieux qu'on les croit sages, et sage d'aller, tête levée, au terme des laies profondes que les hommages ont tracés vers eux, recueillir ou penser cueillir un peu de leur sagesse. Les esthètes délaissent les légendes qui ont pris corps dans leurs racines pour s'enouvoier de la pureté des lignes, tandis que les politiques s'interrogent sur ceux dont ils tiennent leur pouvoir, une multitude à qui ils doivent, avec leur dernière énergie, d'avoir vécu ou survécu, et dont les éconocécistes communiquent le compte.

Car l'arbre cache les chiffres, terribles, d'une autre forêt, anéantie : la progression décroissante de vingt mille semis à l'hectare aujourd'hui pour finir à moins de cent à l'âge adulte cent cinquante ans plus tard (avec un passage délicat entre les âges de 20 ans et de 90 ans, où leur nombre dégringole de cinq ou six mille à quatre cents à l'hectare). Mais ceux qui ne verraient de nos plus beaux sujets que leur règne sur des champs de mort (d'où le silence qui semble les environner ?), leur complicité avec les bourreaux, puisque c'est en leur nom, à leur instigation, que ceux-ci ont fait leur office, feraient injustice au souci du hêtre commun et à l'art du forestier, qui, derrière les hasards de la naissance, a su déceler et cultiver le don.

« Ils ont besoin d'être serrés au départ, car il y a une sorte d'émulation entre eux, et, pour nous, la possibilité de choisir », dit le responsable de la forêt d'Eawy, Antoine Yesselink, qui s'en vient, chaque dizaine d'années, avec ses hommes déployés en ligne, ratisser parcelle après parcelle, rabattre des mal-formés, des médiocres, des profils ouo convenus ou de ceux qui, simplement, risqueraient de porter ombrage à plus beaux qu'eux. Ceux-là seront marqués du sceau infâme de la « délinquance » qui les fera passer dans

l'au-delà des fagots, des bûches, des planches, des agglomérés ou des pâtes à papier.

L'opération dite d'« éclaircie », « une sélection, et non pas une opération géométrique », insistent les hommes de terrain (2), doit avoir dégagé avant leurs 40 ans les tiges essentielles si l'on veut façonner ces futaies indispensables pour être de rapport, car il n'est de belles cathédrales que bonnes pour le marché. Le beau du promeneur n'est qu'un avatar, un témoin de ce que le menuisier estime bon : sont beaux les arbres les plus droits, à la silhouette régulière, naturellement bien élaguée, le haut-pied équilibré, la cime lisse.

Les laiderons fourchus, tourmentés, aux fibres torces, affligés de nœuds et de bourrelets, encombrés de trop de branches, poussés à contre-emploi, que la déconnaissance fauchée pour mission d'adresser à l'enfer avant qu'ils n'incommodent les élites en formation, ont obtenu une réparation, presque une reconnaissance, dans la forêt d'Eawy, en bois de Pimont, où ont été sauvés de justesse un chêne et deux hêtres bicentenaires, trois solides gaillards bas-trançais, « bons pour des peintres, pas pour des menuisiers, dont l'un, spectaculaire, affecte la forme d'une pieuvre », comme les décrit l'un des défenseurs de curiosités aussi attentatoires à la futaie que le serait un retable mexicain dans un temple danois. La clémence des autorités apporte aux trois rescapés le privilège rarissime d'aller à leur helle mort, assorti d'un droit de visite balisé, signe qu'un nouveau commerce les trouve à son compte : celui de la promenade.

Justement, promenons-nous. A ceux qui n'ont pas la patience d'attendre un siècle et demi ou plus, notre forêt ne propose-t-elle pas de traverser les temps à venir en une petite heure de marche, pour assister presque en simultané aux différentes étapes ? A cela près que celle que l'on découvre à l'enfance, dans les filets qui la protègent du gibier trop gourmand, empruntera des traits sensiblement différents de celle qui nous a converti.

C'est que le commerce, pour hautes qu'elles soient, juge désormais maigrichonnes et de constitution trop « nerveuse » celles qui le fournissent actuellement, exigeant à l'avenir un tour de taille plus ample. Et l'art de bâtir d'obtempérer : on éclaircit plus tôt et l'on ratisse plus large, pour que les tiges élues poussent plus vite et prennent davantage d'épaisseur afin d'être mûres pour l'exploitation vingt ans plus tôt qu'aujourd'hui. Ainsi les cathédrales oormandées de nos arrière-arrière-arrière-petits-enfants n'auront plus l'élan ni les proportions des nôtres : elles offriront des piliers plus massifs et plus espacés à une voûte plus proche.

Surtout, la bêtise pure aura disparu. Afin de combattre l'ennemi tenace et ravageur du hêtre, en Normandie, cause, avec les récentes tempêtes, de larges « éclaircies » non désirées, le *Cryptococcus fagisuga* (ou remarquera comble le même animal paraît

moins redoutable, presque de bonne compagnie, sous le nom commun de cochenille du hêtre), dont on attribue notamment la prolifération certaines années à la destruction par les agriculteurs de son prédateur ootorel, la cocciole, ou a décidé d'épauler le patient, qui offre ainsi une meilleure résistance à l'insecte, en lui offrant le soutien de l'étable, du sycamore, de l'alisier terminal et surtout d'un éternel rival auquel il a dû trop souvent laisser le beau rôle : le chêne.

Cbène et hêtre coexistaient d'ailleurs autrefois dans la région, et l'on maîtrise mal les causes de la raréfaction du premier. Les uns évoquent des facteurs historiques, comme le bombardement de Dieppe en 1694 par la flotte anglo-hollandaise, qui amena des coupes claires dans les chenaies d'Arques pour la reconstruction de la ville. D'autres, le mode de gestion de la forêt après la Révolution et l'engouement des usagers pour celui qui poussait le plus vite. D'autres, enfin, les « natures » respectives du hêtre, essence d'ombre, supplantant rapidement, lorsque l'on ne veille pas aux équilibres, le chêne, essence de lumière.

Pour atteindre plus sûrement le nooel objectif de mixité, les ébœages se développent : on importe les glands des forêts de Saint-Germain ou de Bellême, tandis que 250 000 plants de hêtre estampillés Eawy partent pour celle de Compiègne. Mais les promesses faites au hêtre de conserver sa suprématie numérique n'en continuent pas moins de l'inquiéter. A l'état de bois, si l'on en croit le *Moniteur des scieries et des travaux publics*, il ne se sait premier que pour les cannes, les sabots, les hélices d'avion et la boissellerie (les épingles à linge sorties d'Eawy étaient particulièrement prisées en Algérie), tous produits d'avenir oubliés, tandis que le chêne s'adapte aux charpentes, les escaliers, les portes et les fenêtres, les meubles et la marine. A l'un le solide et le durable, à l'autre la frivolité.

Il ne reste plus au hêtre qu'à mieux faire connaître sa différence, car si son rival est communément reconnu comme « majestueux », lui seul a le privilège de l'élégance. Son écorce si fragile qu'elle risque des coups de soleil en lisière fait jouer son argent dans le clair-obscur des futaies, apportant aux nefs des reflets et des effets de profondeur sans égal, et lorsque le commun, après s'être soumis au déclin du jour, ressent les premières gélées sur un visage où ne se lisent bientôt plus que les rides, il sait conserver des couleurs et n'avouer jamais totalement l'hiver sous son costume marcescent. Et puis son tronc si lisse n'est-il pas le seul où graver nos semailles d'éternité ?

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Avec environ 1,25 million d'hectares, dont 70 000 pour les plus communs de Haute-Normandie et de Picardie, les hêtres occupent plus de 10 % de la surface des forêts de France.
(2) Le hêtre, INRA, 614 p., 250 F.

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*
ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France-Portugal-France

AP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables jusqu'au 15/12/91 et du 7/1/92 au 31/3/92, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

24 Le Japon et l'audiovisuel
Un entretien avec M. Isomura, conseiller de l'UNESCO

25 Communication
Dow Chemical en Tchécoslovaquie

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

BILLET

Actionnariat
à deux vitesses

Vivent les petits actionnaires ! L'offre publique d'achat lancée par Accor sur la Compagnie internationale des wagons-lits a fait se lever une série de bonnes âmes pour défendre leurs droits. Dénormé, société qui en fait profession, M. Pierre Bellon, président de Sodexho, suivit par trois fonds d'investissement belges, ont décidé de se pourvoir en justice en faisant valoir que le prix offert (8 650 francs belges) dévalorisait les parts actionnaires, Accor ayant payé ses actions 44 % plus cher (12 500 francs) et venant encore de calculer sur cette base l'augmentation de capital de sa holding Cofinor.

Ces défenseurs ne sont pas forcément les mieux placés pour parler au nom des « petits » et des « sans-grade » : M. Bellon, qui détient encore 5 % des Wagons-Lits, comme les fonds d'investissement de la banque Bruxelles-Lambert ou de la Kredietbank NV, auxquels s'est joint l'assureur britannique Norwich Life, sont plutôt des « minoritaires », non dépourvus de moyens de défense.

Mais ce type de contestation n'est pas isolé ni circonscrit à un pays. En France, la cour d'appel de Paris doit statuer le 20 novembre sur le recours déposé par un actionnaire minoritaire de Delmas, qui réclame le prix offert par le groupe Bolloré pour l'acquisition de la société de transport maritime Delmas, Aux Pays-Bas, des actionnaires du groupe de transport maritime Nedlloyd NV viennent de contester la direction du groupe à accélérer la vente d'actifs. Enfin, même dans la tranquillité capitaliste Helvétique, des minoritaires ont pendant de longs mois combattu en vain les dispositions anti-OPA prises par le géant agro-alimentaire Nestlé.

Ces révoltes ne sont pas dépourvues de bonnes raisons. Les présidents flattaient toujours les petits actionnaires lors des assemblées générales, et savaient faire appel à leur fidélité pour les augmentations de capital. Le gouvernement français découvre périodiquement leur existence pour assurer le succès des privatisations, grandes ou petites, totales ou partielles. Aujourd'hui, il leur suggère d'acheter des actions.

d'El-Aquitaine ou du Crédit local de France (CLF). Mais dirigeants et gouvernements actionnaires majoritaires se soucient rarement de les informer sur les ventes, acquisitions et fusions, et moins encore sur la marche des sociétés. Même si des efforts ont été faits, rien n'a vraiment changé depuis l'époque du rapport Baumgartner de 1971 destiné à raviver le marché des actions. Les actionnaires minoritaires avaient alors élévé les pouvoirs publics, « ne voulant plus faire les frais de l'appétit des grosses sociétés » (le Monde du 20 juillet 1971). Vingt ans déjà...

DOMINIQUE GALLOIS
et GUY HERZLICH

La négociation sur l'assurance-chômage

Les syndicats contestent le principe
d'un « accord d'étape »

La perspective de la signature d'un « accord d'étape » s'est singulièrement éloignée, jeudi 14 novembre, à l'issue de la quatrième séance de négociation sur le financement du régime d'assurance-chômage. Contrairement à ce qui s'était passé lors de la précédente séance du 28 octobre, les discussions entre les partenaires sociaux ont davantage échoué sur la forme que sur le fond du premier train de mesures d'économies préconisées par le CNPF. La prochaine séance de négociation, le 27 novembre, a été mise « au conditionnel », dans l'attente des les contre-propositions syndicales.

La CFE-CGC, la CFDT et la CFTC ont refusé d'examiner des propositions patronales sur le financement de l'assurance-chômage, qu'elles qualifient de « demi-mesures », alors même que la gravité de la situation du régime d'assurance-chômage nécessiterait, selon elles, l'ouverture d'une négociation globale couvrant l'intégralité du déficit. Selon les dernières estimations de l'UNEDIC, ce dernier pourrait atteindre 8 milliards de francs en 1991 et 19 milliards d'ici la fin 1992, alors que les mesures d'économies proposées jeudi n'au-

raient rapporter que 5 milliards de francs en années plénières.

« Quand il y a le feu à la maison, on se préoccupe d'abord de l'éteindre, avant d'examiner les problèmes de méthode », s'est insurgé M. Jean-Louis Girard, président de la commission des affaires sociales du CNPF. Or, la gravité de la situation est telle - si aucun accord n'était trouvé, le régime pourrait, à l'issue de l'été, se retrouver en état de cessation de paiement dès le mois de mars 1992 - qu'il convient déjà, selon lui, d'adopter les mesures les plus urgentes afin de conserver une crédibilité auprès des banques.

Renforcer
le contrôle

Le responsable du CNPF a rappelé qu'il n'avait de toute façon pas mandat pour négocier une hausse de cotisation supérieure à 0,12 point - or, une telle hausse est nécessaire pour parvenir à un retour à l'équilibre du régime - si cette première augmentation n'était pas déjà accompagnée de mesures d'assainissement (le Monde du 30 octobre). Les organisations syndicales se sont donc vu proposer un protocole d'accord tendant à « privilégier l'indemnisation des chômeurs les plus vulnérables et à renforcer l'indemnité pour les chômeurs à retrouver un emploi » tout en « assurant le meilleur recouvrement

possible des contributions d'assurance-chômage ».

Ainsi le CNPF préconisait-il d'instaurer un contrôle sur la réalité de la recherche d'un emploi par le chômeur, en prévoyant une première notification de l'allocation de base pour une durée de quatre mois. Terme au bout duquel l'ASSEDIC aurait cherché à suspendre cette allocation si l'affilié se révélait incapable de prouver sa recherche d'emploi. Cette mesure a été fortement contestée par la CGT et Force ouvrière qui s'opposent à ce que les ASSEDIC se transforment en « organismes de répression ».

Le CNPF prévoyait aussi de freiner la mise au chômage des salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans grâce à la généralisation de l'aménagement Delalande, qui prévoit une contribution des employeurs équivalente à trois mois de salaire par salarié âgé licencié. Mais le CNPF envisageait aussi une mesure consistant à inciter les entreprises à différer d'un an la mise en préretraite d'un salarié âgé de cinquante-cinq ans et trois mois, sous peine pour ce dernier de perdre, pendant un an, son allocation de base, aujourd'hui garantie jusqu'à l'âge de la retraite.

Enfin, le CNPF proposait l'instauration d'un « différé d'indemnisation » de quatre jours, qui aurait été appliqué à tout nouvel allocataire mais qui aurait préservé les travailleurs précités.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Les professions de santé
défient le gouvernement

Suite de la première page

Le corps médical doit admettre que son avenir est lié à celui de la Sécurité sociale et à la maîtrise de ses propres effectifs.

Il est temps que les médecins libéraux comprennent qu'ils ont tout intérêt à ce que l'assurance-maladie se dote de mécanismes de régulation. Depuis sa création, celle-ci a simultanément assuré la croissance de leurs effectifs et leur accession sociale. Elle leur garantit tout à la fois la liberté d'installation ou de prescription et supporte l'essentiel des coûts, c'est-à-dire l'essentiel du chiffre d'affaires des professions de santé.

Alors que le niveau des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les salariés est un des plus élevés au monde, poursuivre l'explosion des remboursements conduirait à une aggravation des inégalités mais aboutirait également à réduire l'activité des médecins, comme ce fut le cas en 1987, lors du plan Séguin.

Si la progression des dépenses de santé observée ces trois dernières années se maintenait, elle doublerait tous les neuf ans. Cette spirale est d'autant moins acceptable que les principaux pays développés (hors les États-Unis) ont obtenu de meilleurs résultats. Depuis 1975, les prestations ont augmenté de 5,3 % par an en France mais de 2,1 % seulement en Allemagne, où le niveau sanitaire de la population n'est pas, que l'on sache, inférieur au nôtre.

Cette fuite en avant a été alimentée par la très forte augmentation du nombre des praticiens installés dans le secteur libéral. De 46 500 en 1970, leur effectif s'élevait à 108 000 aujourd'hui. Malgré cette démographie galopante, leur pouvoir d'achat a été, dans l'ensemble, plus que préservé : il a progressé de 13 % au cours des dix dernières années (le Monde du 29 octobre). Toutefois, les

nouveaux venus éprouvent les pires difficultés à s'insérer.

Une généralisation sur dix ans de la cotisation au SMIC. Cette expansion constitue un puissant levier pour la croissance des dépenses de santé, car elle pousse les praticiens à augmenter, parfois artificiellement, leur activité, en retour, incite les pouvoirs publics à bloquer les honoraires au détriment de ceux qui appliquent les tarifs de la Sécurité sociale, à commencer par les généralistes.

Ces phénomènes contribuent à aviver les contradictions d'intérêts entre médecins. Les généralistes, encore eux, se livrent une vive concurrence, mais subissent aussi de plein fouet celle des spécialistes. En multipliant les actes techniques liés à l'utilisation d'équipements médicaux, ces derniers disposent d'ailleurs de marges non négligeables pour contourner le blocage des honoraires. Sans compter que le caractère obsolète de certaines tarifications ne permet pas à la Sécurité sociale de bénéficier de très partiellement des gains de productivité dégagés par les innovations technologiques.

Jusqu'à présent, la limitation des dépenses de santé a essentiellement consisté à limiter la demande de soins des assurés plutôt que sur l'offre (les professions de santé). De toute évidence, la responsabilisation des assurés sociaux demeure une nécessité, mais, à moins de se condamner à répéter inlassablement les plans de redressement - un tous les dix-huit mois en moyenne depuis 1975 - la seule voie possible est d'inverser la logique d'un système qui fonctionne à guichets ouverts. Plutôt que de feindre de découvrir, comme le gouvernement Cresson en juin 1991, que le déficit de la branche maladie de la « sécu » atteint 13,5 milliards de francs et augmenter en catastrophe la cotisation des actifs de 0,9 %, pourquoi ne pas négocier des contrats d'objectifs ?

820 suppressions d'emplois chez Rhône-Poulenc. La direction de Rhône-Poulenc a annoncé jeudi 14 novembre au comité central d'entreprise la suppression de 820 emplois dans la chimie sur quatre sites industriels (le Monde du 15 novembre). L'usine de Saint-Amand-la-Madonne près de Lille dans le Nord est la plus touchée, avec la suppression de 330 emplois. 200 suppressions de postes sont envisagées à Salindres (Gard), 210 aux Roches-de-Condrieu (Isère) et 80 à Ribécourt (Oise). Ce plan social ne comprendra aucun licenciement « sec ». Parallèlement, des investissements de 300 millions de francs seront effectués sur ces quatre sites. Il s'agit du deuxième plan de réduction d'effectifs dans la chimie de Rhône-Poulenc annoncé depuis le début de l'année. Le premier concernait 1023 emplois.

La croissance outre-Rhin serait ramenée à 2 % en 1992

Les cinq « sages » dénoncent
le financement par l'emprunt
de l'unification allemande

Relentissement de la croissance à l'Ouest et reprise à l'Est en 1992 : tels sont les pronostics contrastés que les cinq « sages » ont présenté, jeudi 14 novembre, dans leur traditionnel rapport d'automne centré sur les « Perspectives d'intégration de l'économie allemande », remis au chancelier Helmut Kohl. Les cinq professeurs d'université (ils sont chargés par le chancelier d'établir deux fois par an un rapport sur la conjoncture, en toute indépendance) appellent le gouvernement à plus de rigueur budgétaire et demandent aux syndicats de modérer leurs exigences salariales.

FRANCFORT
correspondance

En mettant l'accent sur un déficit public global, qui pourrait atteindre en 1992 un chiffre record de 200 milliards de deutschemarks, soit 20 milliards de plus qu'en 1991, les cinq « sages » semblent avoir fait mouche. Le chancelier a en effet dû reconnaître que le rapport des professeurs d'université obligeait « à repenser » l'intégration économique des cinq nouveaux Länder de l'Est. La principale critique concerne l'incapacité du gouvernement et du secteur privé à réorienter leurs priorités pour tenir compte de la réunification de l'Allemagne : « Au lieu de changer la politique fiscale en repoussant les dépenses publiques les moins urgentes et en éradiquant les subventions, les choses ont été laissées en l'état », écrivent les experts.

Cet avertissement renforce l'inquiétude exprimée à plusieurs reprises, notamment par la Bundesbank, de voir le gouvernement de Bonn recourir de plus en plus à l'emprunt sur les marchés monétaires pour financer le coût de la réunification, avec le risque que les taux d'intérêt continuent à grimper. Certains experts n'hésitent pas, pour leur part, à parler d'un risque de récession pour l'économie allemande en 1992, particulièrement si les négociations salariales en cours se traduisent

par une augmentation de 10 %, comme le réclament les syndicats.

Confirmant les pronostics de la plupart des instituts de conjoncture, les cinq « sages » prévoient un ralentissement de la croissance en 1992 à l'Ouest avec une augmentation du PNB (produit national brut) de 3,5 % cette année, mais de seulement 2 % l'année prochaine.

Reprise confirmée
à l'Est

Malgré ce ralentissement de la conjoncture, l'inflation atteindra 4 % en 1992 à l'Ouest contre 3,5 % cette année. Le chômage devrait aussi légèrement augmenter, pour atteindre 6 % de la population active contre 5,5 % cette année. Même si la reprise à l'Est semble incontestable avec une croissance du PNB l'année prochaine frôlant les 10 % (contre une chute de 10,5 % cette année), les cinq « sages » restent prudents. Le nombre des chômeurs devrait passer de 915 000 cette année à 1,35 million l'année prochaine, soit 16 % de la population active. Ce chiffre ne tient toutefois pas compte du travail à temps partiel, qui dépassera la barre de trois millions dans les cinq nouveaux Länder.

L'espoir d'une relance de l'économie à l'Ouest réside essentiellement dans la reprise économique chez les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne. Cette reprise permettrait à l'économie ouest-allemande, traditionnellement fortement exportatrice, de trouver un complément à la demande des cinq nouveaux Länder, qui a tiré la croissance. Mais l'essentiel de la reprise mondiale va résulter selon eux de la consommation des ménages et de la construction, mais pas des investissements productifs et des biens d'équipement, pour lesquels l'industrie allemande arrive en tête.

Malgré les nombreuses critiques des professeurs contre les dépenses du gouvernement, le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), ne s'est pas senti pour sa part « remis en cause », dans la mesure où, a-t-il précisé, cette politique a permis d'aboutir à une relance dans les cinq nouveaux Länder.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

A condition d'améliorer sa commercialisation

La rénovation de l'hôtellerie indépendante
bénéficiera des ressources des CODEVI

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, a précisé jeudi 14 novembre devant le congrès de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNIH) son plan de modernisation de l'hôtellerie indépendante, présenté mercredi au conseil des ministres (le Monde du 15 novembre). Ce plan vise à aider sur cinq ans quelque 5 000 hôtels (totalisant 100 000 chambres, soit un tiers de l'hôtellerie indépendante), en priorité dans les zones rurales et les petites villes, à se moderniser : la rénovation des établissements doit être associée à une amélioration de leur commercialisation et de leur promotion et à une formation des hôteliers et de leur personnel (le Monde du 8 octobre). Il devrait aussi faciliter la mise en conformité des hôtels avec les « nouvelles normes » (les derniers dossiers doivent être présentés en mars prochain).

Comme l'espérait le ministre, les financements par les comptes pour le développement industriel (CODEVI) - jusqu'à présent réservés à l'industrie - pourront fournir jusqu'à 60 % de la dépense (avec 20 % à 25 % d'apport personnel, le reste provenant d'aides départementales ou régionales), à condition de présenter en même temps de bonnes perspectives de commercialisation et un projet de formation, l'ensemble bénéficiant de la caution d'une commission locale. Le ministère du tourisme consacra en 1992 20 millions de francs au soutien de ce plan, qui repose sur le volontariat des professionnels et la coopération de leurs syndicats et des collectivités locales.

Dès le mois prochain, les préfets seront invités à réunir syndicats hôteliers, banquiers et représentants des collectivités locales pour mettre au point des formules d'instruction des demandes de prêts et d'assistance technique pour aider les hôteliers à préparer leurs projets. Une vingtaine de départements devraient commencer en février 1992 et les premiers dossiers seraient examinés dès le mois de mars. Enfin une instance nationale sera chargée de suivre l'évolution du plan et de trancher les cas épineux.

Par région
et par « thème »

Parallèlement, les hôteliers seront encouragés à se regrouper pour « vendre » leurs chambres, par région et par « thème » (bord de mer, pêche, randonnées, etc.). Le réseau national Maison de la France prendra aussi en charge la représentation des groupements d'hôtels, avec des crédits supplémentaires de l'Etat (3 millions de francs en 1992). L'Etat va aussi encourager l'accès des hôteliers indépendants aux réseaux de réservation (notamment ceux des offices de tourisme ou des automobiles-clubs), la création de « numéros verts » (téléphoniques). Les actions de formation, assurées notamment par le Fonds d'assurance-formation de l'industrie hôtelière (FAFIH), vont aussi bénéficier d'une aide supplémentaire de 6 millions de francs du ministère du tourisme.

G. H.

Les restructurations chez Usinor-Sacilor

M. Francis Mer confirme la fermeture de la SMN

La décision était prise. Mais pas encore officielle. Le sidérurgiste public Usinor-Sacilor a finalement annoncé, jeudi 14 novembre, la fermeture de la Société métallurgique de Normandie, l'une d'une rencontre entre le président du groupe, M. Francis Mer, et les délégués CGT et CFDT du personnel. Installée à Monderville près de Caen (Calvados), la SMN emploie 1 300 salariés. Cette fermeture intervient d'ici à 1994 et s'inscrit dans un vaste plan de restructuration industrielle, affectant l'activité produisant du fer (le Monde du 14 novembre). Selon les dirigeants,

en dépit des efforts fournis par le personnel, l'unité normande d'Usinor-Sacilor a atteint ses limites de compétitivité.

La rencontre entre M. Francis Mer et les syndicats a été précédée par des incidents. Plusieurs centaines de salariés de la SMN, venus en autocar, ont encadré, jeudi, le début d'après-midi, le hall d'entrée du groupe dans le quartier de la Défense. Les salariés de la SMN, arrivés le matin même dans la capitale, avaient auparavant manifesté, sans incident, devant le ministère de l'économie et des finances.

820 suppressions d'emplois chez Rhône-Poulenc. La direction de Rhône-Poulenc a annoncé jeudi 14 novembre au comité central d'entreprise la suppression de 820 emplois dans la chimie sur quatre sites industriels (le Monde du 15 novembre). L'usine de Saint-Amand-la-Madonne près de Lille dans le Nord est la plus touchée, avec la suppression de 330 emplois. 200 suppressions de postes sont envisagées à Salindres (Gard), 210 aux Roches-de-Condrieu (Isère) et 80 à Ribécourt (Oise). Ce plan social ne comprendra aucun licenciement « sec ». Parallèlement, des investissements de 300 millions de francs seront effectués sur ces quatre sites. Il s'agit du deuxième plan de réduction d'effectifs dans la chimie de Rhône-Poulenc annoncé depuis le début de l'année. Le premier concernait 1023 emplois.

سكوت في الحظ

Le Monde

POINT/LE JAPON ET L'AUDIOVISUEL

Dans la bataille des nouvelles images

L'affrontement entre Japonais et Européens pour imposer la norme haute définition qui demain régira la diffusion et la réception des images est une grande bataille, aux enjeux gigantesques. C'est peut-être, déjà, un faux combat. Alors que les Américains, pratiquement éliminés de la fabrication des téléviseurs, restent absents du débat, ce sont les Européens qui ont tenté de relever le défi, avec la norme HD-Mac. Mais la haute définition ne représente pas grand-chose tant qu'il n'existe pas de programmes à diffuser.

Là réapparaissent les Américains : distancés sur les techniques de diffusion et de réception, ils n'ont rien abandonné sur le terrain de la fabrication des images, dont le maître mot est « numérisation » (on dit aussi « digital », par opposition à « analogique »). Sautant l'étape analogique, ils progressent même à pas de géant dans la diffusion de ce type d'image. Le digital, c'est la mise en équivalence, dans la réalisation et l'enregistrement, de chaque micro-élément d'information, qu'il s'agisse d'un son, d'une donnée chiffrée ou graphique, ou de chaque point

lumineux d'une image. Il annonce une forme de contrôle radicalement supérieure à tous ceux existants.

Per-delà les rivalités commerciales et techniques, Japonais (plus généralement, Asiatiques) et Européens ont sans doute des stratégies communes à développer pour que toutes les images, toutes les informations du monde ne soient pas, bientôt, américaines. Pour que cette « matière » qui sera, après les matières premières, les sources d'énergie puis l'informatique, la principale richesse de demain n'ait pour seul gisement Hollywood.

Après l'argent, la création ?

TOKYO

de notre envoyé spécial

Il y a encore trois ans, la situation semblait claire : les Japonais avaient gagné la bataille technologique dans tous les domaines d'enregistrement, de reproduction, de transmission et de réception des images et des sons. Ils dominaient ainsi la fabrication des appareils concernant les médias au sens large mais aussi la recherche scientifique ou médicale, les applications militaires... Enorme enjeu : le seul marché de l'électronique grand public est estimé à 3 000 milliards de dollars. Et ils continuaient de progresser rapidement, grâce au consensus, sur ce point, entre les principaux protagonistes : industriels, chaînes publiques (NHK) et privées, gouvernement.

Sur le terrain de la haute définition (HD), les Japonais disent, eux, *Hi-Vision*, ce sont les Européens qui tentent de relever le défi. Mais ils sont partis en retard, et malgré la mise en place d'organes supranationaux (Programme Média, plan Eureka, GIE Vision 1250), l'harmonisation entre les différents pays et

les grands groupes industriels concernés est loin d'être parfaite. Prudemment, le CCIR, instance internationale chargée de choisir la norme, a choisi les deux.

Ni les Japonais ni les Européens n'ont pourtant, pour l'instant, résolu la question de fond : celle de la production, dans les quantités exigées par des grilles de programmes bouillonnantes. Comment vendre des nouveaux téléviseurs s'il n'y a pas de nouveaux programmes ? Mais comment convaincre les producteurs de fabriquer de nouveaux programmes s'il n'y a pas de postes pour les capter ? Les procédures sont si lourdes que personne ne se risque à faire, à vide, les premiers pas.

Sur ce plan, les Japonais ne sont guère plus avancés que les Européens, même si le satellite de la NHK doit passer le 25 novembre de deux à huit heures d'émissions en HD : retransmettre aussi des matches de baseball et des émissions de plateau ne constitue à l'évidence pas un progrès suffisant (pas plus que la retransmission en HD, par les

Européens, des prochains Jeux olympiques).

Les Japonais ont, au moins, une avance sémantique. Ils ne parlent plus d'« œuvres » comme les Européens (et singulièrement les Français), ni de « produits » comme les Américains, ils parlent de « software ». Un software assez différent des seuls logiciels pour qu'un haut dirigeant nippon ait récemment proposé de lui substituer le néologisme « infoware ».

Dans la production, les Américains restent solidement installés à la carte, plus dominants que jamais. Mais, à l'automne 1989, Sony achetait la major hollywoodienne Columbia, après avoir acquis la maison de disques CBS, pour un coût total de 8,5 milliards de dollars. Le premier signe flagrant que les Nippons ne se contentent pas de transporter dans leurs « yuux » hit-tech le contenu américain.

Sony avait appris durement la leçon lorsque son système vidéo Betamax, pourtant techniquement supérieur, avait été supplanté par le VHS de son concurrent Matsushita ; il ne sert à rien de maîtriser le hardware si on ne contrôle pas le software. Et le software, en l'occurrence,

c'est l'industrie du spectacle et des images de la planète.

Depuis, et malgré des réactions souvent hostiles aux États-Unis, les investissements japonais dans le show-biz se sont poursuivis : création d'une société commune entre JVC et un producteur américain (L'orga Entertainment), entrée de Pioneer dans le capital de Carolco (producteur de *Rambo* et de *Terminator 2*), association du fabricant de microprocesseurs ASCL avec Ed Peacock, puis succès des financiers japonais à Disney (600 millions de dollars) et surtout rachat des studios MCA-Universal par Matsushita pour 6,6 milliards de dollars, et tout récemment entrée de Toshiba et C. Itoh dans le capital de Warner.

A Hollywood et à New-York, après avoir crié au loup, on adopte le sourire en coin : les Japonais avaient tout payé beaucoup trop cher, et leurs investissements avaient jusqu'alors été d'un maigre rapport. A Tokyo ou à Osaka, on affichait une parfaite sérénité : on était prêt à payer pour apprendre, on jouait sur le long terme.

Ces transferts d'argent et de pouvoir sont considérés en termes économiques, mais n'affectent guère le quotidien d'un habitant de Yokohama ou de Houston, d'un Parisien ou d'un Californien. Payées en dollars ou en yens (1), c'était, et sans doute pour longtemps, les mêmes images qui arrivaient sur les petits et grands écrans du monde, formant les regards et les mentalités. La situation est en train de changer.

Un pôle asiatique

La récente annonce par le groupe Fuji de la création d'une compagnie d'émission et non pas de son achat risque de modifier les règles du jeu. Après n'avoir fabriqué des images que pour les Japonais, le groupe s'apprête à en faire pour le monde entier. Grande nouveauté chez un peuple qui ne s'est jamais soucié d'exporter une culture dont il a tout lieu d'être fier, même lorsque le drapeau du Soleil levant domina une large portion de l'Asie.

Au Japon même régnait jusqu'à une date très récente un partage des genres : images nationales à la télé (c'est sans doute le seul pays du monde où la diffusion de « Dallas » a été interrompue après quelques épisodes, faute d'audience), images américaines au cinéma (248 films américains distribués en 1990, pour 127 japonais dont 43 « pornos »). Il ne faut guère de doute qu'il n'en ira plus longtemps ainsi, et la présence massive des films américains sur les chaînes satellites et le marché vidéo en est le signe avant-coureur.

D'autres signes ? Le Festival de cinéma de Tokyo, qui s'est déroulé du 27 septembre au 6 octobre. Voué à la publicité de la technique autant qu'à la promotion des films, soutenu financièrement par tous les secteurs concernés (gouvernement, industriels, studios), il est présidé par un homme, M. Yasuyoshi Tokuma, qui déclare tranquillement : « Je ne m'intéresse pas au cinéma en particulier, mais aux médias dans leur ensemble ».

Si c'est (encore) un film américain qui a remporté le grand prix du Festival, l'accent y fut mis de façon insistante sur le développement d'un pôle d'images asiatiques qui réunirait, sous la houlette du Japon, les pays de la façade Pacifique. Autre exemple : destinée à une meilleure diffusion de la culture japonaise, la Fondation du Japon, prioritairement active en Asie, a récemment vu ses crédits multipliés par cinq (2).

Que naissent effectivement un pôle de création en Asie, c'est le monopole hollywoodien qui s'en trouve ébréché. Les images asiatiques ne seront pas nécessairement meilleures que les images américaines ; elles le seront, du moins, être différentes. Et rien n'interdit d'espérer que par cette herbe pourront s'engouffrer des créations d'autres origines, européennes notamment.

J.-M. F.

(1) Voir en France, en lire ou en florine, avec l'arrivée à Hollywood de Francis Bouygues, de Canal Plus, de Berlusconi et de Polygram.

(2) Selon Karoline Post-Vinay, dans l'entretien à la culture japonaise, ouvrage collectif sous la direction de Jean-François Sabourin (La Découverte), qui vient de paraître, indispensable complément à l'indispensable *Etat du Japon* (même éditeur).

Un entretien avec M. Isomura

« La télévision est déjà obsolète »

Conseiller spécial du directeur général de l'UNESCO, M. Hisao Isomura a été jusqu'à l'an dernier directeur général des programmes de la NHK après avoir dirigé les bureaux européens de la grande chaîne publique japonaise. Dégagé de tout statut officiel au Japon (même s'il reste très proche des centres de décision), il s'exprime ici avec une liberté de ton inhabituelle chez les dirigeants japonais.

« Les industriels japonais semblent s'intéresser désormais à la production d'images. »

« Ce que nous appelons au Japon la « pénurie de software » est perçue par tout le monde. Les industriels veulent maintenant briser le monopole, on l'a vu récemment par Hollywood et quelques grandes entreprises audiovisuelles telles que celles de MM. Murdoch, Maxwell, tous des Anglo-Saxons. C'est pourquoi de grandes entreprises japonaises se sont implantées à Hollywood. Tant qu'il n'existe pas une production sérieuse européenne, je veux dire française ou italienne, nous devons avoir un rapport beaucoup plus étroit avec l'industrie du cinéma et de la télévision, à Hollywood. »

« Il y a également un changement d'attitude des pouvoirs publics. »

« Le MITI (1) s'intéresse à la fabrication de matériel. Dans le domaine de la haute définition, c'est lui et non le ministère des Télécommunications qui prend les initiatives. Il s'occupe aussi du software, même si le ministère de l'Éducation, celui des Affaires étrangères et celui des Télécommunications s'en préoccupent aussi. Il y a parfois des rivalités. »

« Pendant la guerre du Golfe, on s'est aperçu du monopole de CNN. C'est pourquoi la NHK a proposé depuis un an la création de la chaîne Global News Network, un pool équilibré entre Européens, Asiatiques et Américains au lieu que toutes les nouvelles soient sélectionnées à Atlanta. Il faut agir maintenant. »

« En ce domaine, l'initiative vient également du secteur privé (y compris la NHK) plutôt que des pouvoirs publics. Des grandes banques et de grandes entreprises ont formé un consortium, le MICO (Media International Corporation), pour l'acquisition de programmes et la réalisation de coproductions. Elle dispose d'un fonds de 5 milliards de yens (2). Les ministères soutiennent cette initiative : on s'est rendu compte que le software était, après l'espace, le poste le plus profitable de la balance commerciale des États-Unis. Jack Lang a raison lorsqu'il parle d'impérialisme culturel américain. »

« Jusqu'à présent, le rachat de sociétés de production américaines n'affecte pas le contenu des programmes. Cela peut-il changer ? »

« C'est une ambition plus lointaine. Pour le moment, il s'agit d'une mesure défensive. On ne veut pas être submergé par Hollywood... Du point de vue de la culture, l'ambition future, c'est naturellement d'exporter aussi nos idées. Jusqu'ici, le Japon a exporté des marchandises avec une efficacité que tout le monde connaît, mais nous avons négligé de faire connaître notre culture par le biais du software. Le Japon importe cinq fois plus d'informations qu'il n'en exporte. Mais personne n'en parle ouvertement, pour le moment les investissements à Hollywood restent une mesure conservatrice, prise surtout pour ne pas être écarté définitivement du secteur. »

« Croyez-vous au développement d'un pôle de production de programmes asiatiques ? »

« C'est possible, le style de vie régional est déjà fortement influencé par le Japon. Bon gré, mal gré, la pénétration économique s'accompagne clairement d'une pénétration culturelle. »

« Comment voyez-vous le développement de la haute définition ? »

« Il y a, à l'évidence, une rivalité entre les fabricants et les ingénieurs japonais et européens. Avec des « faucons » des deux côtés. Pourtant, les gouvernements japonais et français se sont déjà mis d'accord pour une recherche conjointe sur un convergent entre les deux normes. »

Mais dans le domaine crucial de la production, nous avons beaucoup de reproches à faire aux Français, aux Européens. Nous doutons qu'il y ait des productions massives européennes, alors que nous allons avoir un besoin énorme de programmes, et que nous préférons qu'ils ne soient pas majoritairement américains. Et vous, vous avez besoin du savoir-faire technique des Japonais. »

« Le cinéma est l'un des fournisseurs potentiels d'images, mais les télévisions japonaises ne font guère d'effort pour soutenir le cinéma japonais. Sur la deuxième chaîne satellite de la NHK, qui passe essentiellement des films, 80 % sont américains. »

« Les télévisions investissent dans le cinéma, mais à un niveau effectivement réduit. Le cinéma, pour un homme de ma génération, a été une source culturelle très importante, aussi bien pour les intellectuels que pour le grand public. Mais son statut a connu un déclin catastrophique. Aujourd'hui, le cinéma japonais est plus connu à l'étranger que chez nous. »

« Même la télévision est en déclin. Dans le domaine technique, la télévision, analogique, est un média obsolète. Nous avons deux générations d'avance sur les Européens : en France, le cinéma est encore vivant, et la télévision vient de commencer à être multimédia avec la privatisation, tandis qu'au Japon il y a déjà cent soixante-sept postes privés qui, certains depuis plus de quarante ans, font une concurrence acharnée à la NHK. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

(1) Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur.
(2) Environ 220 millions de francs, une somme dérisoire.

Une place pour les Français

Le quatrième symposium franco-japonais, réunissant de hautes personnalités culturelles et médiatiques des deux pays sous l'égide du ministère de la Culture français et du journal *Asahi Shimbun*, s'est tenu à Blois les 28 et 30 octobre sur le thème très (trop) vaste de « Convergences franco-japonaises ». Ce colloque n'est pas la mot « convergence » ne se traduit pas en japonais, à défaut de trouver une périphrase. Ce ne fut pas la suite.

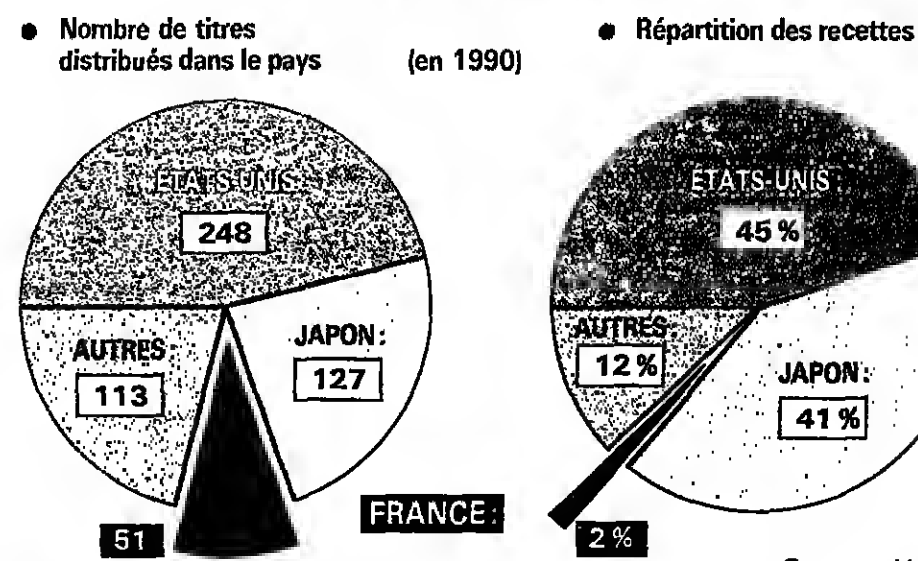
Le professeur Nishigaki, de l'université Meiji, a fort bien anticipé le déroulement du colloque en expliquant que l'esprit de ses compatriotes fonctionnait du particulier vers le général. Les domaines précis comme la théâtre, l'architecture, la vidéo ou l'édition ont donné lieu à de véritables échanges de vues et d'opinions, et à des propositions concrètes de collaboration.

Tandis que, sur l'enjeu beaucoup plus vaste de la haute définition, les porte-parole des deux pays se livraient à des discours de propagande aussi enflammés que fermés sur eux-mêmes. Et lorsque les représentants du cinéma français vinrent plaider pour la prééminence du grand écran dans la diffusion des films, ils eurent droit à toute l'attention polie dont sont capables des Japonais en lieu.

Quant aux discours de théorie générale, ils traduisaient tous, par-delà la foi unanimement proclamée en la culture et l'humanisme, un décalage manifeste entre les approches françaises et japonaises.

J.-M. F.

Le marché des films au Japon



Le week-end au secours du cinéma

Le cinéma japonais fut, de la fin de la guerre aux années 60, extraordinairement fécond sur le plan artistique, extrêmement prospère sur le plan économique. Il n'en resta presque rien. 146 millions de spectateurs en 1990 (contre 3,5 milliards en 1965), 95 films produits dans l'année au lieu des centaines de jadis, moins de 1 800 salles (et quelques salles d'ailleurs qu'il n'est resté le double il y a seulement dix ans, et plus de 7 000 au milieu des années 60. Les Majors japonaises jadis florissantes et dominatrices ont disparu au profit de sociétés reconverties, pour l'essentiel, dans des plus rentables activités.

Côté création, il reste Kurosawa, désormais embaumé comme trésor culturel national (sans qu'il ait vu ses films pour autant) après avoir dû, ces dernières années, chercher en France ou en Amérique ses producteurs. Les grands noms de la génération suivante (Oshima, Yashida...) sont obligés, eux aussi, de trouver leur financement ailleurs. Inamurables, ils parviennent encore à envoyer de temps à autre des nouvelles de son art (la *Ballade de Narayama*, *Pluie noire*). Vivent quelques francs-tireurs comme Oguri (*L'Aiguillon de la mort*, sorti l'en dernier à Paris, avec plus d'attention qu'à Tokyo) ou Itami (*Tampopo*).

Parmi la centaine de films produits l'an dernier, près de la moitié (quarante-deux) sont des premiers films. Prometteur ? Pas du tout. La quasi-totalité de leurs auteurs n'ont réalisé aucun autre, s'en allant vers les secteurs plus rémunérateurs et

plus prestigieux de la publicité et de la télévision s'ils ont été remarqués, et sinon retournant à l'anonymat.

Le haut du pavé cinématographique appartient sans conteste aux Américains. Tandis que la récente explosion du marché de la vidéo (1 milliard de dollars de recettes, presque autant pour les vidéodisques, en 1990) se fait au bénéfice, quasi exclusif des produits hollywoodiens, au box-office des salles de Tokyo (1), vingt-sept films atteignent le seuil enviable de 100 millions de yens de recette, durant les premiers six mois de cette année : vingt-deux américains (dont les onze premiers de la liste), pour trois japonais, un film de Hongkong (*les Turbulences*), et... un français, *Nikita*, de Luc Besson.

Principal client de Hollywood, le Japon est aussi le premier marché d'exportation du cinéma tricolore, avec cinquante films vendus en 1990. Moins vendus ne signifie pas vus. La plupart sortent dans des circuits confidentiels, faisant les beaux jours d'une poignée de cinéphilas amateurs de Rohmer et de Godard comme de Sophie Marceau, et de sociétés commerciales auxquelles la très distinguée *French Touch* offre un label culturel apprécié (2).

La sortie de *Nikita* de ce ghetto dans n'est pas dû à son seul potentiel commercial. Le distributeur japonais Herald Ace lui a offert un circuit sensiblement plus large que celui habituellement dévolu aux films français. Herald Ace s'est fait taper sur les doigts par sa société mère, Nippon Herald, et

le film a été retiré de l'affiche avant d'avoir fait le plein de ses spectateurs. C'est que le nombre de salles étant limité, il n'y a pas place pour un autre prix goniste important sur le marché japonais. La mise en place habituelle de *Nikita* avait rompu le « we », l'herméneutique dans la recherche règle toutes les apparences au Japon.

Cette pénurie de salles et le possible destin de cinématographie plus variées vont peut-être évoluer. Grâce à la découverte par les Nippons de cette invention occidentale : le week-end. On s'étend à un développement gigantesque, manque de place et de difficulté de circulation, des loisirs de proximité centrés autour de « lieux de vie », immenses complexes de commerces et de distractions, qui comprendront notamment des cinémas. Mais là encore les Américains ont été les plus entrepreneurs : Warner a signé un accord avec le chef de megalans Nichii pour la construction de trente complexes multi-écrans.

J.-M. F.

(1) Le box-office ne rend qu'une image imparfaite de la fréquentation réelle, du fait de la pratique du *block booking*, la prévente des billets, en particulier dans les entreprises, qu'il serait de mauvais ton de refuser mais qui s'obtient néanmoins à se rendre effectivement dans les salles.

(2) L'opération de promotion du cinéma français qui se déroulera l'été prochain à Yokohama à l'initiative d'Unifrance sera ainsi moins destinée à faire acheter des films (la différence de l'opération similaire menée à Saragosse en direction du marché américain) qu'à inciter le public à aller les voir.

Le Monde

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel											
Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
4100	C.N.E. 2%	4130	4130	4140	+0.02	4100	Compt. S.A.	44.40	44.40	44.30	-0.23
4101	R.N.P. 1.7%	900	900	900	0	4101	Compt. S.A.	23.80	23.80	23.80	0
4102	R.N.P. 1.7%	900	900	900	0	4102	Compt. S.A.	388.30	383	384.80	+1.70
4103	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4103	Compt. S.A.	951	952	980.80	+3.18
4104	R.N.P. 1.7%	1055	1055	1055	0	4104	Compt. S.A.	336	336	336	0
4105	R.N.P. 1.7%	910	905	905	-0.56	4105	Compt. S.A.	80	80	86	+7.50
4106	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4106	Compt. S.A.	33	33	33	0
4107	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4107	Compt. S.A.	33	33	33	0
4108	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4108	Compt. S.A.	33	33	33	0
4109	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4109	Compt. S.A.	33	33	33	0
4110	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4110	Compt. S.A.	33	33	33	0
4111	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4111	Compt. S.A.	33	33	33	0
4112	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4112	Compt. S.A.	33	33	33	0
4113	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4113	Compt. S.A.	33	33	33	0
4114	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4114	Compt. S.A.	33	33	33	0
4115	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4115	Compt. S.A.	33	33	33	0
4116	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4116	Compt. S.A.	33	33	33	0
4117	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4117	Compt. S.A.	33	33	33	0
4118	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4118	Compt. S.A.	33	33	33	0
4119	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4119	Compt. S.A.	33	33	33	0
4120	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4120	Compt. S.A.	33	33	33	0
4121	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4121	Compt. S.A.	33	33	33	0
4122	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4122	Compt. S.A.	33	33	33	0
4123	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4123	Compt. S.A.	33	33	33	0
4124	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4124	Compt. S.A.	33	33	33	0
4125	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4125	Compt. S.A.	33	33	33	0
4126	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4126	Compt. S.A.	33	33	33	0
4127	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4127	Compt. S.A.	33	33	33	0
4128	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4128	Compt. S.A.	33	33	33	0
4129	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4129	Compt. S.A.	33	33	33	0
4130	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4130	Compt. S.A.	33	33	33	0
4131	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4131	Compt. S.A.	33	33	33	0
4132	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4132	Compt. S.A.	33	33	33	0
4133	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4133	Compt. S.A.	33	33	33	0
4134	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4134	Compt. S.A.	33	33	33	0
4135	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4135	Compt. S.A.	33	33	33	0
4136	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4136	Compt. S.A.	33	33	33	0
4137	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4137	Compt. S.A.	33	33	33	0
4138	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4138	Compt. S.A.	33	33	33	0
4139	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4139	Compt. S.A.	33	33	33	0
4140	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4140	Compt. S.A.	33	33	33	0
4141	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4141	Compt. S.A.	33	33	33	0
4142	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4142	Compt. S.A.	33	33	33	0
4143	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4143	Compt. S.A.	33	33	33	0
4144	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4144	Compt. S.A.	33	33	33	0
4145	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4145	Compt. S.A.	33	33	33	0
4146	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4146	Compt. S.A.	33	33	33	0
4147	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4147	Compt. S.A.	33	33	33	0
4148	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4148	Compt. S.A.	33	33	33	0
4149	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4149	Compt. S.A.	33	33	33	0
4150	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4150	Compt. S.A.	33	33	33	0
4151	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4151	Compt. S.A.	33	33	33	0
4152	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4152	Compt. S.A.	33	33	33	0
4153	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4153	Compt. S.A.	33	33	33	0
4154	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4154	Compt. S.A.	33	33	33	0
4155	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4155	Compt. S.A.	33	33	33	0
4156	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4156	Compt. S.A.	33	33	33	0
4157	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4157	Compt. S.A.	33	33	33	0
4158	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4158	Compt. S.A.	33	33	33	0
4159	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4159	Compt. S.A.	33	33	33	0
4160	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4160	Compt. S.A.	33	33	33	0
4161	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4161	Compt. S.A.	33	33	33	0
4162	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4162	Compt. S.A.	33	33	33	0
4163	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4163	Compt. S.A.	33	33	33	0
4164	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4164	Compt. S.A.	33	33	33	0
4165	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4165	Compt. S.A.	33	33	33	0
4166	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4166	Compt. S.A.	33	33	33	0
4167	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4167	Compt. S.A.	33	33	33	0
4168	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4168	Compt. S.A.	33	33	33	0
4169	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4169	Compt. S.A.	33	33	33	0
4170	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4170	Compt. S.A.	33	33	33	0
4171	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4171	Compt. S.A.	33	33	33	0
4172	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4172	Compt. S.A.	33	33	33	0
4173	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4173	Compt. S.A.	33	33	33	0
4174	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4174	Compt. S.A.	33	33	33	0
4175	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4175	Compt. S.A.	33	33	33	0
4176	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4176	Compt. S.A.	33	33	33	0
4177	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4177	Compt. S.A.	33	33	33	0
4178	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4178	Compt. S.A.	33	33	33	0
4179	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4179	Compt. S.A.	33	33	33	0
4180	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4180	Compt. S.A.	33	33	33	0
4181	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4181	Compt. S.A.	33	33	33	0
4182	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4182	Compt. S.A.	33	33	33	0
4183	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4183	Compt. S.A.	33	33	33	0
4184	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4184	Compt. S.A.	33	33	33	0
4185	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4185	Compt. S.A.	33	33	33	0
4186	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4186	Compt. S.A.	33	33	33	0
4187	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4187	Compt. S.A.	33	33	33	0
4188	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4188	Compt. S.A.	33	33	33	0
4189	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4189	Compt. S.A.	33	33	33	0
4190	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4190	Compt. S.A.	33	33	33	0
4191	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4191	Compt. S.A.	33	33	33	0
4192	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4192	Compt. S.A.	33	33	33	0
4193	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4193	Compt. S.A.	33	33	33	0
4194	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4194	Compt. S.A.	33	33	33	0
4195	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4195	Compt. S.A.	33	33	33	0
4196	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4196	Compt. S.A.	33	33	33	0
4197	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4197	Compt. S.A.	33	33	33	0
4198	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4198	Compt. S.A.	33	33	33	0
4199	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4199	Compt. S.A.	33	33	33	0
4200	R.N.P. 1.7%	1290	1290	1290	0	4200	Compt. S.A.	33	33	33	0

هنا من اجل

COMMUNICATION

Alors que sa grille de programmes est prête

La chaîne culturelle européenne est menacée par les projets musicaux de M. Lang

La grille de la chaîne culturelle européenne (CCE) est à peine établie qu'il lui faut déjà revenir sur ses prétentions et partager son espace vital avec un intrus, alors que sa diffusion est prévue pour mai prochain.

Après des mois de négociations stériles entre M. Jack Lang, ministre de la culture, et les représentants de la CCE, M. Jérôme Clément, PDG de la chaîne culturelle et de sa filiale française, la SEPT, est résolu à en découdre. Il ne veut pas cohabiter sur le même réseau hertzien avec une chaîne musicale, quelle qu'elle soit. « Faire vivre deux chaînes sur un seul réseau de diffusion pose un problème d'identité. Les risques de confusion sont grands pour chacun »,

explique-t-il. Outre le refus de cette coexistence de principe, M. Clément a un autre grief : si la chaîne musicale, que M. Lang appelle de ses vœux depuis plusieurs années, émet sur le même réseau, la CCE devra céder la plage horaire 17 heures-19 heures, très regardée par les adolescents. Or la programmation de la chaîne culturelle débute précisément à 17 heures, tous les jours, sept jours sur sept.

Après des mois de négociations sans solution (le Monde du 28 septembre), le conflit est sur la place publique. D'un côté, la CCE, dont la création a fait l'objet d'un traité signé avec la République fédérale d'Allemagne en octobre 1990, par lequel la France s'engageait à offrir aux programmes culturels le même bassin d'audience que le câble en

Allemagne (10 millions de personnes). De l'autre côté, M. Jack Lang, qui, seul et avec une obstination sans faille, soutient un projet de chaîne musicale dans le but d'aider la chanson française. Mais, pour ces deux projets, il n'existe qu'un unique réseau hertzien vacant, le réseau multivides.

Vers un retrait de la Générale des eaux ?

Comme tout conflit dans l'audiovisuel, celui-ci est à entrées multiples. Tout d'abord, il pose un problème à la diplomatie française. Au sommet franco-allemand, les représentants allemands ne vont pas manquer de questionner leurs partenaires français sur les blocages rencontrés par la CCE en France. Le réseau est, la grille est établie avec des rediffusions à partir de 17 heures, une soirée cinéma le lundi, une soirée musicale le mercredi, un « grand documentaire » le samedi, des flashs d'informations. Et cet équilibre est remis en question par le ministre français de la culture.

Second problème, la chaîne musicale n'existe pas vraiment. Ou, plutôt, Euro-musique existe, mais elle émet sur le câble et souffre d'un manque de téléspectateurs. Même si la Générale des eaux, câblo-opérateur et actionnaire d'Euro-musique, reconnaît qu'une chaîne musicale cohérente n'a pas de viabilité financière sur le réseau hertzien, une « fenêtre » musicale de une heure ou deux sur le canal parisien du réseau multivides serait la bienvenue. Entre 17 heures et 19 heures bien sûr.

Un blocage est-il susceptible de remettre en question l'engagement sur le câble d'entreprise comme la Générale des eaux ? Officiellement non. « Priorité au câble », affirme un de ses responsables. Mais 600 millions de francs de pertes sur le câble pourraient l'inciter un jour à un revirement stratégique. D'autant plus que la Générale des eaux engrange des bénéfices substantiels dans tous les autres secteurs.

YVES MAMOU

L'enquête sur la mort de Robert Maxwell

Le « Guardian » évoque la piste d'un second navire

Une perforation d'environ un millimètre de profondeur a été découverte sous l'oreille de Robert Maxwell. Les rides de sa peau ne correspondent pas à celles d'un corps plongé plusieurs heures dans l'eau de mer. Enfin, son corps ne porte pas de traces de brûlures en dépit de son exposition au soleil des Canaries, et ses cheveux noirs, sans doute teints, ont subi une décoloration due à l'eau de mer, apparemment inhabituelle. Telles sont les affirmations du quotidien britannique The Guardian du 15 novembre sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell, selon les premières conclusions de l'autopsie (le Monde du 9 et du 15 novembre).

En posant la question de la durée réelle du séjour du corps dans l'eau de trois à quatre heures, le journal souligne aussi les déclarations confuses de l'avocat espagnol de la famille Maxwell, qui évoquait plu-

sieurs hypothèses (accident, meurtre...) concernant la mort du magnat britannique de la presse ainsi que les premières déclarations erronées du gouverneur civil de Tenerife sur l'endroit où a été découvert son corps. Mais The Guardian, qui s'étonne du détournement qu'a fait le Lady Ghislaine par l'île de la Grande Canarie, fait surtout état d'un autre navire, sans pavillon ni nom, qui aurait été aperçu à l'endroit où le Lady Ghislaine aurait jeté l'ancre. Les deux yachts auraient mouillé environ pendant une heure, dans la même baie, à des moments différents. Pour sa part, l'hebdomadaire britannique The Spectator indique dans son édition de la semaine que Robert Maxwell, fêru de jeux et client régulier d'une demi-douzaine de casinos de Londres et de sa région, avait beaucoup perdu (environ 15 millions de francs) à la roulette ces derniers temps.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO INVITE SES ACTIONNAIRES A ACCOMPAGNER SA CROISSANCE, en souscrivant des obligations à bons de souscription d'actions

Présent dans 35 pays, SODEXHO est devenu en 26 ans une référence mondiale dans chacune de ses activités : restauration et services aux collectivités, gestion de bases-vie, émission de chèques de services, loisirs. Au cours de son dernier exercice, clos le 31 août 1991, SODEXHO a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 8 870 000 000 F. Son résultat net provisoire consolidé part du groupe s'élève à 1 900 000 000 F en progression de 25%. Pour l'exercice 1991/1992, à taux de change constants, le chiffre d'affaires devrait augmenter de plus de 10% et le bénéfice net consolidé part du groupe de 25%. En souscrivant à la présente émission, SODEXHO vous propose de participer au renforcement de ses capitaux permanents qui lui permettront de saisir dans le monde toutes les opportunités d'investissements dans ses secteurs d'activités.

ÉMISSION D'UN EMPRUNT DE F. 675 000 000 A BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS
Prix d'émission : F. 5 000 par obligation
Nombre d'obligations : 135 000
Durée de l'emprunt : 8 ans, remboursement en totalité le 5.12.1999.
Intérêt annuel : 8%, payable le 5 décembre de chaque année.

CARACTÉRISTIQUES DES BONS
A chaque obligation sont attachés 4 bons donnant droit de souscrire, chacun, 1 action SODEXHO au prix de F. 1 000 du 9.12.1991 au 30.11.1996.

Priorité de souscription réservée aux actionnaires : du 7.11.1991 au 21.11.1991 inclus.

Souscription du public : à partir du 22.11.1991.

BALU du 7 novembre 1991. Une note d'information ayant reçu le Visa COB N° 91-415 du 30 octobre 1991 est tenue gratuitement à la disposition du public au siège social de la Société, 3 avenue Newton, 78180 MONTIGNY-LE BRETONNEUX.

Prenez contact avec votre intermédiaire financier ou téléphonez directement au Secrétaire Général de SODEXHO : (1) 30 85 75 10.

INFORMATION FINANCIÈRE SODEXHO SUR MINITEL : 36 16 CLIFF.



REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

JEUNE COMMERCIAL - Très motivé - dynamique - avec excellent sens relationnel - Titulaire d'un BTS commerce international - parfaitement bilingue anglais (vive 15 ans à Londres) - allemand parlé - bénéficiant d'une première expérience réussie et d'une formation en communication.

RECHERCHE : poste cadre dans une société internationale avec des perspectives d'évolution. (Section BCO/JV 2082.)

J.F. 39 ans - COORDINATION ET ANIMATION RESSOURCES HUMAINES - 15 ans expérience secteur industriel, tertiaire, commercial - responsable du budget, du plan - optimisation des coûts - amélioration des résultats : recrutement, formation, mobilité des carrières, communication interne et externe.

RECHERCHE : poste et responsabilités similaires. (Section BCO/JVAS 2083.)

H. 33 ans - COMPTABLE qualifié niveau DECF + 7 ans expérience en comptabilité-gestion - bilingue anglais - maîtrise micro-informatique et logiciels de comptabilité, tableaux, paie, déclarations sociales et fiscales, gestion de trésorerie, analyse financière.

RECHERCHE : poste stable comptable. (Section BCO/JP 2084.)

J.F. 30 ans - Formation : licence droit + cycle de perfectionnement marketing à l'ADETEM - marketing politique et stratégique (480 heures) - 7 ans expérience prof. : commerciale, marketing dans le secteur de la communication.

SOULHATTE : poste adjoint directeur marketing - grande mobilité. (Section BCO/MT 2085.)

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION - 15 ans d'expérience - pratique PAO XPRESS.

VOUS PROPOSE : d'intégrer ou de collaborer à votre service marketing/communication ou de participer aux travaux de votre service fabrication : réalisation brochures - journaux et création logos - Accepte poste salarié ou freelance. (Section BCO/HP 2086.)

H. 32 ans - Sciences Po et EFAP - 8 ans d'expérience de la communication. **RECHERCHE** : poste éditorial (responsable communication, attaché de presse) auprès d'annonceurs, ou chargé de budgets au sein d'une agence conseil - Paris R. P. (Section BCO/Cadres TV 2087.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

L'AGENDA

Particuliers (offres)

Part. vd chère à coucher (1990), 12 p. + 2 chevrons en armo naturel. Prix 20 120 F, vendu 19 100 F + une cuis. électr. Whirlpool (1990) 2 250 F. Tél. 46-40-05-37.

Antiquités

GALERIE F. FINAL
ACHÈTE TABLEAUX
OBJETS D'ART
BIBLIOTHÈQUES
PART. SUCCESSION
Départements Paris/Province
Tél. : 43-87-36-00
71, bd Malesherbes, 9°
ESTIMAT. GRATUITE

Cours

Professeur physique, expérimentée, donne cours particuliers Région d'Enghien. Tél. : 34-17-31-71

Journaliste expérimentée donne cours d'écriture pour le magazine. T. 40-08-35-75

Associations

Appel
MARDI 16 NOVEMBRE
ROSE-CROIX D'OR
LA FORMATION DU GRAAL
DANS L'HÉBREU
AQUARIUS, 64, rue Reine-Croix-de-la-Bretagne, Paris 14, 20 h 30.

Sessions et stages
YOGA
SIVANANDA : Stage débutants chaque semaine. Essai gratuit. Méditation. Vacances de Yoga. Professeur. Sonoma. Centre Yoga Sivananda Vedanta, 123, bd Sébastien, 40-26-17-48.

Lege d'étude et de rech. Louis-du-Clermont. Rite français traditionnel. Lundi 25 novembre à 18 h 30. Conférence : n. Les Rois-Croix, du Mythe à l'Histoire. Conclusion : par Roger D. de la Croix. LAF 9 F. 81, 78180 Paris Cedex 04. Envoi de la Charte de la Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

MATH PLUS
Cours particuliers à domicile. Stages intensifs. Math, Physique, Chimie, Français, Langues. Tous niveaux. Tél. : 44-85-90-85.

Instruments de musique

PIANOS LABROSSE
Le choix d'un piano d'occasion se fait chez une spécialiste, avec une garantie. 10, r. Vivienne 42-60-06-39. Côté marque exceptionnel.

Jeune fille au pair

Urgt. Famille cherche au pair toutes régions. T. (16) 92-61-10-79 Alpes France.

Vacances

Tourisme
SKI DE FOND
Haut Jura, 3 h Paris TGV. Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme française du XVIIIe siècle, rénovée, en chères 2 pers., s.d.b., wc, Ambiance conviviale, déjeuné, repas. Accueil 14 pers. max. Table d'hôte. Cuis. maison spéciale maison et petit café au vin four à bois. Pous. rand. pédestre, pous. à cheval, VTT, etc. Parc, complètes + vin + miel. de ski + accompagnement. 2 400 F à 3 350 F pers./semaine. Rés. et réservations 1181 35, 12-51. LE CHET L'AGNEAU. La Longeville 25650 MONTBENOIT

Cours

DOJO ZEN DE PARIS
Pratique du zazen ou moudi au vendredi, 8 h 30, 7 h 30, 12 h 30, 18 h. Samedi, dimanche : 11 heures. Prière de venir des matras. 17, rue Keller 75011 Paris. Tél. : 48-05-47-43. Infection les samedis à 18 heures.

MATHÉMATIQUES
par polytechniciens. Terminale C et S, seconde. Tél. : 45-26-51-00.

SAUSURE-TOCQUEVILLE
343 3 chères, cuis., jrdn, wc. Refait neuf imm. pierre de t. de 9 à 18 h. 143, r. de Sausure. Tél. : 42-27-50-91 pour info et code porte.

PROCHE MONTIGNY, env. 130 m² 2 étages, 45 m² + 3 chères. 2 800 000 F. 48-22-03-80 43-69-88-04

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5° arrdt
EXCEPTIONNEL. 115 m². Prie Mouton réhabilitation de l'ère. Rénov. 55 m² + 1 chambre + bureau. 43-22-03-80 43-69-88-04

6° arrdt
RUE DU DRAGON, 3° et 2° P. Perf. des Champs, 500 000 F. F. FAIRIE, 45-87-05-17.

PROX TRÈS INTÉRESSANT
M. VAVIN
Bel imm. p. de t. et ch. 11 ch. 48 m², 4 chères, cuis., 2 bns, 178 m², 4 chères, 138, bd MONTFARASSE. Sem., dim. 14 h à 17 h.

PROX INTÉRESSANT
M. DUROC
Pierre de t. et ch. 32 m². 7° arrdt, cuis., 2 bns, 196 m² + serv. Soit. 16, bd MONTFARASSE. Sem., dim. 14 h à 17 h.

ST-FRANÇOIS-XAVIER
Région av. 12° arrdt. 3/4 P. 105 m² serv. Bon. France-Peure 45-87-05-17

PROX INTÉRESSANT
MOUTON-DUVERNET
Pierre de t. et ch. 32 m². Duvet 97 m², 4 chères, 4 chères, 3 bns marbre, cuis., équipée, 170 m². Louage/achat aménagé. Chiff. compt. indiv. 62, av. GÉNÉRAL-LECLERC. Sam., dim. 14 h à 17 h.

15° arrdt
RUE LABROUSTE, 7° et 2° P. 45 m², Balc., a/jardin. P. F. FAIRIE, 45-87-05-17

16° arrdt
TROCADÈRE, 190 m² 3 étages, 3 chères, 11 m². Parking. 48-22-03-80 43-69-88-04

17° arrdt
SAUSURE-TOCQUEVILLE 343 3 chères, cuis., jrdn, wc. Refait neuf imm. pierre de t. de 9 à 18 h. 143, r. de Sausure. Tél. : 42-27-50-91 pour info et code porte.

PROCHE MONTIGNY, env. 130 m² 2 étages, 45 m² + 3 chères. 2 800 000 F. 48-22-03-80 43-69-88-04

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, P. recherche de très urgente beaux appart. de standing, plus et plus surfaces. Exécution grt. sur demande. Tél. : 43-22-03-80 43-69-88-04

locations non meublées offres

Région parisienne
A LOUER
Issy-les-Moulineux, 3 P., rez-de-ch. 65 m² + jrdn, grande cave. 4 200 F charges comprises. Tél. M. ou M. LEPINASSE. Travail : 46-25-25-99 Maison : 41-09-09-41

maisons de campagne
BRETAGNE NORD
A 30 km de la mer, jole maison en pierre, 1 000 m² terrain, 4 chambres. URGENT. Tél. 43-36-32-93

Sortie AMBROSIE, direct. Tiers PAVILLON F. 4, récent 110 m², 5/6 chères compl. serv. comm. Ten. 3 000 m², ent. clos. Ver. ét. Chaudi. gaz + P. max. Indépend. Prix : 700 000 F. T. F. FAIRIE (16) 47-57-33-35

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et services 43-65-17-50

automobiles

ventes
de 5 à 7 CV
COLLABORATEUR PEUGEOT
406 GRD, couleur blanche. Année 81, 7 500 km. Valeur 101 000 F. coté 85 000 F. T. BUR. 43-81-17-50, 214. DOM. 48-48-75-05 ap. 20 h.

de 12 à 16 CV
URGENT VENTE
BMW 730i 2 500 km. Septembre 1992, 1° main. Options : T.O.E., ASC, EDC. Châssis direct, servomoteur. Gf-mot. 100 km. P. max. 280 000 F. H. VILLERS 39-50-43 bur.

سنة ١٤١١ هـ

Le Monde

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,4 % en octobre

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,4 % au cours du mois d'octobre, après des hausses de 0,2 % en août et septembre. L'accélération d'octobre a deux causes ponctuelles. La première est l'augmentation de 5 % des prix du tabac, hausse décidée dans le cadre du plan de lutte contre le tabagisme et qui doit être suivie par d'autres hausses, la prochaine devant avoir lieu en février.

Le relèvement des prix du tabac a pesé pour un dixième de point sur le résultat d'octobre. La deuxième raison de cette accélération vient des loyers : ceux-ci progressent d'environ 1,5 % par trimestre et ont donc pesé pour un dixième de point sur l'indice. Ce qui veut dire qu'en dehors du tabac et des loyers, la tendance reste bien à une hausse mensuelle de l'ordre de 0,2 %.

Sur un an (octobre 1991 comparé à octobre 1990), l'augmentation des prix revient à 2,5 %. Comme elle est de 3,5 % en Allemagne pour la même période, la France bénéficie dans ce domaine d'un écart en sa faveur d'un point, ce qui - indirectement - est bon pour la tenue du franc.

Après onze jours de grève

Les grévistes de Renault au Mans reprennent le travail

Les grévistes de l'usine Renault du Mans se sont prononcés vendredi 15 novembre en faveur de la reprise du travail après onze jours de grève. Un vote à bulletins secrets a donné 730 voix pour l'arrêt de la grève et 683 voix contre.

Judi soir, les deux parties étaient parvenues à un accord sur le versement d'une prime d'intéressement aux performances de 1 300 F. Une somme de 820 F serait versée en novembre et le reliquat serait attribué en décembre. D'autre part la prime de 1992, qui devait atteindre 1 100 F, s'élèverait à 2 400 F et sera payée par mensualité de 200 F, comme le demandent les syndicats.

La direction générale de Renault a indiqué que la date d'ouverture des négociations salariales pour 1992, prévue en février, a été fixée au 3 décembre prochain.

L'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA

M. Dumas : « Tout ce qui nous sera demandé par la justice sera satisfait »

« Le terrorisme aveugle est la chose la plus abominable qui soit », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, jeudi 14 novembre au matin sur Europe 1. « Tout ce qui nous sera demandé par la justice sera satisfait. Pas de privilèges, pas de protections. » En balayant toute interférence éventuelle de la « raison d'Etat » dans un dossier à fortes implications diplomatiques, M. Dumas a ainsi réagi aux derniers développements de l'enquête judiciaire sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA effectuant la liaison Brazzaville-Paris (170 morts, le 19 septembre 1989, au-dessus du désert du Ténéré).

Conduite par M. Jean-Louis Brugière, le juge d'instruction parisien chargé du dossier, l'enquête sur l'attentat a directement mis en cause plusieurs responsables de l'Etat libyen. Quatre mandats internationaux ont été lancés, le 30 octobre, contre des membres des services de renseignement de Tripoli (le Monde du 1^{er} novembre). Considéré comme le numéro 2 de ces services, M. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi, s'est ainsi

trouvé inculpé de « complicité d'assassins, destruction de biens mobiliers et immobiliers, infraction à la législation sur les explosifs, infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

Ont également été inculpés M. Abdallah Elaragh, premier conseiller au bureau populaire libyen de Brazzaville, M. Ibrahim Naeli, membre des services spéciaux de Tripoli qui séjournerait dans la capitale congolaise juste avant l'attentat, ainsi que son adjoint, M. Musbah Arbas. En outre, la justice française a lancé des notes de recherches internationales visant deux hauts responsables de l'Etat libyen : MM. Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères, et Abdelssalam Zamda, numéro trois des services spéciaux de Tripoli.

Une ratissée bourrée d'explosifs

La Libye a toujours démenti toute responsabilité dans l'attentat du DC-10. Dans une lettre récemment transmise au juge Brugière par l'un des avocats français de l'Etat libyen, Me Christian Charrière-Bourmazel, ancien collaborateur de Me Roland Dumas à son cabinet d'avocats, les autorités de Tripoli se sont dites « surprises et indignées de voir qu'on les accuse d'être des terroristes à travers cette affaire qui fait appel à des procédés qu'elles réprouvent ». Elles ont invité le magistrat parisien à se rendre en Libye pour « mener les plus larges investigations possibles » (le Monde du 14 novembre).

L'enquête judiciaire sur l'attentat avait rapidement établi qu'une valise bourrée d'explosifs avait été embarquée lors de l'escalade de l'appareil d'UTA à Brazzaville.

M. Alain Juppé invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 17 novembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député de Paris, ancien ministre du budget, répondra aux questions d'André Passeron et d'Olivier Biffaud du Monde et de Dominique Ponnet et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en précisant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel (60 % de réduction) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde RADIO TELEVISION

Chaque samedi numéro date dimanche-lundi

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Informations religieuses

VOUS aeriez pas juif, par hasard ? Ah bon !, vous aeriez ? Bien. Religieux ? Très bien. Non, parce que j'ai une bonne nouvelle pour tous ceux qui ne peuvent bouger ni pied ni patte le jour du sabbat. Et surtout pas allumer l'électricité. Eh bien, ils ont le droit de demander ce service pas au voisin, bien sûr, à un éinge ou à chien, là-maintenant. Je plaisante ? A Dieu ne plaise !

Je le tiens du grand rabbin sépharade d'Israël, Ovadia Yosef. Oui, parfaitement ! Il l'a déclaré, dans une interview, à l'hebdo ultra-orthodoxe Vendredi. Seulement, attention, il y met une condition : est animal domestique, vous ne devez pas en être le maître. Faut qu'on vous le prête ou qu'on vous le loue.

Pas évident ! C'est très difficile à trouver, figurez-vous, une petite guenon soubrette ou un toutou en tablier capable d'éprouver sur un bouton le matin au réveil et le soir au coucher. La raison ? On l'a demandée à une dame dont c'est le métier. Elle dresse des singes à tout faire. Sauf ça. Normel, ses élèves ne trouveraient à s'em-

ployer qu'un jour par semaine, or il faut compter six ans pour le leur apprendre, ce geste. Calculez vous-même. Ce serait pas payant.

Dites, je vous ai pas choqués, ou moins ? Si, quand même un peu ? Oh le la ! Je ferai peut-être mieux de donner mon billet à composer en douce, sans passer par mes chefs. Voyez qu'ils me vivent pareil que l'ex-président de l'OMI, l'Office des migrations internationales, Jean-Claude Barreau, vous savez, l'auteur de ce pamphlet sur l'islam couronné hier par le prix Aujourd'hui.

Tels que je les connais, ils en sont parfaitement capables. Mon droit à la libre expression, tu parles ! Mon devoir de réserve, ouï ! Un journaliste au Monde ne peut pas profiter de sa situation pour faire part à ses lecteurs de ce qu'il a appris par une dépêche d'agence. Remarque, si ça devait arriver, je pourrais toujours me défendre en vous accusant d'avoir fait pression sur la direction pour demander le pape. Alors, allez-y, écrivez, téléphonez, vous gênez pas. Elle, elle y perdra la face. Et moi, ça me la sauvera.

Réalisateur de « Tom Jones »

Le cinéaste Tony Richardson est mort

Atteint du sida, Tony Richardson, réalisateur de « Tom Jones », est décédé jeudi 15 novembre à Los Angeles. Il avait soixante-trois ans.

La carrière de Tony Richardson fut un parfait symbole du sort réservé à la quasi-totalité des bons cinéastes britanniques, issus du théâtre, impuissant leur ton personnel dans des réalisations anglaises jusqu'à obtenir une renommée internationale qui leur permette de faire dans de bonnes conditions le voyage d'Hollywood, où ils se retrouvent enfermés dans un classicisme frisant l'académisme.

Cecil Antonio Richardson était né à Shipley (Yorkshire), le 5 juin 1928. Il avait mis en scène ses premières pièces de théâtre à la fin des années 40, alors qu'il était encore étudiant à Oxford. Il devint d'ailleurs président de l'Oxford University Dramatic Society en 1951, avant d'entrer à la BBC comme réalisateur tout en poursuivant ses activités théâtrales, fondant le Royal Court Theatre Group, qui créa des pièces-clés de la scène anglaise de cette époque, *Look Back in Anger* et *The Entertainer* de John Osborne. Mais en 1958 se développe un mouvement de cinéastes anglais originaux et rébellés que la nouvelle vague française à la même époque, baptisée les « jeunes hommes en colère ». Richardson en sera, avec Karel Reisz et Lindsay Anderson, l'une des figures de proue, d'abord à la tête de la revue *Sequence*, que dirigent les trois futurs cinéastes, et avec la société

de production Woodfall, qu'il e créée avec Osborne.

Il fait ses débuts de réalisateur avec le court-métrage *Momma Don't Allow*, puis suit avec l'adaptation de *Look Back in Anger* (Les Corps sensibles, 1959), puis le *Cobalt* (1960), interprété par Lawrence Olivier. Il produit également l'un des films-phares du mouvement des *angry young men*, *Samedi soir dimanche matin* de Karel Reisz. Richardson fera ensuite une première tentative aux Etats-Unis, où il adapte *Santacruta* de Faulkner pour l'écran, sans grande réussite.

Passport pour Hollywood

Revenu en Angleterre, il y réalise *Un gâté de miel* (1961), puis les deux films qui le rendront célèbre : *In Solitude* du coureur de fond (1962), et *Tom Jones* (1963), trois adaptations littéraires à forte tonalité libertaire. Le plus engageant et le plus inventif du point de vue formel est certainement *la Solitude* du coureur de fond, percutant plaideur pour l'indépendance d'esprit, mais la gloire internationale vient avec *Tom Jones* (sous-titré en France *De l'alcôve à la potence*), d'après le roman de Fielding, truculente évocation des frasques amoureuses d'un hôte anglais du dix-septième siècle, où s'illustre Albert Finney. Le film reçoit trois Oscars, dont celui du meilleur réalisateur.

Tony Richardson a cette fois son passeport pour Hollywood. Il y réalisera encore des adaptations littéraires dans un style nettement moins original : *Cher disparu* (1965,

d'après Evelyn Waugh), *Mademoiselle* (1966, d'après Genet, tourné en France avec Jeanne Moreau), *le Mariage de Figaro* (1967, d'après Dumas, également avec Jeanne Moreau). Cette même année, il se sépare de Vanessa Redgrave, avec qui il avait eu deux filles. Richardson réalise ensuite un « faux réalisateur » de *la Charge de la brigade légère* (1968), œuvre caustique et brillante qui modifie complètement le sens du film tourné par Michael Curtiz, en 1936, et constitue certainement la principale réussite de la seconde partie de sa carrière.

Il signera ensuite des films de bonne facture mais qui ne retrouvent jamais l'éclat des débuts, *la Chambre obscure* et *Hamlet* en 1969, *Ned Kelly* (1970, avec Mick Jagger en Robin des bois australien), *A Delicate Balance* (1973), *Dead Cert* (1974), *Joseph Andrews* (1977), *Police Royale* (1981, avec Jack Nicholson) puis *Hot New Hampshire* (1984) d'après le roman de John Irving. Réalisé en 1989, *Hills Like White Elephants* n'a pas été distribué en France. Tony Richardson avait travaillé depuis *Blue Suede*, avec Jessica Lange et Tommy Lee Jones, qui doit sortir l'an prochain aux Etats-Unis.

JEAN-MICHEL FRODON

LES FEMMES REAGISSENT...
LES GRANDS "NON" DE LA DECORATION
► NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "giffre" peut doubler les prix et n'ajoute aucune valeur à un tissu.
► NON... à ce charmant coton imprimé, car à 450 F le mètre, il est prohibitif.
► NON et NON à ces collections X, Y, Z dont les prix sont vraiment baroques.
► OUI... à votre intérêt : toutes issues en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires. (depuis 50 F le mètre)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Sous le PARRAINAGE de la MAIRIE du XVI^e
7^e SALON DES ANTIQUAIRES DU RANELAGH PARIS XVI^e
Jusqu'au Lundi 18 Novembre inclus
JARDINS DU RANELAGH
AVENUE PRUD'HON - METRO MOUTTE
TOUS LES JOURS DE 11 H A 20 H - COMMISSARIAT DU SALON : 45 30 71 45
EXPOSITIONS : 11, rue de Valenciennes - 75014 PARIS - TEL : 45 30 30 - FAX : 45 40 41

SOMMAIRE	
DÉBATS	Immigration : Le modèle de Berlin, par Philippe Marchand..... 2
ÉTRANGER	Conférences de paix au Proche-Orient : rapprochement entre l'Egypte et l'OLP..... 4 Le 58 ^e sommet franco-allemand et la préparation de la réunion des Douze à Maastricht..... 4 Les dirigeants serbes, croates et fédéraux approuvent le principe d'un cessez-le-feu et de l'envoi de forces de l'ONU..... 5 Images d'apocalypse dans le port de Dubrovnik..... 5 La dégradation des relations entre Paris et Port-au-Prince..... 6 La visite de M. James Baker en Chine..... 6
POLITIQUE	Le débat sur la réforme des institutions..... 7 L'examen du budget à l'Assemblée nationale..... 8 Un rapprochement esquissé entre le maire de Lyon et le RPR..... 8
SOCIÉTÉ	Le projet de liaisons par cabines aériennes à Montparnasse est abandonné..... 9 A Buguey et à Fessenheim, des fissures sont décelées sur les couvercles de trois réacteurs nucléaires..... 9 Devant les assises de l'Isère, le lieutenant de Charvieu-Chavagnieu 10 Délinquance urbaine : II. - Les concierges de Birmingham..... 10
CULTURE	« Les Paravents » de Jean Genet..... 12 « L'Orage » de Claudel, montée par Claude Stratz à Genève..... 12 Cinéma : « Europa » de Lars Von Trier..... 13
ÉCONOMIE	Négociation sur le financement de l'assurance-chômage..... 23 Le financement de l'unification allemande par l'emprunt est critiqué par les cinq « sages »..... 23 Les CDEVI au service de l'hôtellerie..... 23 La justice américaine prête à un compromis avec la BCCI..... 26 Forte baisse des investissements industriels en France en 1991..... 26
COMMUNICATION	La future chaîne culturelle européenne est menacée par les projets musicaux de M. Lang..... 25
SANS VISA	Aden sans Arabie : Coup d'œil : Aux courses : Hausmann pour la façade : Les mannes de la maison Pasteur : Table : En avant, mâche : Hêtre ou ne pas être : Escaltes, téléx, Jeux..... 15 à 22
Services	Abonnements..... 2 Annonces classées..... 25 Camet..... 28 Jeux..... 20 Loto, Tar-o-lac..... 28 Marchés financiers..... 28-27 Météorologie..... 28 Philatélie..... 13 Radio-télévision..... 29 Spectacles..... 14
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 15 novembre 1991 n'est tiré à 511 130 exemplaires.	